A. D. SERTILLANGES
MEMBRE DE L'INSTITUT
PROFESSEUR A L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

Socialisme

et

Christianisme

CINQUIÈME ÉDITION

Le Socialisme et le Parti socialiste.
Le Socialisme et la destinée.
Le Socialisme et la Réforme économique.
I. *L'appréciation des Faits.*
II. *Les Doctrines et les Méthodes.*
III. *Le Capital, l'Héritage, la Propriété.*
Le Socialisme et la Solidarité.
Le Socialisme et la Liberté.
Le Socialisme et l'Anticléricalisme.

Librairie Lecoffre
J. Gabalda, Éditeur
1922

St. Albert's College Library

Socialisme

et

Christianisme

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Saint Thomas d'Aquin (Collection des grands philosophes). (Alcan.) — 2 vol. in-8°. . . . . *Epuisé.*
La Philosophie morale de saint Thomas d'Aquin. — 1 vol. in-8°. (Alcan.) . . . . . *Epuisé.*
L' « Introduction à l'Étude de la médecine expérimentale » de Claude Bernard, avec des notes critiques. (de Gigord.). . . . . 5 fr. 30
Les Sources de la Croyance en Dieu. — 1 vol. in-12. 7e *édit.* (Perrin.). . . . . 8 fr. »
L'Amour chrétien. 1 vol. in-12. 8e *mille.* (Gabalda.) 7 fr. »
Jésus. — 1 vol. in-12. 14e *mille.* (Gabalda.). . . . . 6 fr. »
L'Église — 2 vol. in-12. 4e *édition.* (Gabalda.) . 15 fr. »
La Vie catholique (*Première série*). — 1 vol. in-12. 2e *édition.* (Gabalda.). . . . . 8 fr. »
La Vie catholique (*Deuxième série*). — 1 vol. in-12. 2e *édition.* (Gabalda.). . . . . 8 fr. »
La Vie intellectuelle. 1 vol. gr. in-12. *Dixième édition.* (Librairie de la *Revue des Jeunes*). . . . . 8 fr. »
Un Pèlerinage artistique à Florence. — In-12, avec vignettes et couverture illustrée. (Gabalda.) *Épuisé.*
Nos Luttes. — 1 vol. in-12. (Gabalda.) *Epuisé.*
Nos vrais Ennemis. — 1 vol. in-12. (Gabalda). *Épuisé.*
Le Patriotisme et la vie sociale. — 1 volume in-12. (Gabalda.) *Epuisé.*
La Politique chrétienne. — 1 v. in-12. (Gabalda.). 4 fr. 50
Féminisme et christianisme. — 1 vol. in-12. 4e *édition.* (Gabalda.). . . . . 7 fr. 50
La Famille et l'Etat dans l'éducation. — 1 vol. in-12. (Gabalda.). . . . . *Epuisé.*
L'Art et la Morale. — 1 vol. in-18. (Bloud et Gay.) *Epuisé.*
Agnosticisme et Anthropomorphisme. — 1 vol. in-18. (Bloud et Gay.). . . . . 1 fr. »
La Vie héroïque, 52 conférences prononcées à la Madeleine en 1914-1915. (Bloud et Gay.). . . . . 14 fr. »
Le Sermon sur la montagne, évangile de guerre et de paix. — 1 vol. in-12. (Bloud et Gay.). . . . . 3 fr. 75
Les Vertus théologales. — Anthologies illustrées. 3 vol. in-8° La Foi. L'Espérance. La Charité. (Laurens.) Chaque volume. . . . . 9 fr. »
Prière de la Femme française pendant la guerre. — 1 plaquette avec vignettes de Maurice Denis. (Librairie de l'Art catholique.). . . . . 1 fr. 25
Aux Morts de la guerre. — Prière à ceux qui sont partis. — 1 plaquette avec vignettes de Maurice Denis. (Librairie de l'Art catholique.). . . . . 1 fr. 25
La Prière. — 1 volume in-12. (Librairie de l'Art catholique.). . . . . 6 fr. 50
Prière dans nos épreuves. . . . . . 1 fr. »
Le Chemin de la Croix. . . . . . 2 fr. »
Paroles françaises. — 1 vol. in-12. (Bloud et Gay.) 5 fr. »

Typographie Firmin-Didot et Cie. — Paris.

A. D. SERTILLANGES

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR A L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

Socialisme

et

Christianisme

St. Albert's College Library

« Soyez de bons chrétiens, vous serez d'excellents démocrates. »
LÉON XIII.

CINQUIEME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE
J. GABALDA, Éditeur
RUE BONAPARTE, 90

1922

Sur le témoignage favorable des Examinateurs, nous en permettons l'impression.

Paris, le 23 mai 1905,

G. LEFEBVRE,
Vic. gén.

AVANT-PROPOS

Certaines personnes seront peut-être étonnées de voir un homme religieux traiter ex-professo du socialisme.

Un préjugé habilement répandu a réussi à s'infiltrer jusque dans les milieux chrétiens, et nous oblige à nous élever contre cette théorie d'après laquelle l'Église ne devrait s'occuper que des mystères. Elle s'occupe des réalités tangibles, parce que ces réalités sont régies par la loi morale, loi divine dont elle est le héraut dans le monde.

Le christianisme ne peut être étranger à rien. Tout l'intéresse de ce qui intéresse Dieu, et puisque toutes choses sont divines : divines par l'origine, divines par l'aboutissement, il doit, sous ce double rapport, prendre souci

acc. 11971

de tout, et plus encore des choses sociales que des autres, puisqu'en celles-ci sont engagés les plus hauts et les plus vastes intérêts.

D'ailleurs, — j'aurai plus d'une fois l'occasion de le montrer — le christianisme est la religion sociale par excellence, parce que c'est la religion de la fraternité, du sacrifice pour autrui et de la coopération pour le bien humain dont le bien divin n'est que la formule supérieure.

Cette religion ne légifère pas seulement pour les individus, mais pour les collectivités; elle ne s'inquiète pas seulement d'inspirer la justice et la charité personnelles, mais la justice et la fraternité sociales. En faire une sorte d'endormeuse au service des satisfaits et que ceux-ci chargeraient de représenter la pitié auprès des masses, afin de les dispenser, eux, de représenter la justice, c'est bien l'injure violente qu'on nous jette; mais nous ne l'acceptons pas.

Pour cette raison, il est urgent de fixer nos esprits au sujet de la religion nouvelle qui

s'installe. Le socialisme exploite de monstrueuses erreurs; mais il comporte aussi des vérités. Ses vérités, nous avons à faire voir qu'elles sont nôtres; ses erreurs, nous devons démontrer qu'elles sont nées d'un oubli déplorable des principes chrétiens.

Dans l'un et l'autre cas, l'Église est toute préparée à l'action doctrinale et pratique exigée par les temps nouveaux en matière sociale. Elle a des cadres pour accueillir et loger comme chez elle tout ce qu'on peut apporter de bon; elle est armée, par une doctrine complète et une organisation merveilleuse, contre les abus et les efforts hostiles.

L'État moderne, soucieux de sa conservation et se sentant menacé par le socialisme anarchique, ne peut cependant le combattre qu'en se déjugeant, tant lui-même a prêté la main à l'intrusion des faux principes. De là son attitude embarrassée et purement tactique. L'Église, elle, peut prendre une attitude doctrinale et ferme.

Elle ne veut pas, pourtant, que du fait de ses fils, cette attitude puisse paraître haineuse.

Les opinions ne doivent pas être des cris de guerre; même les plus nécessaires doivent surtout paraître un appel, et sonner sur nos lèvres comme la prière du Christ : « *Que votre règne arrive!* »

Faire des calculs et se passer d'amour : c'est la façon d'agir socialiste, et c'est le renversement de la vie humaine. Faire des réfutations et nous passer de bienveillance, serait-ce la tendance aimée de certains apologistes, ce n'en serait pas moins le renversement de l'esprit chrétien.

Et puis, en parcourant du regard, tout à l'heure, le monde socialiste, nous serons tenus de constater que tout n'y est pas de même couleur; que plus d'une bonne volonté égarée s'y fait voir et mérite, de la part du chrétien, bien plus un salut fraternel qu'un anathème.

Un certain socialisme du cœur est frère de la doctrine chrétienne; disons mieux, il en et le fils, et le désarroi des esprits est tel, à notre époque de fermentation inquiète, que ce paradoxe religieux et possible d'un anticlérical catholique, au sens où catholique signifie ami de la vérité par le cœur, et par là

fils de Dieu sans le savoir, fils du Christ sans le savoir, de par l'universelle et enveloppante amplitude de ce que nos théologiens appellent « l'âme de l'Église ».

« *Les publicains et les courtisanes vous précéderont dans le royaume des cieux*, disait le Sauveur aux Pharisiens : des socialistes ne pourraient-ils pas y précéder aussi des hommes qui se croient des purs, au besoin des sauveurs, et qui au fond sont inférieurs à tous, parce qu'ils haïssent ou qu'ils dédaignent.

Réfléchissons, chrétiens attardés, enfermés en notre égoïsme, ignorants volontaires de ce qui se passe autour de nous, sourds à la voix des foules dont le Christ avait pitié, indifférents aux souffrances et aux chutes dont notre inertie ou notre hostilité seraient responsables, si nous ressemblions à ceux dont il a été dit : « *Ils détiennent la clé du royaume des cieux, et non seulement n'entrent pas eux-mêmes ; mais empêchent les autres d'entrer.* »

Je montrerai à quel point le socialisme a tort de repousser violemment, comme il le fait, les catholiques ; mais avec les restrictions que

de droit, j'oserai avancer aussi la réciproque.

Ceux qui veulent, aujourd'hui, le triomphe social du christianisme, ne doivent pas le chercher ailleurs qu'il n'a jamais été : dans les services rendus et dans une charité ardente au point qu'on l'en pourrait appeler agressive.

« L'humanité croit en Dieu parce qu'elle le voit agir », s'écriait Lacordaire. L'Europe a cru au Christ parce qu'elle a expérimenté sa vertu bienfaisante, et que, pressée par une charité plus qu'humaine, elle a reconnu Dieu, derrière ceux qui venaient à elle d'un tel cœur.

Si nous voulons qu'on le reconnaisse aussi à notre action, il faut user de la même méthode. « *Vous les reconnaîtrez à leurs fruits* » : ce sera toujours la preuve suprême.

Répudions nettement les utopies et désavouons l'erreur; mais prenons de l'idéal socialiste ce qu'il offre pourtant de généreux, d'utile, et en face de cette société fatiguée de luttes, accablée de besoins, désorientée, désaxée, venons, pénétrés de charité ardente et prudente; nous souvenant comme saint Paul que nous sommes *débiteurs de tous;* artisans d'œuvres profitables aux petits, tout en de-

meurant justes à quiconque; prêts à dire *ou* à toute vérité, à serrer toute main fraternelle, à écouter toute revendication juste, à essayer d'alléger tout fardeau; sachant montrer enfin que le christianisme, loin d'être démodé et réduit à l'impuissance, est l'actualité par excellence, parce qu'il porte en soi les principes dont la nécessité nous tourmente, les remèdes dont l'absence nous laisserait à la mort.

LE SOCIALISME

ET LE PARTI SOCIALISTE

LE SOCIALISME

ET LE PARTI SOCIALISTE

Messieurs,

Il n'y a pas un grand nombre d'années que le socialisme a pris chez nous un développement capable d'enchanter ses amis et d'inquiéter ses adversaires. Il n'était hier encore qu'une petite secte, dont le nom prononcé faisait se voiler la face, parce qu'il semblait synonyme à ceux-ci de crimes monstrueux et de grossièretés lourdes; à ceux-là d'utopies tellement excessives qu'il ne leur semblait pas qu'on en pût tolérer l'énoncé.

Aujourd'hui, le socialisme est un parti politique, ce qui veut dire qu'il a brisé « le masque étroit » qui gênait sa face opposante pour se

montrer à découvert, participer à la vie du pays, entrer dans son gouvernement, et faire œuvre, en un mot, non plus d'agitation à vide et de négation turbulente, mais de doctrine positive et de principe d'action.

C'est le moment pour une doctrine organique, comme est le christianisme, de se mesurer avec ce nouvel arrivant; de le toiser du regard pour voir s'il est ami ou adversaire; de lui demander, ou pour mieux dire, puisqu'il se montre assez revêche, d'essayer par nous-mêmes de savoir s'il ne serait pas porteur de quelque heureuse formule et animé, en dépit de ses allures, de certains bons vouloirs qu'il y aurait intérêt, honneur, sagesse à reconnaître en toute loyauté, quitte à combattre hardiment ce qu'il propose de subversif ou d'absurde.

Cet examen, je vous invite à le faire avec moi. J'y apporterai toute l'attention dont je suis capable, tout l'esprit de bienveillance qu'on doit pouvoir attendre de nous comme chrétiens. Il ne conviendrait pas d'opposer la haine à la haine, encore bien moins aux partis pris, et encore beaucoup moins aux illusions que des prédications forcenées ou simplement l'ignorance des conditions de la vie sociale ont pu

faire naître au sein d'un parti désormais fortement mélangé.

J'espère que vous reconnaissez à ces paroles celui qui vous évangélise depuis six ans, et qui aurait voulu de tout son cœur voir sortir de ces entretiens un peu plus de christianisme effectif dans nos appréciations, dans nos sentiments si fréquemment aigris par l'injustice, dans notre action publique, à quelque degré et sur quelque terrain qu'elle puisse être engagée.

Il n'y a pas de raison pour qu'on change, quand on croit avoir pris la bonne route; mais on peut s'y engager plus avant. Je le ferai de toute mon ardeur et de toutes mes forces. Aidez-moi de votre propagande et de vos sympathies; Dieu nous aidera de sa grâce que j'implore et pour vous et pour moi.

I

En 1848, le socialisme était définissable; aujourd'hui, il ne l'est plus. Personne ne peut savoir, sur sa simple étiquette, ce que pense et ce que veut un homme qui se dit socialiste.

Chacun a son petit socialisme à soi, socialisme *de poche,* comme le disait quelqu'un, à sortir en temps d'élections, et dont on décore son habit comme d'un bijou à la mode.

A mesure que les congrès se multiplient, de moins en moins on y voit clair; à mesure qu'on retourne en tous sens le programme, on voit que ce n'est pas un programme, mais un ramas d'aspirations et de théories disparates. A mesure que le socialisme grandit, il s'embrouille, et cela doit être. Il est plus facile, tout d'abord, d'être d'accord à vingt qu'à cent mille. Ensuite, lorsqu'on est cent mille et qu'on devient une force, on voit venir à soi les malins, dont tout le rôle est de tirer de leur côté, afin de jouir à la fois des bénéfices du groupement nouveau et d'un reste de faveur chez les autres.

Il s'introduit ainsi dans le socialisme des éléments divers, fort difficiles à démêler. C'est un caméléon que cette doctrine. Là est une partie de sa force; car cela lui permet de s'adapter à beaucoup d'illusions et d'appétits divers; mais sa valeur y gagne d'autant moins que la contradiction, née du mélange des personnes, passe aux cerveaux individuels où les conflits d'idées se répercutent.

Qu'un socialiste en contredise un autre, c'est

déjà un malheur; mais que chaque socialiste se contredise lui-même à tout instant, c'est plus grave, et je vous invite à en faire l'expérience en lisant l'un quelconque d'entre eux, excepté peut-être — et encore! — le plus intelligent de ceux qui nous sont connus; tellement intelligent qu'il n'est déjà plus socialiste[1].

Ce qu'il faut dire, je crois, c'est qu'il y a dans le socialisme ce qu'on pourrait appeler ses *fins dernières*, que tout le monde professe en paroles, quelques-uns sincèrement, d'autres comme ces chrétiens qui récitent leur Credo tout juste quand ils sont parrains à un baptême. Et à côté de ce programme liturgique, il y a le programme immédiat, qui pour les plus sincères est social; mais qui pour d'autres est purement politique; j'entends de politique personnelle. Être d'un ministère, ou autour, c'est, croyez-le, le souci le plus profond de beaucoup de nos farouches. Ceux-là sont les pécheurs de la doctrine; les fins dernières leur importent peu, et si elles se réalisaient quelque jour, elles les surprendraient tout autant que la trompette du juge au sein d'une assemblée de libertins.

1. Cf. Millerand, *Le socialisme réformiste.*

Somme toute, le socialisme enflé court après ses principes, court après son programme, court après ses méthodes, et il s'essouffle un peu. L'unité du parti est une unité de combat, qui n'a rien d'organique, et à ne regarder qu'une portion de sa clientèle, on pourrait craindre que dans le socialisme il n'y ait surtout les socialistes.

Toutefois, Messieurs, comme les intentions regardent la conscience de chacun, et que nous sommes tenus, en bonne critique, de prendre les opinions pour ce qu'elles se donnent, il faut les distinguer un peu, non pour le vain plaisir de classifier; mais pour avoir présent le genre d'adversaires ou d'amis avec lesquels nous devrons traiter par la suite.

Je noterai donc un genre de socialisme qui tend à se généraliser, pour la commodité des politiciens qui veulent utiliser cette étiquette. Il annonce simplement la volonté de travailler à l'amélioration du sort du plus grand nombre, et de rechercher les moyens qui y peuvent concourir.

Vous comprendrez que ce socialisme-là, à condition qu'il soit sincère, nous en serons tous volontiers. Nous en serons d'autant plus que de

bien des manières l'urgence s'en fait sentir et que l'Église, un peu attardée dans cette voie, pour des raisons que j'aurai à vous exposer, ne demande qu'à doubler les étapes.

Un autre groupe à l'égard duquel nous serons tenus à plus de réserve, sans que nous voulions d'ailleurs lui être hostiles a priori, c'est celui des socialistes d'État, pour qui l'égalisation entre les classes sociales et la répartition plus égalitaire de la richesse et du travail doit s'opérer non par l'initiative des citoyens et des associations autonomes; mais par le moyen de l'État, devenu l'universel tuteur, la providence unique d'un groupe de plus en plus centralisé.

De là au collectivisme, qui veut charger l'État d'organiser lui-même et exclusivement la production, la circulation, la distribution et la consommation des biens, il n'y a qu'un pas. Le troisième groupe le franchit, et comme ce groupe est le plus actif; qu'il se prétend seul orthodoxe, en ce qu'il se rattache seul aux origines ou aux temps héroïques du parti, tous ceux qui briguent le titre envié de socialistes sentent le besoin de proclamer de temps à

autre leur attachement, ne fût-ce qu'à titre d'espérance, à cet avenir collectiviste qui écarterait, pense-t-on, tous les maux, panserait toutes les blessures du capitalisme et installerait la prospérité dans tous les rangs du corps social.

Je n'essaierai pas de vous décrire ce que serait ce paradis terrestre. La plupart de ceux qui prétendent l'habiter n'en parlent qu'avec une réserve olympienne. Ceux qui se hasardent à en dessiner quelques traits ont vite le sentiment que la clarté n'est pas favorable à leur cause, et à côté de leurs affirmations arbitraires, ils se hâtent de poser des points de doute, comme le faisait Renan en marge de son histoire d'Israël.

Le système collectiviste, en ce qu'il a de positif, a été tant de fois réfuté et accablé sous le poids de tant d'irrécusables compétences qu'il gagne beaucoup à ce que ses partisans s'en tiennent à la critique.

Il est aisé de trouver à redire à notre société actuelle : ce n'est certes pas l'idéal de ce qu'on peut espérer des hommes, lorsqu'ils auront reconnu les véritables lois de la vie; mais les collectivistes ne sont pas seuls à le savoir, et

que leurs critiques soient fondées, cela ne préjuge rien au sujet de leurs remèdes.

Ce n'est pas tout.

Pour faire la connaissance du monde socialiste, il ne suffirait pas d'examiner les attitudes diverses que je viens de décrire.

Tout grand parti, par le fait qu'il groupe des hommes, et non des unités abstraites, présente, en même temps qu'un programme défini, une foule de tendances plus ou moins communes; mais une particularité du groupe socialiste, c'est que certaines parties de son programme, étrangères à ce qui le définit, arrivent pourtant, en France tout au moins, à dominer les préoccupations utilitaires. Tel est chez nous l'anticléricalisme. Telles sont une foule d'idées philosophiques et politiques dont le parti se recommande bien plus encore que de son programme économique.

Je ne m'en étonne pas, je dirai tout à l'heure pourquoi; mais ce qui doit nous surprendre moins encore, c'est que, soucieux de leur réputation de logiciens, les socialistes essaient de rattacher leurs négations ou leurs affirmations politico-religieuses à ce qui est toujours le côté

officiel du programme, je veux dire une révolution ou une réforme économique.

Rien n'est curieux comme les malices logiques qu'on rencontre à chaque pas sous la plume des anticléricaux socialistes. Les fallacieux prétextes sont toujours faciles à trouver quand on y tient vraiment.

Exemple : On a besoin, pour bâtir la cité nouvelle, d'esprits libres de toute gêne doctrinale : donc, pas de foi ; de toute contrainte : donc, pas d'autorité religieuse ; de toute limitation de vie : donc, pas de morale « étroite et monastique » ; de toute restriction au développement de la personne : donc, pas de mortification chrétienne ; de tout arbitraire même divin : donc, pas de doctrine de la grâce ; de toute entrave aux progrès à venir : donc, pas de dogme figé et pas de morale immuable ; de tout recours à autrui pour réaliser sa destinée : donc, pas de prière...

On pourrait aller loin ainsi, et le mot socialiste deviendrait aussi délicat à définir que, dans le dictionnaire de certains hommes politiques, le mot *républicain*.

Mais la vérité n'est pas là.

La vérité, c'est que le socialisme est autre

chose qu'un parti politique, autre chose qu'une doctrine économique et qu'une tendance à l'égalisation des classes.

Le socialisme est une religion.

Lisez au hasard un des textes qui en ont exprimé, en des circonstances fameuses, l'essence et les tendances fondamentales.

« Si le socialisme, disait M. Millerand à Saint-Mandé, domine aujourd'hui tous les partis et les couvre de son ombre, c'est qu'il embrasse en sa vaste synthèse toutes les manifestations de la vie ; c'est que rien de l'homme ne lui est étranger ; c'est que seul aujourd'hui il offre à notre appétit de justice et de bonheur un idéal purement humain. »

Je ne contredirai pas à ces paroles ; mais on voit combien un tel « socialisme » est loin de la doctrine économique qui se présente d'abord sous ce nom ! C'est une religion. Car peut-on dire d'autre chose que d'une religion que *rien ne lui est étranger ;* qu'elle nous promet *justice et bonheur,* et *qu'elle embrasse toutes les manifestations de la vie humaine ?*

Le christianisme avait eu du succès parmi les malheureux de Suburre en prêchant le royaume des cieux : les socialistes pensent en

avoir davantage auprès de nos mineurs ou de nos débardeurs en leur prêchant le ciel sur la terre. C'est plus scientifique, c'est plus sûr, c'est plus proche, prétendent-ils ; c'est aussi plus tangible, et cela plaît à des gens que ne toucheraient point de transcendantes promesses. Un parti qui promet le ciel ! songez donc ! Les autres ne promettent que des chemins de fer, ou des diminutions d'impôts, ou quelques maigres lois : c'est si peu !

On nous accuse, Messieurs, de manquer de critique, parce que nous acceptons un dogme : je demanderais volontiers quel critique et quel économiste ou sociologue quelconque pourrait prendre au sérieux les dogmes socialistes. Ils se soutiennent par la foi, par l'illuminisme de quelques cerveaux spéculatifs et par le sentimentalisme élevé ou bas — surtout bas — de la foule. Et c'est une raison de plus pour que le socialisme puisse être appelé une religion, s'il est exact qu'une religion invoque surtout le sentiment pour convertir et pour conserver ses adeptes.

J'ai le regret d'ajouter que le socialisme, en tant qu'il fait appel à la haine et aux passions violentes, se trouve choisir pour modèle, parmi

les religions, la plus brutale et l'une des plus discréditées : le mahométisme. Crois ou meurs ! ce serait volontiers la formule de son fanatisme. Est-ce bien la peine de reprocher si fort aux siècles lointains leurs inquisitions et leurs Saint-Barthélemy quand on les vient prêcher soi-même en ce siècle? La lutte des classes arborée comme drapeau, c'est bien la Saint-Barthélemy, et la pratique constante de nos grèves socialistes, c'est bien l'inquisition. Il s'agit non de liberté, mais de contrainte ; non de conciliation entre des intérêts si évidemment solidaires, mais d'extermination. On veut bâtir la cité nouvelle sur des débris fumants et piétinés.

Regardez d'ailleurs, Messieurs, à l'organisation et à la propagande socialiste, vous y retrouverez les mêmes caractères religieux qu'à son inspiration et à son idéal.

Le socialisme a ses apôtres ; apôtres aux prédications enflammées, au verbe poétique, en dépit des couleurs de haine. L'idéal millénaire y flamboie ; l'âge d'or à venir y étale ses merveilles ; les étapes gigantesques et les résultats surhumains y sont produits comme par inter-

vention surnaturelle, et les bienfaits en sont décrits avec les procédés littéraires des prophètes.

Le socialisme a ses papes et ses patriarches, ses théologiens et ses missionnaires, ses livres inspirés et ses conciles ; il a ses rites, ses cantiques, ses bannières et ses processions. Il a ses pécheurs, disions-nous : il a aussi ses hérétiques, bénéficiaires — car c'est parfois un bénéfice — de retentissantes excommunications.

Mais malgré tout, et en dépit des allures qu'il se donne et des avenirs merveilleux qu'il décrit, le socialisme est une religion négative. Il sait détruire; il ne construira rien, parce qu'il renie les forces morales.

Je reviendrai sur ce point; mais dès maintenant j'indique que là est le point faible d'une doctrine qui se croit si forte et si assurée de demain.

Demain, peut-être! Il est possible que le socialisme ait demain; de grands génies le lui ont prédit, d'ailleurs en se voilant la face, et sans doute il se peut qu'en raison de nos misères, de nos folies et de nos inconsciences, la Providence nous réserve une épreuve où le socialisme sera l'exécuteur des vengeances.

Mais si demain est accordé à son règne, l'avenir, il ne l'aura pas.

Quel aveuglé oserait croire que cette religion de matière et de haine, cette religion terrienne, bornée comme nos horizons, fugitive comme nos vies, sèche et banale comme une arithmétique, méchante et basse au nom de la solidarité, pourra venir à bout de la sublime, et douce, et transcendante religion du Christ!

Idéal d'une vie sans idéal; idéal déformé, faussé, rabaissé, privé d'ailes, rampant dans la matière en attendant qu'il se roule dans la boue, cet idéal ne sera pas vainqueur de celui qui nous fait dire : *Notre Père qui êtes aux cieux.*

Quoi qu'il en soit, la couleur même de son anticléricalisme prouve que le socialisme est une religion. Il met à nous combattre une ardeur d'hérétique. On n'attaque pas ainsi au nom d'un intérêt négatif : il faut une conviction contraire. Cette conviction, d'ailleurs, nous ne demandons pas mieux qu'elle existe. Rien ne nous est ennemi comme l'indifférentisme. Rien ne peut nous favoriser davantage que la discussion serrée à laquelle nous convie l'imprudence de certains socialistes. Il ne sera pas

toujours possible de se renfermer dans les banalités utopiques : il faudra bien qu'on dise, après l'avoir promis bruyamment, ce que l'on peut pour l'homme en face de la vie telle qu'elle est, et non truquée pour les besoins de la cause ; en face de la misère native, qu'on n'écartera point, quoi qu'on fasse ; en face de la souffrance, qu'il ne dépend de personne d'abolir ; en face de la mort, qui fait rage et qui doit faire envisager, ce me semble, avec quelque dédain l'abondance de votre râtelier socialiste.

Nous attendons à cette épreuve la doctrine qui prétend envelopper dans sa « vaste synthèse » toutes les manifestations de la vie. En attendant, nous la remercions de réveiller la torpeur jouisseuse, de poser les problèmes angoissants, de flageller l'orgueil bourgeois, d'obliger les chrétiens à boucler leur cuirasse et à juger la trempe de leur épée.

Ses audaces ne nous font pas peur. Le socialisme passera, et il aura rendu des services. Il aura aussi amoncelé des ruines ; mais celles-ci, nous les relèverons, et les services, nous saurons les faire nôtres. Je me propose d'indiquer, dans la suite de nos entretiens, de quelle façon nous pensons nous y prendre.

Pour aujourd'hui, j'ai à vous dire encore d'où nous est venu le socialisme, quelles sont ses sources et quels sont ses alliés. Vous allez voir que par un côté ce problème nous intéresse, comme chrétiens, au point de nous suggérer tout un programme, et, ce qui vaut mieux qu'un programme, de nous suggérer un esprit, lequel, puisqu'il n'est autre que l'esprit évangélique bien compris, a droit à autre chose que notre admiration platonique, je veux dire notre amour et notre courageuse action.

II

Les causes du socialisme ne sont pas toutes de même ordre ni de même valeur. Il en est d'honorables, il en est de honteuses; il en est de morales, il en est de politiques, il en est de religieuses; il en est qui tiennent aux autres et il en est qui tiennent à nous. Les démêler serait un travail fort utile.

On signalerait d'abord — et ce serait à l'honneur commun — l'attention plus profonde apportée par ce siècle à l'étude des problèmes sociaux et le développement du sens spécial

qui aide à les résoudre, je veux dire, au point de vue intellectuel, la vision plus aiguë des conditions de la vie en groupe, et au point de vue moral, un certain sentiment de responsabilité collective qui fait que chacun, se sentant solidaire de la masse, éprouve l'obligation de collaborer au bien public.

Notez que ce sentiment est susceptible de toutes les déviations, ainsi que le prouve abondamment le socialisme; mais en lui-même, c'est un bien, et je crois être juste en disant que le socialisme, en même temps qu'il travaille à sa diffusion, commence par en profiter largement pour appuyer sa propagande.

La préoccupation du sort des humbles tend d'autre part à se généraliser. « En aucun temps, a écrit Léon XIII, le sentiment de la fraternité humaine n'a pénétré plus avant qu'aujourd'hui dans les âmes, et aucune époque ne vit l'homme plus attentif à s'enquérir de ses semblables, pour les connaître et pour les secourir[1]. »

D'où vient cette préoccupation? Elle vient,

1. Encyclique *Praeclara*.

quoi qu'on en dise, du progrès lentement accompli de la civilisation chrétienne, que le socialisme exploite en prétendant la remplacer.

Une troisième cause, à demi morale, à demi politique, c'est la désaffection de la liberté, désaffection qui prédispose aux entreprises de l'étatisme, pivot du socialisme le plus répandu.

La liberté, c'était jadis la panacée universelle. On pensait qu'avec elle tout bien devait venir et tout mal s'écarter; que si elle blessait parfois, c'était comme la classique lance d'Achille, qui guérissait les blessures qu'elle avait faites. On ne réfléchissait pas que la liberté dans l'abondance c'est la vie, mais que la liberté dans le désert, c'est la mort; que la liberté pour qui connaît sa route, c'est le progrès; mais que la liberté pour qui l'ignore, c'est le désarroi ou les aventures désastreuses; que la liberté pour le fort c'est l'indépendance; mais que la liberté pour le faible, c'est l'oppression.

La liberté, on reconnaît aujourd'hui qu'elle n'est d'elle-même qu'un cadre vide; qu'elle suppose la richesse et appelle l'organisation; que notre politique libérale devait être stérile, parce qu'elle s'éternisait dans les questions de

forme, et qu'il convient de prêter enfin un peu de substance à tant de déclamations creuses, exemple, aux retentissantes formules d'un Gambetta qui se figurait, dans sa naïveté éloquente et colossale, qu'il résoudrait toutes les questions sociales « par la République[1] ».

Il est très sûr que de cette constatation au socialisme il y a de la marge. On peut insérer entre les deux une sage politique sociale qui ne serait ni le socialisme utopique et oppresseur, ni l'individualisme outrancier de la révolution française. Mais on ne va pas ainsi, en France. On aime à réformer, et l'on ne sait réformer qu'en passant d'un extrême à un autre extrême, comme le paysan ivre de Luther qui lorsqu'on le relève d'un côté sur sa bête, tombe de l'autre.

Le socialisme a donc utilisé les déceptions de la liberté, et l'on a remarqué depuis longtemps qu'il n'a fait en cela que tirer les conséquences extrêmes de la révolution française. Celle-ci s'appuyait sur l'individu; légiférait pour l'Homme (avec un grand H), celui qui « naît libre » et armé de ses droits — comme si

1. Discours du 21 mars et du 4 août 1881.

nous naissions armés de quelque chose, et comme si notre liberté native n'était pas bien dûment empêchée par le symbolique cordon qui nous rattache au sein de nos mères

Cet individualisme ne tendait à rien moins qu'à briser les cadres sociaux. Tous les groupements naturels, jusques et y compris la famille, en subiraient l'atteinte. Les travailleurs se verraient enlever, le 17 juin 1791, le droit de grouper leurs intérêts, et cela — toujours le procédé français! — sous prétexte que les anciennes corporations avaient abusé de leurs privilèges. Il arriverait alors que l'ouvrier, jeté à l'isolement; ayant à supporter à lui seul les conséquences de crises industrielles formidables; livré, dans sa faiblesse, à l'arbitraire des forts, actionnaires ou patrons, se verrait invité à chercher quelque part des appuis.

Où donc en trouverait-il, sinon dans le voisinage du seul pouvoir resté debout : l'État, et par quels procédés chercherait-il à accaparer pour lui cette puissance, sinon par ceux que la faiblesse, l'ignorance, le nombre réunis en conseil peuvent découvrir et méditer, à savoir l'utopie, l'insubordination, la violence.

Le socialisme d'État et le socialisme révolutionnaire naîtraient de ces courants, et l'on

assiste à ce spectacle étrange : Le socialisme exalte la révolution française; il fait bien, puisque la révolution est sa mère! Il l'exalte, et pourtant, situation bizarre, il est obligé d'avouer que c'est cette mère qui a engendré, en même temps que lui-même, les maux qu'il combat et qu'il prétend guérir.

Autre motif, politique tout à fait, celui-là, de la naissance du socialisme. C'est le suffrage universel.

Je dirai de ce personnage ce que l'Évangile a dit du pécheur : je ne souhaite point sa mort; mais qu'il se convertisse et qu'il vive. En attendant cette conversion, je répète qu'en partie logiquement, en partie abusivement, le suffrage universel a poussé les masses au socialisme.

Logiquement, parce qu'il met au contact deux choses qui à la longue doivent s'étonner de pouvoir subsister ensemble, je veux dire la souveraineté nominale et l'infériorité réelle, la souveraineté politique attribuée au peuple et l'infériorité sociale qui demeure indéfiniment son lot.

Quand la Révolution eut proclamé la souveraineté populaire, elle dut jeter sur les épaules

du peuple un manteau : ce fut le suffrage universel; mais comme celui du Christ, ce manteau n'était qu'une pourpre de dérision, puisque, misérable déjà, le peuple s'y devait sentir plus misérable.

Rien de cuisant, Messieurs, comme la misère drapée et couronnée. Les vieux tragiques le savaient, eux qui, pour rendre la souffrance humaine plus navrante, lui faisaient porter couronne dans la personne de Priam ou d'OEdipe-roi.

Voyez-vous ces mineurs assemblés dans un meeting nocturne, grisés de paroles et de lumières, flattés bassement et follement par des orateurs qui leur disent : Vous êtes le droit, puisque vous êtes le nombre; vous êtes souverains, puisque vous êtes le peuple, vous êtes les possesseurs de la chose publique, puisque vous êtes la démocratie : jusques à quand souffrirez-vous que vos biens soient à d'autres, et que l'égalité politique proclamée par la loi se voie souffletée tous les jours par l'inégalité sociale?

Ils entendent cela, et ils en constatent quelques jours après la partielle réalité devant les urnes. Leur candidat réussit : leur sort n'en devient pas meilleur. Les voyez-vous, au len-

demain de ces griseries auxquelles les âmes sentimentales du peuple sont si sensibles, les voyez-vous redescendant dans leurs puits, pour y trouver à la place de la souveraineté, la misère; au lieu de lumières, la nuit; au lieu de flatteries affolantes, la chiourme; au lieu de griseries, le grisou?

Un contraste violent s'impose ici entre les droits du citoyen et les fatalités où se débat le prolétaire; l'égalité de l'action publique s'oppose à l'inégalité des conditions; l'existence politique a pour pendant le néant social, et, pareils devant l'urne, on s'en retourne dos à dos, allant aux antipodes de la vie.

C'est peut-être imprudent d'un côté : c'est assurément dur de l'autre. Alors, sous la poussée des sentiments mauvais que la démoralisation, fille de la déchristianisation, favorise, on rêve de droits plus effectifs, d'une égalité plus réelle, d'une souveraineté qui profite, et l'on se fait, si l'on est fort, politicien; si l'on est faible, socialiste.

Ajoutez à cela que le suffrage universel a été donné à une démocratie dont l'éducation politique n'est pas faite. On l'a armée avant de l'éduquer; on a confié ses propres affaires à

un mineur. Dans le suffrage tel qu'il fonctionne chez nous, les voix compétentes et les autres se valent. Alors, les conséquences courent.

Dieu me garde de dire du mal du peuple! j'en sors; mais ne faut-il pas se juger un peu soi-même et juger au besoin, en des domaines si hauts, ceux d'où l'on est sorti?

Je dirai donc : Le peuple est peuple, c'est-à-dire enfant, c'est-à-dire premièrement ignorant, deuxièmement irréfléchi, troisièmement égoïste, et quatrièmement sentimental. Il choisit des représentants à son image. Il choisit ceux qu'il sait capables, par nature ou par ruse, non pas de réaliser ses idées absentes, mais de donner satisfaction à ses instincts. Et comme les revendications socialistes, par leur simplicité enfantine, leur sentimentalisme naïf et leur vulgarité déclamatoire sont trop souvent de cette sorte, elles font réussir leur candidat, et par là créent ce candidat, comme la demande crée l'offre.

Ne croyez-vous pas, Messieurs, qu'il y ait là une des causes de la recrudescence socialiste dans ce qu'elle a de moins heureux, ou pour mieux dire de plus bouleversant?

On dit sans cesse que le parlement ne re-

présente pas le peuple. Hélas, Messieurs, il ne le représente que trop. Les fraudes électorales et la pression officielle sont quelque chose : elles ne seraient pas assez fortes, à elles seules, pour vicier le système. Ce qui vicie le système, c'est le système. Le suffrage universel fait de l'auto-empoisonnement. Étant donné le milieu où il opère, et les fatalités qui le dévient, on le voit devenir, au lieu de la grandiose expression de la solidarité nationale qu'il devrait être, l'expression des passions anarchiques d'une multitude sans culture suffisante, sans moralité politique suffisante et sans lien.

C'est parce que le parlement représente le peuple qu'il ne peut pas représenter les intérêts du peuple. Si je rêve de suicide, c'est celui-là même qui me représente le plus parfaitement qui me tuera. Or c'est cela que rêve le peuple, dans l'ignorance où il est des lois de la vie sociale. Il rêve de poisons, et ceux qui le représentent lui en donnent. C'était on ne peut plus facile à prévoir.

Enfin, les causes morales.

Nous aurons à y revenir longuement : je ne m'y attarderai pas aujourd'hui; mais la ruine de la foi et toutes ses conséquences néces-

saires : matérialisation de l'idéal, impatience de jouir, égoïsme exaspéré, aigreur et envie à l'égard des supériorités les plus évidentes, des inégalités même providentielles, y jouent un rôle qu'aucun observateur attentif ne pourra méconnaître.

J'ajouterai, comme pendant, l'utilisation en partie honorable, en partie utopique ou perverse de sentiments religieux sans emploi.

C'est là, je crois, une des causes très actives du succès de la propagande socialiste. Nous aurions pu le prévoir quand nous disions tout à l'heure : Le socialisme est une religion. Il en faut toujours une, en effet, à l'âme travaillée malgré elle par l'inquiétude de l'idéal, et à qui ne suffisent pas les perspectives du présent et les satisfactions immédiates.

Il y a en nous un appel à la transcendance, une faculté du rêve surhumain, un désir de vie débordante que toute doctrine qui se prétend complète doit envisager pour y satisfaire. Le christianisme y pourvoyait, avec quelle ampleur, nous ne le dirons jamais trop; mais lui parti de bien des âmes, le socialisme trouvait un champ à exploiter pour ses théories de bonheur et ses élans humanitaires.

Croyez, Messieurs, que tout n'est pas égoïsme

pur dans les ardeurs de certains propagandistes. J'en ai vu d'acharnés qui au service de Jésus eussent fait d'admirables apôtres. Ceux qui écoutent leurs folles déclamations y peuvent trouver, en dépit de tout, une dose d'apparent idéal qui suffit un instant à remplacer l'idéalité chrétienne en souffrance.

Pourquoi voit-on des martyrs socialistes, sinon parce que le fanatisme a pris la place de la foi, en des âmes en même temps religieuses et violentes. Ce qui se produit chez elles au paroxysme peut se produire chez d'autres à un degré moindre, mais assez cependant pour qu'on puisse dire : Le socialisme est une religion qui utilise le vide des âmes contemporaines. Il plante le glaive des discordes là où l'on devait planter la croix; mais c'est tout de même une guerre sainte qu'il nous prêche, et le drapeau rouge est bien un labarum.

Achevons, Messieurs, cette revue des causes du socialisme par une remarque que les hommes politiques, s'il en était ici, ne démentiraient pas. Les succès tout récents du socialisme ne viendraient-ils pas en partie du désarroi des autres doctrines et de l'apparente clarté de la sienne? Il veut nous conduire à la ruine;

mais il veut nous conduire, et nous avons besoin d'être conduits, sentant que nous avons perdu la route.

Les parlementaires sont les premiers à subir cet entraînement. Nommés j'ai dit de quelle façon; doués en très grand nombre — et ceux qui font exception sont les premiers à en souffrir — d'une vaste incapacité personnelle; inquiets au maximum des intérêts locaux, et plus souvent encore des intérêts électoraux, ils ignorent, dédaignent, oublient et suivent les autres. Les autres, ce sont naturellement les violents, et puisque la violence s'est faite aujourd'hui socialiste, on se met à la remorque d'un parti que tout le monde dénonçait hier comme le plus redoutable adversaire des nations.

Ce n'est pas une raison, Messieurs, pour que nous, qui ne suivons personne, si ce n'est Dieu, nous refusions d'étudier ce qu'on propose.

Nous ne dissimulerons point aux socialistes que leur programme, en ce qu'il comporte de dissolvant et de destructeur, appelle de notre part les réprobations les plus énergiques. M. Naquet, le pontife du divorce, leur disait récemment que l'essentiel, pour eux, c'est que « les militants de la pensée », comme il les appelle, minent « l'idée religieuse, l'idée

de patrie, l'idée de la propriété, l'idée de la famille bourgeoise ». Vous comprendrez que nous ne soyons pas du groupe qui reçoit cet évangile.

Le socialisme étant un élément de dissolution organique pour les sociétés qu'il attaque, nous sommes obligés, en dépit de la bienveillance que nous devons garder pour les personnes et du respect qui est dû à toute conviction sincère, d'y voir un ennemi de notre peuple.

Il y a des socialistes tout à fait convaincus; d'autres le semblent à demi, et pour le reste, politiciens : que chacun scrute sa conscience. Mais la conscience, qui sauve l'individu, ne sauve pas les patries. Ayant souci de la nôtre, nous sommes tenus de dénoncer le socialisme officiel comme un péril public.

Mais pourtant, s'il est vrai que, formé en grande partie d'idées fausses, il a néanmoins à sa base quelques sentiments justes et des faits trop certains, nous devons y regarder, et porter s'il se peut dans les ténèbres où il se débat le flambeau de la vérité chrétienne.

Le socialisme est une erreur; mais c'est un avertissement. C'est une mauvaise doctrine; mais c'est une bonne leçon. Ce coup de trom-

pette réveillera peut-être les consciences engourdies de beaucoup de chrétiens tièdes. *Oportet hæreses esse :* Il faut qu'il y ait des hérésies. L'hérésie socialiste aura ses avantages peut-être. Il ne faut pas l'en croire; mais il faut réfléchir, et en faisant le contraire de ce qu'il propose, donner satisfaction à ce qu'il constate et aux souffrances dont il se fait l'écho.

LE SOCIALISME

ET LA DESTINÉE

LE SOCIALISME

ET LA DESTINÉE

Messieurs,

Nous avons trouvé nécessaire, avant de juger le socialisme et de le mettre en rapport avec notre doctrine chrétienne, de noter les états d'esprit qui se recommandent de son nom; de rechercher ses origines; de prendre ainsi contact avec les faits comme avec ceux qui les exploitent.

Ces préliminaires engagés, nous pourrons avec plus de fruit aborder le débat : car c'est bien un débat, en dépit des concessions larges que nous aurons à faire en certains articles.

Le socialisme n'entend comme nous ni le

but que les hommes veulent atteindre, ni les moyens qu'ils doivent employer, ni les alliances qu'il conviendrait de conclure, ni les ennemis qu'il faudrait écarter. Sur tous ces points, nous aurons à faire tour à tour des aveux, des réserves et de l'opposition à outrance; mais plus souvent, hélas, de l'opposition que des aveux, et nulle part ailleurs l'opposition ne nous doit être imposée davantage que lorsqu'il s'agit de discuter la destinée, c'est-à-dire d'énoncer ce que nous voulons tout au fond, ce que nous cherchons à obtenir, à travers toutes nos combinaisons politiques, toute notre action sociale, et toute l'agitation de nos existences.

Ce problème tout premier, devant lequel ne peut reculer aucune conscience et que résolvent sans le savoir, bien que ce soit contre eux, ceux mêmes qui s'imaginent l'écarter, le socialisme a le mérite de le regarder en face; il a le malheur de le résoudre de la plus désastreuse façon, et les raisons qui le poussent, selon ce qu'il dit du moins, à renier ici nos solutions chrétiennes sont faibles et injustes à tel point que je n'aurai pas trop de peine, je pense, à vous en démontrer la vanité.

Tel est le double objet que je me propose aujourd'hui.

Fausseté des solutions socialistes au sujet du problème de la vie;

Fausseté des griefs socialistes au sujet de la conception chrétienne de la vie.

Tout le socialisme ne tient pas heureusement dans ces deux formules; mais elles qualifient une part si importante de sa doctrine que, je le sens bien, nous allons creuser entre lui et nous un fossé profond, à moins qu'il ne consente quelque jour à faire état de ce que nous allons dire et à comprendre qu'il ne peut que s'honorer lui-même à en reconnaître le bien-fondé.

I

Le socialisme se devait à lui-même, en tant que doctrine intégrale de la vie, de fixer la destinée, comme on fixe le point terminus d'une voie ferrée ou le port d'un navire.

On ne s'embarque pas sans savoir où l'on va. Cicéron a bien dit : « Fixer la véritable fin de l'homme, c'est décider de toutes choses ; car dans les autres domaines, les conséquences de l'oubli ou de l'ignorance ne se mesurent que

St. Athanasius College Library

d'après la valeur de l'objet auquel s'applique la négligence ; mais l'ignorance du souverain bien affecte toute la vie, et il s'ensuit une erreur telle que le navigateur de la vie humaine ne sait plus vers quel port il doit diriger son navire. Au contraire, si la fin de toutes choses est connue, comme on sait désormais où se trouvent les biens et les maux suprêmes, on a trouvé le chemin de la vie et la règle de tous les devoirs[1]. »

Le socialisme, sans s'exprimer en ces termes pompeux, ne refuse pas de regarder où ils l'invitent. Prétendant embrasser toute la vie de l'homme, il doit nous dire ce qui en fait à ses yeux le fond; ce qu'il s'agit d'obtenir; pour quoi il faut lutter; en quoi il conviendrait de se reposer, si nous l'avions jamais obtenu pour nous et pour ceux dont le sort nous inquiète.

Or, la réponse socialiste à cette suprême question ne peut évidemment pas s'écarter, en principe, de celle qu'on pourrait appeler la réponse du genre humain, puisque c'est celle qui a toujours été faite, dès qu'on a réfléchi ou qu'on a simplement consulté son cœur.

1. Cicéron, *De Finibus,* V, 6.

La fin suprême de la vie humaine, c'est le bonheur. Voilà ce que dit la nature ; voilà ce que disent en son nom ceux qui la connaissent bien, et peu de doctrines ont été audacieuses assez pour prétendre, sans nul espoir d'ailleurs d'être suivies, que là ne fût point pour nous l'étoile.

Seulement, cette réponse est trop générale ; aussi les gens pratiques la formulent-ils à peine. Le bonheur, c'est très bien ; mais il y a la façon ; il y a aussi l'époque. Est-ce pour demain ; est-ce pour aujourd'hui? Est-ce par la possession de tels ou tels biens, par la fuite de tels ou tels maux ?

Sur la question d'époque, le socialisme n'hésite pas. Il pose une négation ferme ; il met en ce monde une confiance qui le dispense, croit-il, d'en supposer un autre. C'est tout de suite, qu'il veut nous faire jouir de ses biens. Une autre vie, dès qu'on en parle en sa présence, a le don de le faire bondir. Il ne supporte pas qu'on veuille ainsi retarder l'échéance où doit se payer l'effort humain.

Or, en dépit de cette assurance, j'oserai demander pourquoi, en face des destinées supé-

ricures assignées par le christianisme à l'humanité, le socialisme tient à se montrer si revêche.

Les raisons en paraissent à certains très profondes. Ce serait la science ; ce serait le progrès des lumières qui aurait écarté les antiques duperies spiritualistes et religieuses.

Et je voudrais, moi, arracher au socialisme l'aveu que c'est là de sa part une attitude peu sérieuse.

Si le socialisme disait : L'autre vie ne nous concerne point, c'est affaire aux religions ou aux philosophies transcendantes, je comprendrais. Nous traitons, nous, dirait-il, des intérêts de cette vie-ci, et cette préoccupation est assez absorbante pour nous suffire : à d'autres les spéculations supérieures. Parlant ainsi, le socialisme exercerait un droit, celui de toute spécialité à se renfermer dans son domaine. Il ferait acte de doctrine économique, et sagement, ce me semble, puisque là seulement il peut prétendre à une réelle compétence.

Mais quand, prenant position de philosophie intégrale et de religion de la vie, il vient nous dire : L'idée d'une vie future est absurde ; il n'y a point d'au-delà, et toutes nos espérances doivent ici-bas se cantonner, je lui demande :

Qu'en savez-vous? Qui vous a renseignés ici de façon à vous donner des assurances si fermes? Seriez-vous donc plus forts que les plus forts parmi les philosophes, lesquels, à ne consulter que la raison, ont cru pouvoir dire *oui,* ou *peut-être?* et que les religions humaines, expression de l'âme des siècles, qui toutes ont prolongé pour nous l'avenir? ou que la religion divine de Jésus, qui a enchanté nos espoirs et bercé nos misères avec ses idéales promesses?

Si vous voulez être sincères, socialistes, vous reconnaîtrez que votre position est ici hautement arbitraire. Vous n'avez nul motif que vous puissiez mettre en avant. Vous avez simplement subi une influence. Vous vous êtes livrés à des courants de négation dont rien ne garantit la valeur. Vous êtes victimes d'une opinion qui, hier, croyait pouvoir se dire scientifique, mais abusivement; car ce n'était qu'un snobisme, et que les hommes réfléchis d'aujourd'hui tendent à répudier comme un ramas d'affirmations incompétentes.

Vous retardez, Messieurs! Les hommes de science d'aujourd'hui savent que la science ignore tout, en dehors des domaines de l'expérience directe. Les hommes de science d'aujourd'hui disent qu'ils ne savent rien de l'au-

delà : rien pour en affirmer ; mais rien non plus pour en nier soit l'existence, soit la couleur. Ils se renferment en leurs spécialités, laissant aux philosophes leurs opinions ou leurs conjectures, aux religions leurs croyances, en ce qui concerne un lendemain de mystère que personne n'a sondé, parmi ceux dont la science se réclame.

Ainsi devrait-on faire, ce me semble, dans le camp socialiste, et je trouve bien imprudents ceux qui tiennent aux doctrines positives de la secte d'en lier le sort à des négations téméraires autant que désolantes et dissolvantes. Qu'ils s'occupent donc des moyens de production et d'échange : ils y peuvent dire des choses utiles ; mais qu'ils laissent la vie future aux méditations religieuses d'un Pascal, d'un Malebranche ou d'un Platon.

Il est vrai de dire que si les socialistes barrent d'un trait de plume la vie future, c'est dans le dessein de la remplacer, et de nous construire une destinée dont notre appétit de bonheur se contente. Le paradis ne sera plus là-haut ; mais on le transporte ici, et il faut voir quels termes attendris, quelle em-

phase s'emploient à en décrire les bonheurs!

Les alchimistes cherchaient une formule pour changer tout en or; les socialistes se figurent en avoir trouvé une pour faire le bonheur du monde.

Ils croient savoir que si les hommes souffrent, au lieu de posséder cette quiétude active que nous appelons le bonheur, c'est uniquement parce que la société est mal faite. Ils la démoliront et la reconstitueront sur d'autres bases. Alors les hommes seront heureux; ils seront rassasiés et libres; ils travailleront, mais d'un travail tranquille, fécond, joyeux, sans inégalité dans les joies, sans avoir à craindre les peines. Toute la vie réformée sur les patrons de la science, au souffle de la solidarité, prendra un cours définitif que ne troubleront plus ni les heurts ni les cataclysmes. Peu s'en faut qu'on n'ajoute avec les prophètes messianiques : *Le loup habitera avec l'agneau et la panthère se couchera avec le chevreau.* Le paradis terrestre, qu'on disait derrière nous, se trouvera devant; l'humanité nouvelle en jouira sans avoir à craindre la *chute*.

Insensés! qui ne comprennent pas, dans leur psychologie à courte vue, que le malheur du

monde est autrement profond, hélas! que leurs pauvres analyses sociologiques!

La société est mal faite, j'en conviens, et je veux bien qu'on regarde à ses vices; mais derrière cette société qui est mal faite, il y a les hommes, qui sont mal faits; derrière les hommes, la nature, qui est mal faite.

Vous comprendrez ce que j'entends par là. Je n'accuse pas le Créateur! je veux dire que la nature, mécanisme admirable, mais insouciant de nos bonheurs, nous jette à l'accident, qui se traduit, pour notre sensibilité, en souffrance; que l'anarchie relative qui y règne se répercute en nos cerveaux et dans nos cœurs, de sorte que la vérité et l'erreur, les bons et les mauvais instincts nous divisent.

La nature générale est livrée à la bataille, et elle introduit en nous son désordre : voilà la vérité profonde; *omnis creatura ingemiscit*, toute créature gémit : voilà la conséquence, et les rêves socialistes, ou autres, n'y changeront rien. On n'arrête pas le vent qui court, et la marée cosmique qui envahit le monde humain et le bouleverse n'est pas près de nous obéir.

Notez que la religion exprime cette vérité philosophique en disant que notre nature est

malade. Un péché d'origine est pour elle à la source de ce désordre; mais quoi qu'il en soit de la source, de ce que notre nature est malade, elle conclut que l'obéissance, même parfaite, aux lois de l'hygiène ne lui donnerait pas la santé.

Un sociologue ou un économiste, reprenant le problème à son point de vue, dirait que les faits sociaux sont trop complexes et qu'ils comportent trop d'éléments inattingibles et immodifiables pour que l'accident n'y ait pas une part inéluctable. Or l'accident, c'est la souffrance en perspective, c'est le paradis terrestre fermé et l'ange au glaive tournoyant qui en défend les portes.

La meilleure solution à la question sociale ne saurait être une panacée. L'organisation la plus parfaite de toutes ne créerait par le bonheur de tous. Elle ne créerait le bonheur de personne ; car le bonheur est tout d'abord *en nous*, comme ce *royaume de Dieu* dont parlait l'Évangile; il n'est pas au dehors, dans les combinaisons de la science ou de la politique.

Ce que peuvent nous procurer celles-ci, ce n'est pas le bonheur, c'est le *bien-être,* et encore un *certain* bien-être sur lequel le mal-

heur pourrait poser une main si brutale que nous ne sentirions plus son bienfait.

Alors, pourquoi promettre ce que personne au monde ne peut tenir? Ne voit-on pas qu'il y a là un péril grave, et qu'à prêcher aux hommes l'impossible on risque de les lancer dans des aventures, au détriment de leurs réelles destinées?

Les romans nous dégoûtent de la vie réelle et découragent l'action : le roman socialiste offre un pareil danger; la déception est au bout, et avec la déception la révolte.

Le peuple, s'il réfléchissait, ne devrait-il pas comprendre qu'on le traite comme ces enfants à qui l'on fait croire, en montant une colline, qu'on va bientôt toucher aux étoiles? Il y a presque aussi loin de la condition humaine que rêvent les socialistes à celle qu'on peut envisager dans l'avenir, que des astres lointains à la cime des montagnes.

Leverrier avouait qu'il avait eu parfois l'illusion, en montant à la tour de son observatoire, qu'il se rapprochait vraiment des étoiles : cette distraction d'un grand savant pourrait servir d'excuse au socialiste; mais il y a une différence, c'est que l'oubli de la réalité, insi-

gnifiant dans le cas de l'astronome, n'est plus permis quand il s'agit des graves intérêts de la vie sociale.

Il y a plus. J'oserai dire que nous sommes indulgents, quand nous disons de l'idéal socialiste : Ce n'est qu'une utopie. En réalité, l'idéal socialiste n'est pas seulement utopique, il est dénaturé. Ce qui veut dire que c'est le contraire d'un idéal ; car l'idéal, c'est la nature poussée à sa perfection, et non subtilisée au profit de chimères lourdes. L'idéal, c'est ce qui doit être, parce que cela est bon et que cela peut être ; mais ce qui ne peut pas être, et par-dessus le marché n'est pas bon, ce n'est pas un idéal, c'est un malheur.

Or, composez le tableau de l'avenir socialiste en empruntant ses traits aux ouvrages et aux discours enflammés de ses adeptes, et vous verrez quelle monstrueuse conception résulterait de cette sélection facile.

Plus d'espérance d'au-delà, c'est entendu, et cependant la mort, pour nous et pour les nôtres. Mais sur terre même, rien non plus de ce qui fait à nos yeux le prix de la vie. Plus de famille ; mais l'amour libre et vagabond avec

l'émiettement des vies et la dispersion des forces intimes. Plus de patrie ; mais une humanité sans cloisons, par conséquent sans appuis pour le cœur, trop vaste pour entrer dans l'imagination individuelle, trop anonyme pour susciter de réels dévouements.

Plus de gloire : l'égalitarisme l'absorbe. Plus de beauté : l'idéal meurt, une fois taries ses sources et brisé son ressort. D'ailleurs, il ne manque pas de socialistes — les plus intelligents du groupe ne doivent bien rougir! — pour déclarer que l'art, et la poésie, et tout ce qui leur ressemble ne répondent qu'à un besoin factice ; qu'il faut les abolir, comme toutes les industries « somptuaires ».

Plus de liberté : l'État l'a prise. Plus de noble émulation : tout le monde est fonctionnaire, et nulle responsabilité personnelle ne vient plus stimuler nos efforts.

Plus de revers, sans doute — on le croit du moins — mais aussi plus de succès ; plus d'espérance, même terrestre : le niveau pèse, et personne n'en peut déplacer la lourdeur.

Alors, quoi? Le ventre, avec les jouissances du ventre ; l'idéal « de viande et de vin » dont parlait Lamartine ; la « porcherie modèle » dont parlait un de nos savants ; l'homme réduit à

l'état de « tube digestif », selon la définition fameuse qui soulevait Lacordaire d'indignation. C'est consolant, c'est beau, c'est enchanteur! et cela vaut bien la peine de tout détruire et de tout bouleverser!

Le socialisme avancé veut substituer une *humanité nouvelle* et heureuse à la vieille humanité! Mais d'abord, on ne crée pas une humanité; quand on touche à ses bases, on la déforme et on la tue. Ensuite, lorsqu'on se met en tête de créer, on devrait avoir une imagination plus haute! L'imagination socialiste est à la fois hardie et basse, utopique et misérablement étriquée. Tout absorbés par des préoccupations matérielles qui ont leur importance relative, mais qu'ils érigent en absolu, ils négligent en nous la vie supérieure; ils ne tiennent compte ni de l'esprit, si ce n'est pour le mettre au service de la chair; ni du cœur, si ce n'est pour le gonfler de haine à l'égard de leurs adversaires.

La psychologie socialiste se montre jusqu'ici d'une pauvreté navrante. Ce nouveau dogme qui voudrait se faire grandiose ignore les plus vulgaires réalités. Quand on pense qu'il ne connaît même pas la douleur; qu'il ne connaît

même pas la mort, et qu'il s'agenouille devant cette solennelle ineptie du grand pontife Karl Marx, à savoir que tout l'ensemble des faits sociaux ne serait que le reflet des faits économiques, ce qui veut dire en bon français qu'il n'y a dans l'homme que le corps, et qu'il convient de s'inscrire en faux contre cette vérité d'expérience autant que d'Évangile : *L'homme ne vit pas seulement de pain.*

Je dois dire, pour être juste, que certains socialistes essaient, à l'heure actuelle, de se dégager de cet esprit et d'élargir l'idéal de la secte. Mais ce n'est pas sans risquer leur crédit, sans s'exposer à voir fondre sur eux l'épithète de *bourgeois,* la plus terrible du vocabulaire, celle qui répond à la formule des conciles : *Qu'il soit anathème!*

Leur audace, d'ailleurs, ne va pas jusqu'à ouvrir les ailes à l'espérance humaine au sujet d'une vie supérieure. Je ne sache pas deux socialistes qui osent dire ici : Peut-être! ou simplement : Cela ne nous regarde point. Tous affirment que cette vie, mutilée ou non, est bien la seule; tous font un grief impardonnable au christianisme d'avoir regardé au delà. Leurs préjugés au sujet de nos doctrines d'avenir

sont si tenaces qu'ils ont réussi à s'imposer chez nous, et qu'il faut faire effort, aujourd'hui, même entre chrétiens, pour ne pas se laisser impressionner par leurs dires.

Je veux examiner ce point, et prouver que la pensée chrétienne de la vie n'apporte nulle entrave aux revendications justes; qu'elle ne fait ni ne peut faire aucun tort aux ambitions légitimes du progrès.

II

Quand le socialisme nous reproche de lâcher la proie pour l'ombre, le réel pour l'idéal, la vie présente pour la vie future, il nous confond inconsciemment avec une doctrine qui a bien avec la nôtre certains points de contact; mais qui en diffère du tout au tout, au point de vue des conséquences pratiques. Je veux parler du bouddhisme.

Le bouddhisme peut à bon droit être accusé de lâcher le monde en faveur du divin, puisque pour lui le divin est exclusif du monde, et qu'on s'élève d'autant plus vers lui qu'on rejette sous ses pieds la planète, comme un

domaine d'illusion ou comme un inutile hochet.

Si la conception chrétienne de la vie était de cette sorte, je comprendrais que les socialistes nous disent, comme le disaient les gens positifs de la Rome païenne : Vous êtes les ennemis du genre humain ! Vous construisez en rêve de vagues paradis, pendant que le soleil tourne autour des réalités de ce monde négligées, et je ne m'étonnerais pas trop que, par une réaction naturelle, alors que le bouddhisme lâche le monde en faveur de Dieu, le socialisme lâchât Dieu en faveur du monde ; alors que nous négligerions, nous, cette vie-ci pour penser à l'autre, le socialisme négligeât l'autre afin de se consacrer à ce que nous aurions indûment méprisé.

Mais pour comprendre ainsi le christianisme, il faut être bien ignorant et de sa doctrine et de son histoire.

De son histoire, parce qu'enfin il ne me semble pas que la société chrétienne ait moins vécu que d'autres, et de réalités moins tangibles. Qu'on puisse mener plus loin ce qu'elle a fait, je l'accorderai volontiers ; mais qu'elle ait enfoncé l'Europe dans une espèce de nirwana jusqu'au jour où, par la grâce du socialisme, le monde civilisé se serait réveillé de sa torpeur,

c'est une façon d'écrire l'histoire qui me semblerait fort simpliste.

En fait, et quoi qu'on puisse penser de l'avenir, dont il est trop facile d'escompter les promesses, dans le passé, et dans le présent aussi, quoi qu'on dise, je ne crois pas qu'un homme renseigné et soucieux de sa réputation intellectuelle puisse refuser de souscrire à l'équation suivante : Christianisme égale civilisation; paganisme, bouddhisme, islamisme, *et athéisme* égalent rétrogradation, mépris des conditions de la vie, sacrifice de l'individu aux collectivités oppressives, rejet des faibles et des pauvres en marge de la société.

On semble dire une chose outrecuidante, en prétendant que le christianisme seul possède une véritable influence civilisatrice. C'est cependant la vérité historique; les plus grands hommes l'ont reconnu, et quand ils étaient incroyants, ils n'ont pu échapper aux conséquences de leurs dires qu'en ajoutant : Le passé n'engage pas l'avenir; le christianisme est une étape.

Je n'ai pas à examiner ici cette position. Je me contenterai d'observer en passant qu'elle s'en réfère à un système, et non plus à des faits.

On parle ainsi comme philosophe, et non comme historien. J'ai donc le droit d'opposer au système, comme arbitraire et injustifié, la fin de non-recevoir scolastique : *Volontarie dicitur,* c'est votre volonté qui parle ainsi.

Toujours est-il qu'au point de vue expérimental, et lorsqu'on regarde les choses en large, ainsi qu'on doit le faire quand il s'agit des faits sociaux, on ne peut reprocher au christianisme de retarder l'action sociale. S'il a paru le faire quelquefois, la cause en est dans des influences tout étrangères à son essence et qu'il serait facile d'écarter, chose plus sage peut-être que de vouer au feu le froment sublime à cause de quelques brins d'ivraie.

La religion qui ne ferait que prêcher la résignation aux misérables, en invoquant le ciel, préparerait celui-ci d'étrange sorte ! Se résigner pour soi est quelquefois le meilleur — pas toujours ! — mais se résigner pour autrui serait une vertu trop facile, et laisser le champ libre à l'égoïsme, aux oppressions actives ou inconscientes, serait d'un rôle apostolique bien mal pris.

Nous condamnons au nom du ciel les richesses

mal acquises : nous devons donc travailler à diminuer dans le monde la possibilité de les mal acquérir. Nous condamnons les abus de la force : ne devons-nous pas essayer de restreindre, par une organisation plus parfaite, les abus de la force? Nous recommandons la charité, et c'est sans doute au bénéfice du riche, qui se fait ainsi *des trésors dans le ciel;* mais c'est aussi, je pense, au bénéfice du pauvre! Sans cela, le devoir du riche lui-même, sur quoi pourrait-il se fonder? Or, quel meilleur moyen d'assurer ce bénéfice que de rendre les dons de la charité inutiles dans toute la mesure que comportent nos efforts les plus attentifs?

S'attacher à perpétuer la misère, pour avoir ensuite le plaisir de la faire soulager par les riches, ce serait une conception de la charité bien étrange! Ce n'est pas celle de l'Église.

Si ceux qui la représentent ont pu paraître quelquefois y verser, la cause en est bien étrangère à l'idée de vie éternelle. Elle est d'abord dans des défaillances personnelles que nous reprendrons. Elle est, en ce qui touche les meilleurs, dans ce fait qu'ils ne sont pas dupes d'espérances utopiques, et savent pour l'avoir lu dans l'Évangile *qu'il y aura toujours des pauvres.* Elle est, socialement, en ceci que

l'œuvre de l'Église n'étant pas proprement économique, mais morale, ce qu'elle a cru toujours être le premier de ses devoirs, c'était non de réformer la société au point de vue de la répartition des richesses, mais de l'utiliser telle qu'elle est, à ses diverses étapes, pour le bien moral et religieux de ses fils.

Cela n'empêche que son influence tend à améliorer sans cesse, et que l'accuser de vouloir endormir seulement la pauvreté est une injure gratuite.

C'est même, quand on y réfléchit, un nonsens; car le rôle de consolateur, s'il est sincèrement pris, emporte évidemment avec soi celui de défenseur actif et de promoteur. Un unique sentiment est à la base de ces choses. Qui donc console le mieux le malade, sinon celui-là même ou celle-là même qui se dévoue nuit et jour à son chevet? Si l'Église est une consolatrice et une endormeuse de douleur, j'en augure qu'elle sera aussi l'ennemie des causes de douleur. La poule, tendre aux poussins, est en même temps terrible à l'oiseau de proie, soucieuse des intempéries et ouvrière de progrès vital pour la couvée qu'abritent ses ailes. Ceux qui ont pu oublier ce dernier rôle n'étaient pas les consolateurs dont on parle :

c'étaient des égoïstes. Il ne s'agit pas d'eux, mais de l'Évangile, de la société qui la commente et l'applique, et je dis que son rôle de consolatrice appelle l'autre, et ne tend donc pas à énerver l'action.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, si le christianisme arrêtait le progrès, ce ne serait toujours pas à cause de sa doctrine de l'autre vie ; car ou celle-ci est bien mal comprise, ou elle a pour effet de stimuler notre action, en l'orientant vers son but véritable.

Notez, je vous prie, une équivoque verbale qui tend parfois — tel est l'empire des mots ! — à vicier notre conception de la destinée chrétienne.

On dit souvent : La religion est relative à ce qui est éternel. Les hommes religieux, ce sont les hommes de l'éternel. Et l'on se hâte d'en conclure : Ce sont les spécialistes d'une autre vie, quand on ne dit pas : Ce sont les spécialistes du rêve.

Cela n'est pas vrai ! L'homme religieux n'est pas un spécialiste. Le christianisme n'est pas une spécialité d'au-delà : c'est une doctrine

de vie intégrale, et quand on dit qu'il vise à l'éternel, c'est exact; mais il le faut entendre. Il n'y a pas d'éternel que ce qu'on appelle l'éternité. Il n'y a pas d'éternel que ce qui suit la vie comme le soir suit le jour et le prolonge. Il y a l'éternel qui pénètre la vie elle-même et l'enveloppe. Il y a l'éternel temporel, si je puis m'exprimer de la sorte. Il y a l'éternel qui est le vrai; il y a l'éternel qui est la justice; il y a l'éternel qui est l'amour; il y a l'éternel qui est la beauté morale. Toutes ces grandes choses dominent la vie humaine et la jugent; elles sont supérieures à nos fragiles existences, mais elles les conditionnent.

Or toutes ces choses, la religion les prend pour objet, et par là elle gouverne, et par là elle prétend régler nos existences non pas seulement en vue de leur développement ultérieur, mais ici. Elle embrasse notre destinée en son ensemble, et sans en distinguer les domaines.

Pourquoi s'inquiète-t-elle de l'autre vie, si ce n'est parce que l'autre vie prolonge la destinée humaine? Mais alors, comment ne s'inquiéterait-elle pas de cette vie-ci, qui engage cette même destinée et en décide?

Avec quoi veut-on que se fasse l'autre vie, si ce n'est avec celle-ci? Si l'on veut aboutir, il

faut sans doute se mettre en route. Si l'existence terrestre est une épreuve, c'est donc qu'elle nous impose le travail, et négliger le labeur humain sous prétexte de vie future, ne serait-ce pas négliger le moyen en vue de mieux obtenir la fin, refuser l'apprentissage afin de courir plus vite à la maîtrise, et ne point s'engager sur la route, sous prétexte qu'elle conduit quelque part?

Le chrétien éclairé se garde d'une pareille folie, et sa conception supérieure de la vie ne le fait pas tomber dans l'illuminisme. Le *Royaume de Dieu* évangélique qui est son idéal comporte un double aspect : le Temps, où s'élabore la vie humaine; l'Éternité, où elle se verse et se résout. Il ne peut négliger un de ces aspects pour l'autre. Sa religion n'est à proprement parler ni la religion de l'éternité ni la religion du temps : elle est la religion de l'homme, et cela comprend tout.

Ce que fait cette religion, Messieurs, chez l'homme qui se soumet à son influence bien comprise, je vais vous le dire. Ce n'est pas de le détacher de la vie; c'est de le détacher de soi, je veux dire de l'égoïsme natif et de tous

les vices qui en sortent; c'est de brider la bête, qui tend toujours à dominer l'homme; c'est de traquer l'intérêt exclusif de personnalités excessives. Et je demande si ce n'est pas là faire œuvre utile à ce monde. Je demande si les vices que poursuit le christianisme, et l'égoïsme en tête, ne sont pas antisociaux autant qu'antichrétiens

Nous aurons à montrer, en étudiant la solidarité socialiste, que le progrès exige le concours, non la lutte, et que le concours suppose le combat de chacun contre l'égoïsme et contre tous les vices anarchiques. Or le christianisme, en insistant sur ce point avec une persévérance inlassable, et en mettant les espérances éternelles au service de ce résultat, que fait-il autre chose que de travailler pour le progrès et, ne sacrifiant rien de ce qui est la véritable vie humaine, de sanctifier le réel par l'idéal et le temps par l'éternité?

Le socialisme, lui, se figure que parce qu'il a volé le ciel, il en a enrichi la terre, comme si la suppression des astres pouvait rendre le sol humain plus fécond. Mais c'est une illusion néfaste. Le ciel évaporé ne fait que laisser la terre à son aridité mortelle.

Je ferai voir à quel point on diminue nos

ressources, au moment même où l'on multiplie nos exigences en les cantonnant ici-bas.

On dit aux hommes : Jouissez, c'est le but de la vie, et en leur disant : Jouissez, on leur dit équivalemment : Opprimez; on leur dit : Écrasez l'adversaire; on leur dit : Défendez votre os, comme le bouledogue hargneux qu'on dérange.

Voltaire disait qu'il ne se chargerait pas de gouverner un peuple d'athées : mais qui se chargerait de gouverner cette cité socialiste qui se fait voir, en dépit de ses rêves idylliques, le regard fixé sur la matière, sans autre Dieu que Mammon, sans autre loi que l'égoïsme et la bataille, sans autre idéal d'avenir que les jouissances du ventre un peu plus largement répandues?

La vérité, c'est que la synthèse chrétienne comprenant toutes les réalités supérieures, soit spirituelles, soit temporelles, soit immédiates, soit éternelles, renferme seule ce qu'il faut à la vie pour se développer selon sa loi et réaliser les espérances qu'on peut sagement concevoir pour elle.

Au fond, les moyens sont les mêmes de conquérir le ciel et la terre. Il ne s'agit que d'une

chose : se renoncer soi-même au bénéfice du bien. Il ne s'agit que d'une chose : porter sa croix, comme le disait le Sauveur, c'est-à-dire consentir à l'abnégation afin de consentir à la justice, à la fidélité, à l'esprit de fraternité, apanage d'âmes formées au bien par une influence plus qu'humaine. Hors de là, il n'y a plus rien pour nous : ni ciel, ni terre ; ni progrès, ni aboutissement, ni bonheur temporel, ni espérance compensatrice, et le soi-disant paradis terrestre dont on prétend voir briller dans l'avenir les mirages menace de se transformer en enfer.

Il serait donc prouvé, si nous avions raison, que la thèse socialiste contre les destinées chrétiennes non seulement porte à faux, mais qu'elle se retourne contre ses auteurs et les accuse. On nous reprochait de lâcher la proie pour l'ombre, et il se trouve que ce sont nos adversaires qui font cela, puisque, sous prétexte d'aller à la matière comme au réel et au tangible, ils négligent l'esprit, qui la domine et dont elle dépend, qui est par conséquent plus réel qu'elle ne l'est elle-même.

Ce n'est pas nous qui travaillons contre la

vie en la jetant à la transcendance : ce sont ceux qui la veulent enfermer en soi et jeter en proie à l'égoïsme.

Si la doctrine chrétienne est admirable en quelque chose, c'est bien en ce qu'elle met tout à son rang avec une pondération suprême, n'oubliant rien de l'homme, rien de la vie et rien des conditions de la vie; bénissant tout, même la matière, à condition qu'on ne délaisse pas l'esprit; invitant à pousser la charrue sur la terre, à condition qu'on n'oublie pas le ciel qui la couvre et qui la féconde, et sachant d'autant mieux le prix du temps qu'elle l'invite à conclure pour l'éternité.

« *Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît.* » Cette parole d'Évangile est en même temps une vérité sociale. Le christianisme qui la prêche prétend être une doctrine de vie par cela seul qu'il a saisi le lien qui rattache aux réalités supérieures les choses dont nous vivons tous les jours. Il suit l'homme, sans oubli et sans défaillance, tout au long de sa destinée; il l'atteint dans son unité; il le régit en tout et partout, individuellement et socialement.

J'aurai à revenir sur cette nécessité du chris-

tianisme au regard de l'œuvre sociale. Quand nous chercherons à savoir pourquoi les socialistes tiennent tant à se montrer anticléricaux, nous aurons à montrer que cette attitude est de leur part une gageure.

Un véritable socialisme, dès qu'il émet la prétention de régir l'homme, être double, non pas matière simplement, mais matière animée d'esprit, devrait comprendre un double programme : un programme spirituel qui donnerait satisfaction à l'homme-esprit, et un programme économique qui réglerait nos organisations temporelles.

La destinée humaine serait ainsi envisagée sous sa double face; elle pourrait être garantie intégralement, la matière supportant l'esprit, l'esprit animant la matière, au lieu de sacrifier l'une à l'autre, comme dans le bouddhisme ou dans le socialisme officiel, ces deux moitiés de l'homme.

J'ai eu le plaisir de lire, ces jours derniers, une brochure socialiste qui s'inspirait de cet esprit[1]; j'en félicite sincèrement l'auteur, bien que je ne puisse le suivre en tout. Il a compris

1. *Le Socialisme dualiste*, par Joseph Siren.

qu'on ne peut indéfiniment séparer deux choses qui s'appuient naturellement l'une à l'autre : le positif et l'idéal, le temporel et l'éternel. Il a remarqué que ceux qui ont essayé de revivre le passé européen ont généralement convenu de deux choses en apparence contradictoires, et qui le seraient tout à fait dans la thèse officielle socialiste. C'est que d'une part les petits avaient jadis moins de bien-être ; c'est que de l'autre, les moments de grandes crises mis à part, ils avaient peut-être plus de bonheur Leur vie était plus contente et joyeuse; ils trouvaient le monde meilleur et ne songeaient pas à le quitter à la première épreuve. Pourquoi? — C'est que, quoique inférieure matériellement, leur existence était plus normale, plus harmonieuse et plus vraiment humaine.

Aujourd'hui, les progrès matériels accomplis ont augmenté le bien-être; ils n'ont pas augmenté le bonheur, parce que l'équilibre est rompu, et que le malaise des âmes fait tort à la sécurité totale.

Je ne voudrais pas, Messieurs, me montrer trop sévère pour la génération qui a permis ce mal. Il arrive fréquemment, dans l'histoire, de ces ruptures momentanées d'équilibre. De

même qu'en philosophie, l'application aux causes naturelles a fait oublier Dieu cause suprême; de même qu'en politique, les revendications libérales ont fait mépriser quelque peu le principe d'autorité : ainsi en science sociale, des préoccupations économiques à coup sûr respectables, et la griserie d'espérances toutes nouvelles offertes au bien-être des corps ont fait oublier les biens de l'âme.

Il en faudra revenir. Le progrès intégral consistera à mettre en harmonie ces deux choses; à les faire s'avancer d'un mouvement parallèle qui ne permette pas à l'une d'elles de prendre une avance excessive, de manière à produire, comme dans les courants d'eau, des tourbillonnements et du désordre.

Si le conservatisme à outrance pèche en niant l'opportunité et la nécessité de la réforme économique, ainsi que j'en conviendrai, le socialisme a péché jusqu'ici en négligeant, ou pour mieux dire en combattant la réforme morale et religieuse dont notre destinée supérieure est le pivot.

La vraie doctrine se trouve dans une synthèse large et compréhensive, et sa formule serait — je ne veux pas dire le socialisme chrétien, craignant de prêter à équivoque; mais, si

l'on veut, un *christianisme social,* ou encore *une politique sociale chrétienne.*

Je ne vous la prédis pas pour demain. Mais croyez bien que là est l'avenir, parce que là est la vie intégrale, parce que là est la réalité bien jugée, la vérité complète; parce que là est la compréhension supérieure de l'homme et de sa destinée.

LE SOCIALISME
ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

I. — L'APPRÉCIATION DES FAITS

LE SOCIALISME

ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

I. — L'APPRÉCIATION DES FAITS

Messieurs,

La destinée socialiste étant une destinée exclusivement temporelle, les préoccupations économiques doivent dominer, théoriquement tout au moins, l'ensemble des visées de la secte.

Il y a une politique socialiste; elle prêche ce qu'elle appelle la *république sociale ;* mais ce seul adjectif indique ses tendances : il s'agit tout au fond d'une organisation économique.

Il y a une morale socialiste, à base de solidarité; mais je vous ferai voir que la solidarité socialiste est une solidarité partielle : la soli-

darité prolétarienne, aboutissant à la lutte des classes. C'est donc bien l'ordre économique qui est ici visé.

Il y a une religion socialiste ; mais puisque c'est une religion de la matière, à ce titre elle doit avoir pour évangile un abrégé des meilleures réformes à introduire en vue de la conquête des biens matériels.

La réforme économique se trouve ainsi au fond de tout ; elle est le pivot de tout le système d'idées, de sentiments, d'aspirations dont l'équilibre tant bien que mal établi forme la charpente du socialisme. Aussi devrons-nous lui consacrer, en étudiant le socialisme au point de vue chrétien, le principal de notre temps et de notre attention.

Non pas que je puisse prétendre à composer ici un traité d'économie sociale ; je n'ai pour cela ni le temps ni la compétence nécessaires ; mais l'esprit dans lequel un traité de ce genre devrait être conçu, cet esprit nous regarde. C'est lui que nous chercherons à fixer, d'abord quant à l'appréciation des faits économiques, ensuite quant aux doctrines mises en cause et quant aux solutions proposées.

J'espère vous faire sentir aujourd'hui que le socialisme, s'il voulait bien renoncer à être une

doctrine de haine, trouverait à s'entendre avec des hommes qui, animés comme nous d'intentions bienveillantes, conscients de l'envergure large que présente, à qui sait le comprendre, l'esprit évangélique qui est leur loi, se trouvent donc préparés à écouter, à reconnaître, à seconder de tout leur pouvoir les revendications justes qui tiennent à cœur aux partisans de l'égalisation des classes, de la répartition meilleure du travail et des biens.

I

L'appréciation des faits économiques donne lieu, comme toute appréciation qui met en cause des sentiments humains, à deux tendances d'esprit bien marquées, entre lesquelles s'étalent toutes les nuances intermédiaires.

Il y a les pessimistes à tous crins, les médecins *tant pis* de la santé sociale, ceux qu'on pourrait appeler sans trop d'irrévérence les socialistes *hurleurs,* par allusion aux derviches affolés de Constantinople ou du Caire.

Ceux-là ne parlent que de chair du peuple constamment dévorée par la férocité capitaliste,

de brigandages patronaux et de carnages bourgeois. Vous vous croiriez, à les entendre agitant constamment tous leurs grelots de haine, en pleine société de cannibales. Ils cherchent à nous indigner sur le cas de ceux qui « pour manger le soir doivent se vendre le matin ». Et ne croyez pas qu'il s'agisse des esclaves d'Afrique : il s'agit de nos ouvriers, dont le livret devient, dans ce vocabulaire, la « carte d'infamie » qui assimile « le producteur de toutes les richesses à la fille publique »[1].

Sous ce langage d'énergumènes, et à regarder les programmes qui lui servent de conclusion, on se rend compte qu'il y a simplement — que ce soit consciemment ou non — le parti pris d'accuser les autres de sa propre méchanceté, et de substituer à leur injustice prétendue une injustice certaine.

Quiconque est affecté ainsi ne peut regarder les faits sociaux qu'à travers des lunettes colorées et déformatrices. Tout prendra sous ce regard un aspect et des proportions hors nature ; les faits les plus normaux paraîtront des gageures ; les évidences les plus criantes se

1. Les mots entre guillemets sont de Jules Guesde.

verront écartées pour faire place aux vues systématiques les moins justifiées.

C'est ainsi qu'on prétend, dans le milieu socialiste, que les progrès accomplis de notre temps n'ont profité qu'aux riches, et qu'y a-t-il de plus insensé que cette affirmation? Est-ce que les lumières électriques de nos rues se voilent la face quand le pauvre passe? Est-ce que les voies ferrées ne transportent que d'infâmes jouisseurs? Est-ce que la condition des ouvriers, des paysans, des prolétaires de tout rang ne s'est pas améliorée partout? Est-ce que la nourriture, le vêtement, l'hygiène, l'instruction, la sécurité, l'habitation, toutes les facilités d'existence ne sont pas supérieures aujourd'hui, et *pour tous,* qu'ils ne l'étaient il y a un siècle? N'est-ce pas la société dite bourgeoise, qui, en dépit de l'irrémédiable caducité qu'on lui prête, a réalisé tout cela; et dire, en conséquence, que l'inégalité va croissant parmi nous, ainsi qu'on le lit et qu'on l'entend dans le monde socialiste, n'est-ce pas le fait d'une hallucination véritable?

Un mouvement égalitaire s'est nettement dessiné en France : dans la possession des

biens-fonds, aujourd'hui morcelés et remis aux mains d'une foule de petits propriétaires ; dans la richesse immobilière, qui se dissémine en des mains de plus en plus nombreuses.

Le capital est devenu plus puissant, c'est vrai ; mais sa puissance est plus partagée ; l'abaissement progressif du taux de l'intérêt tend à la rendre moins redoutable. Et je ne dis pas cela pour conclure qu'il n'y ait rien à faire : vous allez voir qu'une telle conclusion est loin de ma pensée ; mais je veux faire voir que l'excès se trouve partout, dans les appréciations des groupes socialistes.

Qui n'a entendu les diatribes violentes qui éclatent dans ces groupes contre les égorgements patronaux, sans distinction de personnes ni de classes ? Or qui connaît un peu le monde des petites affaires sait quel genre d'égorgeurs on trouve là. Ce qu'il y a dans les petites boutiques de nos villes, sous le couvert du patronat oppressif et soi-disant jouisseur, de privations et d'angoisses cachées est simplement navrant. Pour la plupart, « faire honneur à ses affaires », selon l'expression courante, est une terrible chose, et il en est certes en grand nombre qui, ayant, le soir, la même fatigue

que leurs employés, n'ont pas le même repos.

Il est sans doute que cette gêne elle-même risque de faire naître chez le petit patron cette espèce de férocité pitoyable qu'on observe dans les naufrages entre gens qui ne veulent pas mourir et qui écartent désespérément les vies concurrentes. Mais l'ouvrier n'en use-t-il pas ainsi à l'égard de ses concurrents au salaire ? Il y a là un phénomène humain qu'on ne peut sans aberration attribuer à telle classe plutôt qu'à telle autre, et si c'est un beau thème à déclamation que le cas de ce malheureux intermédiaire, ce *parasite,* dit-on, qui gagne sans rien faire et qui « *sangsure* » le producteur, il est facile de montrer que c'est un thème à déclamations folles.

Ceux qui daignent y regarder s'aperçoivent qu'il faut à l'intermédiaire, pour réussir, des qualités rares et nombreuses, un travail soutenu, et une tension d'esprit que l'ouvrier manuel ne soupçonne guère.

Quelle dose d'aveuglement ne faut-il pas pour appeler parasites ceux qui, par le fait d'une industrie spéciale, mais très véritable, mettent le produit du travail en état de rencontrer le consommateur et de trouver ainsi un écoule-

ment qui ne profite pas moins au producteur qu'à celui qui achète?

Le salariat envisagé sous les couleurs honteuses que je rappelais tout à l'heure, n'est-ce pas aussi une de ces outrances folles dont une doctrine sérieuse devrait débarrasser ses livres?

Que le salariat doive disparaître un jour, j'en doute un peu; mais je n'en sais rien, et cela m'est égal, pourvu que l'institution appelée à le remplacer soit meilleure; mais qu'on le puisse remplacer un jour avec avantage, à supposer que ce fût vrai, ce ne serait pas une raison pour le trouver aujourd'hui honteux au travailleur, abusif de la part du patron, entaché d'injustice dans son principe même, ainsi qu'on l'entend proclamer tous les jours.

Je demande ce qu'un homme sensé peut trouver d'oppressif ou de honteux dans le contrat du travail envisagé ainsi en lui-même. Pourquoi ne vendrait-on pas des services personnels aussi bien que des marchandises? L'effort est une marchandise en puissance. La marchandise est de l'effort réalisé et comme cristallisé dans le produit. Quoi d'humiliant à traiter

de l'un, ainsi qu'on traite de l'autre, avec quelqu'un qui en a besoin, vous-même ayant besoin de le réaliser en espèces?

L'homme qui ne sait pas ou ne peut pas administrer ni écouler lui-même les produits qu'il fabrique; qui par ailleurs n'a point les avances nécessaires pour attendre, avant de toucher son dû, les résultats de l'entreprise, et pas davantage pour en courir les risques, cet homme est-il si malheureux de trouver un preneur immédiat pour son offre, et de conclure un traité à forfait, dont le taux, je veux dire le salaire, sera considéré comme sa part dans un bénéfice à venir que lui-même pourra bien trouver magnifique; mais qu'il ne se charge point d'assurer et qu'il ne peut attendre?

Je mettrais volontiers au défi le plus fin socialiste de me faire voir ce qu'il peut bien y avoir ici d'oppressif ou de honteux.

J'y vois matière à contestations; mais où n'y en a-t-il point? J'y vois une possibilité d'injustice, à savoir dans le cas où la quotité du salaire ne serait point proportionnelle à ce qu'apporte l'ouvrier d'espérance et de valeur à l'entreprise commune. Mais pour se précautionner contre un abus possible, faut-il vilipender tout d'abord la chose qui prête à cet abus?

On serait bien embarrassé de soutenir, devant un juge raisonnable, tous les procès retentissants intentés au salaire, au patronat, au contrat de louage de main-d'œuvre assimilé à l'esclavage antique par des théoriciens de circonstance qu'un humoriste appellerait volontiers, je crois, des théoriciens *d'occasion*.

Quoi qu'il en soit de ces cas particuliers, il me semble évident qu'en général, la façon dont certaines gens regardent la société actuelle est pour le moins aussi injuste que les injustices réelles ou supposées qu'on y relève.

Et cela est de conséquence, au regard d'un chrétien ; car cela sème les discordes ; cela nourrit les haines entre gens dont le plus cher intérêt serait de s'accorder ; cela tue la fraternité que le Christ a voulu voir régner entre nous tous ; cela retarde l'échéance des réformes ; car l'injustice suscite les résistances et provoque les réactions.

Un regard net et des appréciations équitables, voilà ce que demandent de nous les faits, si nous voulons qu'ensuite ils se prêtent à avancer dans notre sens et à subir notre influence réformatrice.

Seulement, il va de soi que cette leçon, ce n'est pas seulement aux socialistes qu'il faut la faire : il faut nous l'appliquer à nous-mêmes, et je voudrais vous montrer que ce n'est pas moins nécessaire ; que fort souvent chez nous, comme chez les socialistes, on dénature les faits, on méconnaît les évidences, on refuse de voir ce que tout homme sincère et généreux serait tenu de reconnaître, afin de le corriger au plus vite.

J'insisterai sur ce point plus que sur l'autre, parce que d'abord nous sommes entre nous, et que sous le regard de Dieu nous devons juger nos défauts plutôt que ceux de nos adversaires ; parce qu'ensuite rien ne me paraît plus capable de travailler au rapprochement possible et nécessaire des socialistes de bonne foi et des catholiques, que la reconnaissance en commun de nos misères sociales, et que la volonté manifestée de part et d'autre de les réduire au minimum, chacun dans la mesure de son pouvoir.

II

Il est des gens et même des chrétiens pour qui

la question sociale se pose d'étrange manière. Économise ! diraient-ils volontiers à l'ouvrier et au pauvre : ton sort sera meilleur. Ce que tu emploies en plaisir pourrait servir à grossir ton pécule et à garantir tes vieux jours. S'ils voient un luxe bien modeste s'introduire au logis ; si l'ouvrier se distrait, s'il fume, s'il boit un verre de vin en compagnie de ses pareils dans le seul endroit, en somme, où il les puisse rencontrer, c'est un grief. Économise !

Quelle dureté ! Messieurs, quelle inhumanité ! Et quelle sottise, aussi ! Comme s'il suffisait d'économiser sur vingt sous pour en avoir quarante ; comme si l'infériorité de toute une classe pouvait être vaincue par la vertu médiocre d'une épargne impossible à grossir, et comme si l'état précaire d'une bourse d'ouvrier ne tenait qu'au cabaret, et non pas à mille accidents inévitables, à la maladie, au chômage, aux crises des salaires, et quelquefois au bonheur même, sous la forme d'un nouveau-né.

D'autres répètent, mais pour en abuser, ce que nous disions nous-même à l'instant : La situation ouvrière s'est améliorée ; les salaires ont monté ; les conditions de la vie se sont élargies : de quoi se plaignent donc eux pour qui

la société a tant fait? — Et c'est tout comme si l'on disait : De quoi se plaint l'estropié à qui l'on laisse un membre ; de quoi se plaint le malade à qui l'on a permis le coin du feu?

On ajoute, il est vrai — et nous aussi nous l'avons dit — que le bien-être ne fait pas le bonheur; qu'il y a aussi des souffrances chez les riches; que les ouvriers de jadis étaient peut-être plus heureux dans la modicité de leurs désirs que les nôtres avec l'immensité de leurs espérances. Et tout cela est vrai; mais cela prouve simplement que là n'est pas le principal; que les biens de l'âme passent avant tous les autres, et que la vertu chrétienne fait plus pour le bonheur que de simples avantages matériels. Cela ne prouve pas que ces derniers ne soient pas nécessaires, ni qu'il ne soit pas de notre devoir de les procurer le plus possible, si nous voulons qu'on croie à notre dévouement et qu'on ait lieu d'y croire.

Je n'aime pas beaucoup l'attitude de ceux qui, ne rendant nul service, se contentent de prêcher la vertu aux foules. Le conseil n'en est pas moins bon; mais ceux qui le donnent dans de telles conditions sont coupables, et ils ont

peu de chances d'être écoutés, quand ils envoient les pauvres à Dieu « comme ils les enverraient au diable »[1].

Le mécontentement des masses populaires, Messieurs, ne tient pas uniquement à leurs vices et aux excitations dont elles sont l'objet. Les vices augmentent leur malheur comme ils augmentent le nôtre ; les excitations créent la haine et suggèrent des remèdes qui sont en réalité des poisons ; mais les uns et les autres ne peuvent multiplier le mal que parce que d'abord il existe, et bien aveugles serions-nous de ne point l'apercevoir.

Quiconque voudra jeter un regard de haut sur l'ensemble de la société humaine, surtout si avant de s'élever ainsi au-dessus d'elle il en a d'abord sondé les détails, s'apercevra que le spectacle qu'il a sous les yeux constitue pour la conscience chrétienne un scandale. « La société, a dit un philosophe chrétien, est en état de péché, et de péché mortel. » Son organisation ressemble aux antiques tableaux du

1. Ce joli mot est de Georges Goyau.

jugement dernier, où de rares élus triomphent dans la lumière; où les autres s'agitent, ou flambent, ou bien sommeillent, parqués dans l'ombre des tombeaux.

La vie humaine, humainement conçue, c'est-à-dire comme un développement harmonieux de nos puissances; comme une participation aux avantages, aux plaisirs nobles, aux satisfactions honorables que de la part de Dieu la terre et la société des hommes sont en état d'offrir à leurs convives, la vie humaine ainsi conçue n'est le fait, jusqu'ici, que d'un tout petit nombre. L'immense majorité végète et passe sa vie à s'empêcher de mourir de faim.

Encore! si l'on réussissait à écarter toujours la faim, ce triste minimum pourrait contenter pour un temps l'être assez déprimé pour ne pas nourrir d'ambition plus haute. Mais ce minimum de vie, vous le savez bien, une foule immense n'y atteint pas. Gagner son pain, serait un luxe, aux yeux de ces affamés. Non seulement ils ne vivent pas au sens élevé du mot, mais végéter c'est trop : leur marâtre, nature et société, leur assure juste de quoi souffrir, de quoi sentir qu'ils sont et qu'ils sont misérables.

Interrogez ceux qui visitent les taudis. Les taudis sont nombreux, dans nos villes! Quand on passe en carrosse ou qu'on regarde passer les carrosses dans l'avenue des Champs-Élysées, on ne se doute pas toujours de ce qui passe et de ce qui se passe tout au fond du faubourg putride. Il en est qui le savent et qui en gémissent; il en est qui le savent et qui s'en révoltent. Je condamne leurs excès; mais je condamne aussi ceux qui, les condamnant, refusent d'en voir la cause, et de donner du moins cette satisfaction platonique à la misère sociale d'accorder qu'elle existe, et qu'elle ne devrait pas exister.

Vous semble-t-il, Messieurs, qu'on puisse parler de civilisation, tant que persistera un si anormal état des choses? La civilisation, c'est la vie en société produisant tous ses fruits; trouvant des chemins pour apporter la sève jusqu'à l'extrémité mouvante des ramures; gonflant tous les bourgeons pour les faire éclater soit en verdure, soit en fleurs suivant ce que leur nature peut fournir. Mais un arbre composé en majeure partie de branches mortes, c'est un fagot et ce n'est plus un arbre.

Une société composée en majeure partie de non-vivants, je veux dire d'êtres qui ne participent pas d'une façon suffisante — quelques-uns pas du tout — aux avantages naturels et sociaux, c'est un assemblage auquel on peut donner un nom quelconque, mais non pas celui de civilisation.

Nous serons civilisés quand nous aurons réussi à faire vivre, et non plus végéter tous les enfants de notre famille nationale ; quand il n'y aura de misères que celles qu'on aura bien voulues, ou que des fatalités irréductibles auront causées loin de la portée de nos regards et des atteintes de notre bras.

Il y en aura toujours, hélas! des misères. « Il y aura toujours des pauvres parmi vous », a dit le Christ. J'en donnais la raison profonde quand je vous disais : La nature est livrée au désordre ; l'humanité est livrée au désordre, en ce sens que le conflit des forces au dehors et au dedans de nous donne lieu à l'accident et crée des tares qu'il ne dépend de personne d'écarter.

Il y aura toujours des mal doués ; il y aura toujours aussi des malheurs ; nulle organisation ne peut empêcher ces deux choses ; or ces deux

choses subsistant, voilà l'inégalité et la souffrance installées en permanence ici-bas.

Mais il s'en faut de beaucoup que toute pauvreté et toute inégalité proviennent de ces deux sources. Il en est en grand nombre qui résultent de l'incurie et de l'imprévoyance sociales; de l'indifférence hautaine d'un prétendu libéralisme qui laisse broyer les faibles sous la roue des plus forts, ou de l'égoïsme satisfait qui trouve que tout va bien, pourvu que ses affaires prospèrent.

Or, ces pauvretés-là, ces inégalités-là peuvent et doivent disparaître.

Que le rachitique, l'incurable, ou la victime du sort soit un pauvre, cela se conçoit! Encore faut-il qu'on organise pour lui des secours! Mais que le travailleur soit un pauvre, cela est un désordre. Que son salaire, qui représente, disions-nous, son apport dans l'entreprise sociale, ne soit pas suffisant pour soutenir sa vie, alors que c'est cette vie même qu'il apporte à l'entreprise sociale, cela est un désordre. Que sa famille, prolongement naturel de sa vie personnelle, ne puisse grandir et être heureuse par son travail; mais qu'il soit obligé de la voir souffrir, à moins qu'il ne préfère la supprimer d'avance, cela aussi est un désordre.

Et que l'effort du travailleur, normalement prolongé, soutenu par une modeste épargne, ne suffise pas à assurer ses vieux jours et à leur procurer, avec l'indispensable, le petit luxe auquel a droit toute vie humaine qui s'éteint, cela encore est un désordre.

Or, un désordre, dès qu'il est remédiable, dans la mesure où il est remédiable, c'est, de la part de la société, une réelle injustice, puisque le devoir de la société, si elle veut être juste, c'est de s'organiser de son mieux et de ne laisser au hasard, aux fatalités naturelles, et même à la charité que la part de responsabilité qu'elle n'a pu assumer elle-même.

A l'égard des fatalités, la résignation est de mise ; c'est à la Providence qu'il convient d'en répondre : elle s'en charge ! Mais quant au remédiable, on ne peut plus invoquer la résignation. On ne doit pas se résigner à être mal gouvernés, mal organisés, mal conduits. Il faut gémir, pour que vos gémissements profitent à d'autres ; il faut crier, si vous avez de la voix ; il faut agir, si vous avez une influence. Pour autrui plus que pour soi-même ; tous pour chacun, chacun pour tous, il faut élever les revendications justes, et faire en sorte que bientôt et le plus tôt possible, sans attenter aux droits

acquis, on mette un plus grand nombre en passe d'en acquérir; sans flatter la misère, l'aigrir et la porter à mal, on veille à en tarir la source; sans niveler, ce qui serait tuer la vie, on s'efforce d'équilibrer, de régulariser, d'organiser, de façon à proportionner le résultat à l'effort et à la valeur, au lieu de laisser aux hasards et aux égoïsmes le soin de tenir ici la balance.

Il faut, ainsi qu'on l'a écrit élégamment et justement, établir une plus équitable répartition du travail et du miel, entre les abeilles de l'immense ruche humaine.

D'ailleurs, si nous voulions serrer de plus près le problème, nous trouverions sur le chemin une considération d'un autre ordre.

Nous ne pouvons pas trouver mauvais que le salarié désire améliorer son sort. Nous ne pouvons pas non plus lui reprocher trop fort, son salaire fût-il même suffisant, de trouver dure sa condition servile et de rêver d'un état social qui lui permette, s'il se sent quelque chose dans la tête et au cœur, d'en faire l'emploi d'une façon plus indépendante et par là plus féconde.

On a remarqué depuis longtemps que la ques-

tion ouvrière n'est pas exclusivement une question de répartition des biens : pauvres contre riches; c'est aussi une question de répartition du pouvoir : sous-ordres contre chefs, ouvriers contre patrons, employés contre employeurs à tous les étages.

Or il est évident que la concentration industrielle et commerciale, l'avènement du machinisme, le règne du grand magasin et de l'atelier à organisation scientifique, tout cela, bien que peu avancé dans notre pays, tend à réduire le nombre des chefs en augmentant leur importance. Il y en a encore plus de quatre millions en France; mais il y en avait bien plus jadis, et plus il y en aurait, — je rame en ce moment contre le flot collectiviste ! — plus il me semble qu'il y aurait, sous certaines conditions, de gens heureux et contents de leur sort.

Si le nombre en diminue, et si aujourd'hui tant d'hommes pleins d'énergie, de talent, d'initiative se trouvent réduits par les contre-coups du progrès à n'être plus que des rouages anonymes dans les grands mécanismes de l'industrie et du commerce de haut vol, il ne faut pas nier qu'il y ait là matière à réflexion pour ceux qui ont la direction de la vie sociale, matière à revendications légitimes pour les autres.

Soit qu'on prenne des mesures, en réservant bien entendu tous les droits, pour répartir et décentraliser la production et l'échange; pour favoriser l'entreprise individuelle qui deviendra le succès individuel et par là le succès commun; soit que, ne pouvant démanteler pour autant les grandes industries nationales qui ont leur rôle indispensable, on s'efforce à pallier les inconvénients d'une concentration nécessaire par l'encouragement donné à l'association, qui, à sa manière, décentralise et partage le pouvoir des grands chefs — de toute manière, la question se pose. C'est la question sociale sous l'un de ses grands aspects. Si l'on refusait de la résoudre par incurie, ou si, par égoïsme, les arrivés de la grande exploitation y voulaient résister, ce qui s'ensuivrait, c'est ce qui s'en est suivi chez les peuples antiques. C'est qu'un jour la poussée d'en bas, grossie de l'effort des déclassés et des ruinés de tout ordre et de tout rang, deviendrait irrésistible; c'est que les mesures violentes, légales ou révolutionnaires, ne pourraient plus être enrayées; que la confiscation anéantirait les aristocraties abusives, et que par ailleurs les classes ainsi montées à l'assaut ayant désappris le métier de producteur et même celui de consommateur intelli-

gent et sage, ne pourraient rien reconstituer, sur le terrain de la citadelle conquise.

Je ne veux pas m'attarder à ces faits qui relèveraient d'une étude plus spéciale. Ce que j'ai voulu dire, c'est que le labeur à entreprendre est immense, et qu'il y aurait sottise, injustice, mauvaise foi à ne pas accorder à nos adversaires l'urgente nécessité des réformes.

Comment peuvent venir ces réformes, et que valent pour les procurer les moyens socialistes, nous aurons à le dire par la suite. Mais aujourd'hui encore, je veux écarter des erreurs et proclamer des vérités que trop de conservateurs et de chrétiens ne demandent qu'à méconnaître.

Laissez-moi faire entendre un peu plus d'Évangile social à ces oublieux; laissez-moi réveiller les timides, et quant à nous, déblayons d'autant le chemin semé de broussailles, mais bien utile à parcourir, dans lequel nous nous sommes engagés.

III

Ceux des conservateurs à outrance qui consentent à avouer que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des sociétés possibles, ont d'ordinaire recours à deux échappatoires, pour éviter la conclusion, qui serait la nécessité des réformes.

La première est un mot : le progrès.

La seconde est une sainte chose, mais insuffisante : la charité privée.

Le thème du progrès est facile ; nous en avons posé tout à l'heure les prémisses. Puisque la situation générale du monde civilisé est devenue meilleure ; puisque le paysan, le pauvre, l'ouvrier en ont profité jusqu'ici, pourquoi ne pas attendre de l'avenir des résultats semblables et, sans rien modifier de notre organisation sociale, s'en remettre à la force des choses et à la toute-puissance du progrès?

Un tel raisonnement méconnaît pour le moins trois choses. D'abord que les progrès accomplis

jusqu'ici n'ont pas marché tout seuls; que de grands dévouements et des commencements de réforme y ont collaboré largement, et que nous sommes donc invités, si nous voulons aller plus loin, à employer les mêmes moyens, seulement amplifiés, puisque le mal, bien que vaincu dans une petite mesure, nous apparaît plus grand à mesure que grandissent nos lumières.

En second lieu, on oublie que le progrès, s'il guérit certaines plaies par lui-même, en tant qu'il met les hommes en état de se procurer les choses nécessaires à la vie avec moins de labeur et de temps; le progrès, dis-je, en même temps qu'il guérit ces plaies, en crée d'autres. Chaque découverte occasionne une crise. L'impossibilité de s'adapter sans secousses homicides à de nouvelles conditions de vie est un fait trop connu pour que j'y insiste. Il est bien vrai que ces crises sont momentanées; mais notre vie aussi, et comme elles se succèdent et se succéderont longtemps encore en série presque ininterrompue, il y aurait grande folie à compter sur le progrès seul pour installer le bien-être et la sécurité qu'il exige.

Tout le monde sait, pour ne prendre que cet

exemple, que l'une des formes les plus évidentes de l'instabilité dont je parle, et l'une des causes les plus actives de misère pour le travailleur, c'est le manque d'équilibre entre la production et la consommation. Dès que la demande baisse et que la surproduction intervient, les salaires s'avilissent, et c'est bientôt l'odieux chômage, ennemi mortel de la famille ouvrière sans épargne.

Or, il est clair que le progrès matériel à lui seul ne tend pas à ruiner la puissance de cet ennemi : il l'augmente. On n'en pourra venir à bout dans l'avenir, si on le peut jamais tout à fait, que par un progrès d'organisation, et d'organisation internationale. C'est dire qu'on peut attendre ! mais qu'il y ait lieu d'attendre, ce n'est pas une raison pour nier le fait, et pour refuser de donner acte au socialisme de ce qu'il a ici très bien vu.

Troisièmement, le progrès se fît-il tout seul dans une large mesure, quand il s'agit de calmer des souffrances et d'élever un niveau de vie dont nos frères en si grand nombre doivent être bénéficiaires, il y aurait lieu peut-être de convenir qu'il y a là pour nous quelque chose à faire.

Le ciel arrose les plantes de nos jardins : nous n'en prenons pas moins l'arrosoir ; il inonde à ses heures nos prés et nos vergers : nous n'en creusons pas moins des canaux, pour suppléer à son insuffisance ou à ses caprices. La raison nous a été donnée pour prévoir, et non pour laisser faire. Si la nature en était douée, avec les forces dont elle dispose elle réaliserait en vingt ans des évolutions qui exigent des milliers de siècles. Au lieu de ses tâtonnements infinis et de ses recommencements éternels, on la verrait faire éclore sous nos yeux les créations les plus merveilleuses. Mais la nature ne sait pas, et la pluie pourrit le grain aussi bien qu'elle le fait germer.

La société humaine, Messieurs, a trop ressemblé jusqu'ici à la nature puissante et anarchique ; elle a trop laissé faire les grandes lois, qui ne coopèrent au bien qu'à l'égard des vastes ensembles, et encore lentement, péniblement et avec une somme effrayante de déchets. Quand on songe que ces déchets sont des déchets humains, et que notre incurie condamne des millions de nos frères à l'infériorité et à la souffrance, on a le cœur serré, et l'on se demande s'il ne serait pas temps que la raison, mise au service des bons vouloirs, se décidât à

intervenir sérieusement au bénéfice de tous et très particulièrement des petits.

La charité, à vrai dire, vient ici nous faire ses offres de service. Disons mieux, elle nous montre ses œuvres, et elle demande si, de nouveaux concours lui étant acquis, elle ne suffirait pas à la tâche.

La charité, Messieurs, a le geste large et beau; je comprends qu'envers elle l'enthousiasme et la confiance grandissent, chez ceux qui ont vu en ces derniers temps ses bienfaits se multiplier, les espérances qu'elle donne s'accroître par des efforts d'organisation et de dévouement qu'il faut appeler admirables.

J'oserai dire cependant quelques vérités à ceux que séduit la charité privée au point de leur paraître un remède suffisant aux maux de la société humaine.

J'écarterai d'abord une équivoque qui serait de nature à troubler les appréciations, en donnant à penser que nous confondons dans un même jugement ce que j'appelle ici la charité privée et certaines œuvres issues aussi de l'es-

prit de charité, mais qui portent plus loin, et qui sont justement nommées des œuvres *sociales*.

Tout le monde voit la différence, par exemple, entre un ouvroir destiné à habiller de pauvres enfants, un hôpital destiné à recueillir les vaincus de la vie, un asile, un orphelinat, une crèche, et d'autre part un syndicat ouvrier, une coopérative, une caisse de prévoyance ou un cercle d'études.

Les premières de ces œuvres, toutes vénérables qu'elles sont, n'arrivent qu'après le mal accompli; elles ramassent des épaves, mais n'empêchent point le naufrage; elles recueillent les blessés, mais ne prennent point part à la lutte et ne coopèrent point à la victoire. Les secondes constituent un commencement d'organisation sociale; elles s'adressent à la force pour l'orienter et en multiplier l'effet; elles travaillent non à boucher des trous qui se recreusent sans cesse, ni à guérir des plaies qui renaîtront toujours tant qu'on en laissera subsister la cause; mais à assurer la santé sociale, autant que faire se peut, par une hygiène meilleure; à instruire, à moraliser, à civiliser, au sens étymologique du mot, ce qui veut dire rendre aptes ses clients à une vraie vie sociale;

à appuyer l'individu, si faible en son isolement, en le faisant entrer dans des groupements qui feront de lui une force organique ; bref, à dresser l'échelle qui permettra l'ascension des classes populaires vers plus de bien-être, plus de vie véritablement humaine, plus de bonheur.

Je fais une grande différence entre ces deux genres de charité. J'appelle l'une charité tout court, ou charité privée ; j'appellerai l'autre charité si l'on veut, parce qu'elle procède du même fonds évangélique de bienveillance et de dévouement à ses frères ; mais j'y vois plus et mieux, parce que ce n'est pas seulement le bien : c'est une source de bien ; parce que ce n'est pas seulement le bien : c'est une socialisation du bien, une œuvre de gouvernement, bien que l'initiative privée soit maîtresse, et que ce soit l'initiative des citoyens qui se mette ici en frais, au lieu des personnes souveraines et des pouvoirs publics, ce n'est qu'une qualité de plus, ainsi que j'aurai à le faire voir.

Ce n'est donc point la charité ainsi comprise que j'accuse d'insuffisance. En celle-ci gît le salut, du moins pour une très grande part.

Mais la première, la charité privée, je ne saurais lui donner cette louange.

Sans approuver les fins de non-recevoir orgueilleuses que lui oppose un socialisme aigri, je ne puis m'empêcher d'observer que le fait même qu'on y doive recourir à titre de complément périodique du salaire, est la marque d'un vice, pour ne pas dire d'une injustice fondamentale, dans l'organisation économique actuelle.

On s'est souvent irrité, parmi nous, de la fierté du travailleur à l'égard d'une charité active, ardente, mais non pas toujours au courant de ce qu'eût été normalement son rôle. Cette fierté des petits, je la conçois et ne puis m'y montrer trop sévère. Il est dur de se dire qu'on travaille et qu'on n'arrive pas à vivre; que son activité se consacre à produire pour la société et que la société se trouve assez mal construite pour ne pas pouvoir soutenir cette vie qui lui a consacré son effort. Ce paradoxe, que nous dénoncions tout à l'heure, apparaît révoltant à celui qui en est la victime. Je conçois qu'il se dise que si la condition de l'homme est de gagner son pain à la sueur de son front, du moins faudrait-il voir, lorsque perle la sueur, le pain affluer dans la huche, au lieu de

St. Albert's College Library

dépendre encore d'une charité qui, ne corrigeant qu'en partie et aléatoirement l'injustice, peut paraître la consacrer.

Non, le rôle naturel de la charité individuelle n'est pas là.

Son rôle, je l'ai déterminé tout à l'heure, en disant avec l'Évangile : Il y aura toujours des pauvres. La pauvreté irrémédiable, voilà le terrain normal préparé par la Providence aux œuvres de miséricorde. Là, nous aurons toujours besoin de leurs services; et elles seront suffisantes dès qu'il s'agira de ne secourir que les misères voulues et non moins pitoyables, ou les misères causées par ces fatalités inéluctables que nous disions être installées sur terre à jamais.

Seulement, je le répète, nous n'en sommes pas là; nous en sommes très loin, et tant que durera l'état présent des choses, la charité privée sera non point la panacée qu'y voudraient voir quelques bonnes âmes, mais simplement le verre d'eau évangélique, qui étanche un moment la soif du voyageur, sans garantir ni la sécurité de son voyage, ni même sa subsistance du lendemain.

Sachons regarder, Messieurs, et ne pas nous

payer de mots ou de sentiments vagues. Le mal social est un mal qui affecte l'ensemble : il faut pour le guérir une action assez étendue pour qu'elle puisse atteindre l'ensemble. C'est un mal qui a pour cause une mauvaise organisation, disons mieux, une organisation imparfaite : il faudra consentir à modifier celle-ci dans un sens favorable aux petits.

Croyez que personne n'y perdra, et nous y gagnerons tous d'avoir fait un pas en avant vers l'idéal évangélique de la fraternité.

Est-il besoin de vous dire, en effet, que nous ne serons chrétiens vraiment, chrétiens, dis-je, socialement et pratiquement parlant, que lorsque nous aurons consenti à regarder d'abord, à travailler ensuite, à aboutir enfin, touchant l'œuvre d'élévation des classes pauvres et de diffusion de la vie?

Voici à quoi l'on reconnaîtra que vous êtes mes disciples, avait dit Jésus : *c'est si vous vous aimez les uns les autres.*

Depuis ce temps, l'institution en qui repose son Esprit, l'Église, n'a cessé de crier sur les toits ce qui lui avait été dit à huis clos, dans la sublime intimité du Cénacle. Ses grands hommes et ses saints ont tous été d'admirables amis du

peuple. Léon XIII a plaidé récemment la cause des petits en termes d'une véhémence telle qu'une part des catholiques français l'en a appelé socialiste.

Socialistes en ce sens-là, nous le sommes, et nous devons l'être à plein cœur. Voudrions-nous permettre que le drapeau de la démocratie véritable passe aux mains des ennemis du Christ, alors que la démocratie bien comprise n'est autre chose que l'Évangile socialisé, commenté et appliqué à l'usage des collectivités humaines?

Il est né parmi nous toute une école sociale dont les doctrines, assez variées d'ailleurs, peuvent être discutées, mais dont l'inspiration est telle qu'elle a le droit de nous adresser le *compelle intrare* de l'Évangile. Il faut que nous en soyons tous, non pour approuver tout et pour nous mettre à la remorque, mais parce que l'idéal est là, que l'esprit évangélique est là, et qu'il ne faut pas indéfiniment nous attirer le reproche du Maître : « Vous ne savez pas de quel esprit vous êtes. »

Il serait bien injuste, Messieurs, de se montrer sévères, ainsi que je le vois si souvent, pour

notre école sociale catholique, sous le prétexte vain que les remèdes cherchés par elle ne se sont pas toujours trouvés efficaces. Qui peut prétendre découvrir à lui seul, et tout de suite, les mesures qu'il conviendrait de prendre en vue de guérir un mal d'une ampleur si colossale! Il n'y a que la vie qui sache découvrir les chemins de la vie. Il n'y a qu'en essayant, et en échouant souvent, qu'on arrivera à réussir quelquefois, puis fréquemment, puis toujours, dans la mesure où le succès est possible. Mais afin qu'on essaie, et que tout le monde s'y mette, il faut crier, faire de l'agitation pacifique, violenter la paresse moutonnière, forcer les yeux des gens à regarder et leur cœur à gémir en dénonçant notre misère sociale.

Ceux-là sont donc bien mal venus qui disent : Ne criez pas si fort, si vous n'avez en mains les remèdes. Cette remarque peut servir à calmer les déclamations folles qui poussent à la haine ou ne vont qu'à aigrir des plaies inguérissables. Mais il en faut laisser autant qu'il en faut prendre.

N'eût-on pas le remède dans les mains, si l'on pense que ce remède peut se trouver; comme d'ailleurs la souffrance est là, et là aussi l'armée des charlatans qui l'exploitent,

il faut crier à l'aide, il faut montrer le mal, et prier Dieu qu'il nous envoie des médecins.

Remarquons pour finir, Messieurs, que la politique sociale dont nous disons qu'elle est une nécessité humaine et chrétienne ne serait pas moins, pour qui voudrait l'envisager sous ce rapport, d'une grande utilité patriotique. Elle ferait tomber les haines, qui nous affaiblissent en nous divisant. Elle multiplierait parmi nous les valeurs et augmenterait d'autant la richesse nationale. Elle diminuerait le déclassement issu de ce qu'on a raison d'appeler en un sens notre organisation « bourgeoise » ; car en réhabilitant le travail à tous ses étages ; en y attachant honneur et profit ; en faisant qu'on soit heureux, autant qu'il est possible, dans la mesure où l'on est quelqu'un, au lieu de voir son succès livré aux hasards d'une organisation économique imparfaite, ou aux injustices isolées, je le veux, mais réelles d'exploiteurs, on calmerait dans une large mesure la fièvre d'escalade qui constitue chez nous une plaie sociale, et qui se justifie en partie par la dépréciation de l'effort.

Le découpement de la société en deux camps

ennemis ferait place à une hiérarchie réelle que personne n'aurait plus intérêt à rompre. Les classes inférieures ne se plaindraient plus d'une tutelle qu'elles n'auraient plus à subir puisque, conservant leurs valeurs, au lieu de les voir s'échapper par les voies du fonctionnarisme et des carrières dites libérales, elles seraient en état de se soutenir d'elles-mêmes, de faire leurs affaires par elles-mêmes. Leur dignité y gagnerait d'autant, et le devoir chrétien des classes élevées serait allégé de préoccupations qui ne sauraient longtemps lui être favorables, puisqu'elles le poussent à l'orgueil s'il agit, et que s'il n'agit point, il se trouve inférieur à sa tâche.

La lutte des classes serait par là même supprimée, puisque aussi bien les classes n'existeraient plus. J'entends ici par ce mot vague, les classes, les cloisonnements *de fait* établis par des phénomènes économiques laissés à l'anarchie, dans une société où les cloisons sociales sont *théoriquement* par terre. J'entends les catégories créées par des succès qui ne sont pas tous les succès de l'intelligence et du travail, et dont les bénéficiaires se croient en règle pour avoir donné une minime part de superflu à ceux qui souffrent. Et je dis que les

classes ainsi définies, classes que le présent nous montre en lutte, seraient absorbées par le fait d'une politique sociale chrétienne, au bénéfice d'une organisation hiérarchique qui réaliserait le véritable ordre social, celui qui naît spontanément des facultés originelles en présence et de leurs rapports avec le travail.

Et nous ne ferions en cela, remarquez-le, rien de révolutionnaire; nous reprendrions simplement, pour la porter plus loin, la grande tradition française, celle qui nous pousse par étapes successives, depuis la féodalité jusqu'à la démocratie de demain, à travers l'affranchissement des communes; à travers la montée au pouvoir d'une bourgeoisie issue du peuple et qui en portait en elle les espérances; à travers les efforts et la fortune combattue du tiers-état, dont les revendications de plus en plus nettes, parce qu'elles étaient de plus en plus justifiées, préparaient le règne de nos institutions modernes.

L'effort démocratique qui entraîne tout aujourd'hui, nous ne pouvons, comme Français, comme chrétiens, comme hommes, ni refuser d'en être, ni à plus forte raison refuser d'y applaudir, et s'il est vrai qu'un certain socia-

lisme tend simplement à favoriser cet effort, ce socialisme-là, nous y devons entrer d'enthousiasme.

Quant à l'autre, celui que nous sommes si souvent obligés de combattre, du moins devons-nous lui rendre cette justice que s'il propose de faux remèdes, toujours est-il dans la question. Il ne sait pas ce qu'il fait; souvent il le fait mal; mais ce vers quoi il tend les yeux clos, ce qu'il cherche à avilir quelquefois tout en y travaillant, c'est l'avenir du monde, et c'est par conséquent l'avenir catholique; car catholique, cela veut dire universel.

Le catholicisme, en son fond, n'est autre chose que l'humanité religieusement organisée en vue de son avenir *intégral,* c'est-à-dire non pas seulement en vue du ciel, mais en vue de la terre régie selon la loi d'amour et de justice; non pas seulement en vue de l'éternité, mais en vue du temps qui l'amorce et qui la prépare.

C'est bien dans l'éternel, vous disais-je, que l'Évangile nous plante; mais l'éternel commence ici : il faut nous faire un cœur à la hauteur de ce qu'il nous demande, et si le socialisme y pousse quelques-uns d'entre nous, soit par émulation, soit par peur, sachons reconnaître

que c'est là de sa part un service. Laissons le grand penseur qu'était Auguste Comte lui décerner cette louange qu'il est « l'organe provisoire » d'une politique sociale à naître; soyons-lui indulgents — c'est peut-être un devoir — à cause de ce bienfait; mais en tout cas, préparons-nous à recueillir une succession qui sera lourde.

« Il faut, s'écriait Lamartine, que le socialiste honnête se fasse conservateur, et que le conservateur intelligent se fasse socialiste dans la mesure du vrai, du juste et du possible [1]. » Dieu veuille que nous comprenions tous ce programme. Dieu veuille que nous parvenions, ainsi que le disait encore ce prophète, à « prévenir les explosions par l'évaporation des causes qui les produisent »; à convertir le prolétaire mécontent, à le « corrompre vertueusement » en enlevant à son mécontentement toute cause légitime qui se puisse exploiter contre nous.

Nous serons d'autant plus forts contre le socialisme en ce qu'il a d'erroné que nous aurons reconnu tout d'abord ce qu'il avance de vrai. Chaque concession raisonnable que

1. *Le Conseiller du peuple.*

nous ferons diminuera d'autant sa puissance utopique ; chaque réforme utile lui enlèvera une part de l'armée des mécontents où il recrute ses adeptes.

C'est en tout cas la seule façon honorable et chrétienne de combattre. Nous n'avons pas le droit de nous refuser au vrai parce qu'il s'y mêle du faux. « Amnistier les idées », c'est un de nos devoirs d'esprit. Écoutons ! L'attention de toute une école, s'appelât-elle socialiste, lorsqu'elle se penche sur les problèmes sociaux, ne peut pas être vaine. Faisons notre profit de son travail.

Il y a beaucoup de débris, dans notre société ; beaucoup de choses meurent ou sont mortes qu'il faudra bien pourtant remplacer. Je comprends les souffrances de ceux qui vivent encore attachés aux cadavres ; leur situation est douloureuse ; mais leur plainte respectable ne peut pas arrêter la vie.

Tout chrétien qui voudra glorifier l'Évangile et s'honorer lui-même devra prendre à son compte ces lignes écrites, il y a déjà plus d'un demi-siècle, par les chrétiens de l'*Ère nouvelle* : « Ne croyons pas aux hommes qui ne croient qu'au passé et qui renferment la providence de Dieu dans le cercle de leurs sou-

venirs. Dieu est grand, les siècles sont longs, et l'avenir n'a pas d'horizons visibles. Prenons une âme égale à tant de choses que nous ne connaissons pas pleinement ».

LE SOCIALISME

ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

II. — LES DOCTRINES ET LES MÉTHODES

LE SOCIALISME

ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

II. — LES DOCTRINES ET LES MÉTHODES

Messieurs,

On a répété bien souvent cette phrase d'un philosophe : « Une erreur n'est qu'une vérité dont on abuse. » J'ai essayé de vous montrer que l'application de cette formule au cas du socialisme est pour nous tous, chrétiens, un devoir en même temps qu'une sagesse.

Le socialisme arriverait-il à se créer des millions d'adeptes et à troubler le repos du monde, s'il ne partait de constatations vraies, qu'il a seulement le tort de grossir et de faire conclure trop souvent à des projets de réforme insensés, injustes et perturbateurs ?

Ces projets, nous avons le droit et le devoir de les redresser ou de les combattre; mais seulement après que nous aurons loyalement reconnu le mal; seulement après que nous aurons pris l'engagement de travailler, nous, de meilleure façon, aux réformes économiques qui s'imposent.

« Le meilleur moyen d'échapper à l'erreur du socialisme, a dit un de nos contemporains, c'est de se faire une âme sociale, qui reconnaît ses dettes et les paye librement. »

J'ai essayé de vous commenter cette parole.

J'ai à vous dire maintenant quelle attitude prend l'Église catholique à l'égard des systèmes proposés en vue de payer la dette sociale.

Que penser, à son point de vue et en s'inspirant de ses doctrines, des solutions et des doctrines socialistes touchant les principaux problèmes économiques, ou pour mieux dire — car nous ne pouvons entrer ici dans ces problèmes — touchant les principes engagés dans leur solution?

Répondre à cette question, ce sera, je crois, fournir un élément essentiel au jugement que nous prétendons porter ensemble. Ce sera nous renseigner sérieusement sur le rapport des

deux forces que nous voulons mettre en balance : le socialisme, religion neuve et pleine de confiance dans l'avenir; le christianisme, religion déjà ancienne, mais à qui son ancienneté ne fait pas peur, parce que, quoi qu'en puissent dire des adversaires trop pressés de prophétiser sa ruine, l'ancienneté du christianisme est le contraire d'une décrépitude; c'est l'ancienneté du glacier que les neiges alimentent au sommet à mesure qu'il s'écoule par sa base; mieux, l'ancienneté des astres, aux clartés tellement fixes qu'au regard de la terre ils sont indéfectibles; mieux encore et en toute vérité cette fois, l'ancienneté de Dieu qui la garde, l'inspire et ne cessera de l'accompagner sur nos routes que pour l'installer dans la cité définitive où toutes nos recherches anxieuses cesseront.

I

J'ai à vous faire, Messieurs, au sujet de l'attitude de l'Église en face du socialisme et de ses doctrines économiques, une déclaration qui étonnera certains d'entre vous, mais que je ne

crains pas de voir contestée, et à laquelle j'attache une importance capitale. C'est que l'Église catholique, à proprement parler, n'est ni favorable, ni à plus forte raison hostile, à une doctrine économique quelconque.

Comprenez bien qu'il ne s'agit pas ici d'indifférence ; j'ai dit le contraire assez haut pour n'avoir pas à y insister. L'Église s'inquiète des résultats ; mais il s'agit ici des moyens ; il s'agit des systèmes, et si le respect de l'Église pour toutes les convictions honorables est assez haut placé pour qu'en dépit de toutes les sollicitations de sens contraire, elle ne consente point à opposer à aucun de ces systèmes son veto, j'ai le droit d'espérer, le disant, faire tomber quelques préjugés, et rapprocher de nous, sans nulle concession lâche, les hommes sincèrement attachés à tel ou tel système économique, fût-ce même — je vais très loin ! — le collectivisme intégral.

Je m'explique donc, et je rappelle, en vue de vous en montrer les conséquences, ce que nous disions l'autre jour de l'Église.

Elle n'est indifférente, disions-nous, à rien de ce qui est humain. Elle ne veut pas qu'on dise d'elle qu'elle est une spécialité d'au-delà sur-

tout quand on a décidé que l'au-delà, c'est la chimère! Elle entend régir notre vie et nous aider à la développer dans tous ses domaines : terre et ciel. Tout la regarde, de ce qui regarde l'homme et sa destinée. Seulement, tout la regarde en ce sens qu'elle prétend influer sur tout, non pas en ce sens qu'elle veuille absorber tout, rendre inutiles nos compétences et toutes nos organisations temporelles.

Comprendre ainsi son rôle, ce serait ignorer la vie autant que l'ignorer elle-même; car ce serait méconnaître de quelle façon le spirituel dont l'Église a la charge peut s'introduire dans sa matière vivante.

Prenons exemple d'un problème financier. Qu'en pourra dire l'Église, au point de vue de la moralité supérieure dont elle est la gardienne? Elle rappellera le Décalogue : « *Tu ne voleras point* », et elle rappellera aussi l'Évangile, qui nous ordonne de traiter les affaires d'autrui ainsi que nous traiterions les nôtres. Mais en quoi telle opération budgétaire, telle conversion de rente ou tel système d'impôt pourra réaliser ou bien violer cette règle, ce n'est pas à l'Église de le dire, mais bien au financier.

S'il s'agit de déclarer une guerre, l'Église

dira, avec le Décalogue encore : « *Tu ne tueras point* », en réservant pourtant — il le faut! — les droits de la justice et la défense nécessaire des patries. Mais s'il y a proportion entre le dommage dont risque de souffrir la patrie et l'hécatombe de vies humaines que suppose la guerre, qui peut en décider, sinon le politique?

Toute décision morale est le résultat d'une collaboration entre la science du moraliste, qui propose les fins générales de la conduite humaine, et celle du spécialiste en telle ou telle branche, qui montre ces fins réalisées par telle ou telle combinaison de sa compétence.

Or, l'Église joue dans le monde le rôle du moraliste, avec cette différence qu'elle emprunte ses motifs, en même temps qu'aux conditions actuelles de la vie, à l'influence de nos destinées supérieures, et avec cette différence encore qu'elle fait appel, en même temps qu'à la raison, à une parole de Dieu manifesté aux hommes par son Christ ; mais on comprend sans peine que ces différences-là ne font rien au problème.

Appliquez cette doctrine à l'ordre économi-

que, et vous aboutirez à la proposition qui pouvait vous étonner à bon droit tout à l'heure, à savoir que l'Église n'a rien à approuver ni rien à condamner dans les systèmes sociaux en ce qu'ils ont d'exclusivement scientifique.

Saint Luc rapporte (XII, 13) qu'un homme s'approcha un jour de Jésus au milieu de la foule, et lui dit : « Maître, dis à mon frère de partager avec moi notre héritage. » Jésus répondit : « Homme, qui m'a établi sur vous pour être votre juge et faire vos partages? » Et il ajouta : « Gardez-vous avec soin de toute avarice. »

Vous avez là, Messieurs, l'image et le commencement de l'influence religieuse dans le monde.

L'Église fournit l'esprit qui doit guider nos organisations temporelles. La production, l'échange, la circulation et l'appropriation des biens, tout cela la regarde dans la mesure précise où tout cela prête au bien ou au mal, à la justice ou à l'iniquité, à la concorde ou à la guerre des âmes. Elle donne des règles générales qui sont la conclusion immédiate du Décalogue et des maximes évangéliques dont elle a le dépôt. Elle veut que les individus et les groupes se pénètrent de leurs devoirs autant

et plus que de leurs droits; qu'ils exercent la charité, et à plus forte raison la justice, à l'égard de chacun et très particulièrement des petits. Elle prêche la concorde et la commune bienveillance, d'où doivent sortir en leur temps les réformes capables d'améliorer le sort de tous, d'élever les classes inférieures à un niveau de vie qui développe en elles les dons de Dieu : intelligence, initiative, capacité de travail et de bonheur.

Voilà son rôle.

Mais quel régime économique réalisera le mieux ces choses, ce n'est pas à elle de le dire. Si elle s'y essayait, comme elle y fut amenée au cours des siècles, ce serait en vue de rendre un service, non d'accomplir son essentielle mission, puisque celle-ci étant à proprement parler spirituelle et non pas scientifique, l'œuvre de science qu'est l'élaboration d'une thèse économique ne saurait être de son ressort.

C'est au progrès humain à découvrir sa route. Notre organisation spirituelle a pour but non pas de vivre pour nous, de nous arracher à nos efforts et à nos responsabilités ; mais de nous donner pour y faire face le viatique indispensable : une vision nette du but à atteindre ; un sentiment puissant de la nécessité

d'y marcher ; quelques maximes générales qui nous puissent diriger et nous garder des fondrières. Quant au reste, à nous d'y rêver librement et de proposer les solutions qui nous paraîtront les meilleures.

Il y a quelques années, le président d'une grande association professionnelle m'écrivit pour me demander : Que pense l'Église catholique du bimétallisme? Je répondis : Elle n'en pense rien du tout. Si j'en pensais, moi, quelque chose, ce serait comme savant — si je l'étais — ce ne serait point comme catholique. Et non seulement je ne prétends pas ici vous renseigner ; mais je vous invite à vous défier un peu et de moi et de mes confrères. Nous sommes théologiens, et nous apportons à toute chose, ainsi qu'il est naturel, l'esprit de notre formation. Or, si l'esprit théologique est de mise lorsqu'il s'agit de décisions doctrinales ou de la conduite générale de la vie, il est certain qu'il peut nous égarer, lorsqu'il s'agit de s'orienter, muni seulement de principes absolus, dans les méandres infinis de la pratique [1].

1. Me sera-t-il permis d'observer que l'école sociale catholique n'a pas su toujours éviter cet écueil? Un peu de pontificat inconscient de la part de ses théologiens, un

L'homme religieux n'a point à départager les doctrines économiques, pas plus qu'à consacrer des hypothèses scientifiques ou à sanctionner des formules d'art. Si l'art offense la morale, la religion le condamne de ce chef; mais non à cause de ses formules. Si la science contredit la foi, l'Église l'appelle une fausse science, sachant que la vérité est une, et que la révélation humaine du savoir, la révélation divine de Jésus doivent se rencontrer; mais elle ne prétend pas pour autant forcer la main au savant et contrarier son œuvre.

De même, si une doctrine économique offense la justice, l'Église la reprendra pour ce fait; mais la justice étant une condition générale de la vie, il n'y a point là main-mise sur une spécialité scientifique, il y a simplement contrôle extérieur, en vue de mettre à l'abri des abus l'intérêt tout premier de la vie humaine.

peu de fétichisme inconscient de la part de ses fidèles, l'ont fait verser parfois dans des systèmes peu cohérents, peu pratiques, et sur lesquels il a fallu revenir.

Léon XIII, dans ses encycliques, s'est gardé de ce danger avec le soin le plus extrême, attentif à ne pas compromettre l'autorité divine qu'il possédait en matière religieuse par des affirmations hasardées en des matières économiques en face desquelles il n'était plus qu'un père plus attentif, et par là peut-être plus clairvoyant, mais non pas infaillible.

Le christianisme, selon une heureuse comparaison qui date du premier siècle, est dans le monde comme l'âme est dans le corps. Ce n'est point l'âme qui crée les lois physico-chimiques selon lesquelles réagit notre corps ; mais elle y adapte son action et l'oriente vers une finalité supérieure. Ainsi la religion se consacre à orienter la vie vers le double idéal à la fois divin et humain dont l'expression lui a été livrée par son Christ : *Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice ;* mais elle ne prétend pas décider à elle seule quelle organisation est meilleure, quelle formule de rapports nous convient pour réaliser mieux ce que tout le monde cherche, ce que tout le monde, en tout cas, doit chercher.

Si nous avons de bonnes lois, elle en double le prix; si nous en avons de mauvaises, elle s'efforce à en pallier l'effet et à en amener la correction par son influence. Pas n'est besoin pour cela qu'elle prêche aucune révolution économique ; pas davantage de contre-révolution, et ceux qui méconnaissent cette attitude sont bien aveugles ; mais ceux qui voudraient engager l'Église à s'en départir seraient bien imprudents ; car nos formules passent, et l'Église a la prétention de ne passer point.

Voulez-vous que nous regardions aux conséquences de cette façon de voir lorsqu'il s'agit du socialisme?

Si celui-ci consentait à n'être qu'une doctrine économique, au lieu d'être la religion antagoniste que je vous décrivais, il serait on ne peut plus facile au chrétien de s'entendre avec ses adeptes.

Quand je dis s'entendre, je ne veux pas dire qu'on serait tenu de boire ensemble aux sources collectivistes : on pourrait s'en aller à tous les points de l'horizon; mais si l'on se divisait ainsi, ce serait comme économistes, et non pas — ce qui est d'une extrême importance — comme socialistes d'un côté et comme chrétiens de l'autre.

Il n'y a aucune raison — j'en demande pardon à ceux que je vais faire bondir — pour qu'un chrétien ne soit pas collectiviste, si être collectiviste c'est simplement concevoir d'une autre façon les lois sociales de production, d'échange et d'appropriation des biens.

Sur tous ces points, le christianisme, ou pour mieux dire ceux qui le représentent, peuvent avoir leurs préférences, leurs traditions, leurs façons de voir individuelles cristallisées dans les écrits de leurs docteurs, et plus ou moins

socialisées en vertu d'habitudes séculaires; mais des doctrines proprement dites, des solutions immuables et qu'on prétendrait appuyer de l'autorité de la foi, je puis vous affirmer que l'Église n'en professe aucune.

Si vous pouvez me dire sincèrement : Je crois que le bien humain est dans une appropriation collective du sol et des moyens de production ou d'échange, je vous dirai : Monsieur, je ne suis pas de votre avis; mais mon avis n'est pas plus sacré que le vôtre. Soyez collectiviste, et je vous prie de croire que ce n'est pas cela qui vous empêchera de faire vos Pâques.

Il n'y a qu'une chose qui vous en pourrait empêcher, c'est la volonté de travailler au triomphe de votre système par des moyens violents, injustes, sans tenir compte des droits acquis et de la moralité sociale. Hors de là, nous sommes prêts à discuter d'égal à égal, sans nul souci théologique, n'ayant en tête qu'une préoccupation à laquelle l'adversaire ne voudra pas, je pense, accepter de renoncer : je veux dire l'honnêteté tout d'abord, ensuite le soin de se maintenir, chacun de son côté, sur le terrain commun de l'expérience, seul juge en ces matières complexes.

Je conclurai de là que si les socialistes — et cela leur arrive tous les jours — proposent quelque mesure capable, dans leur pensée, de pousser la société dans le sens de leur idéal, nous n'avons pas le droit, comme chrétiens, d'opposer à ces mesures une fin de non-recevoir préalable. Nous devons examiner loyalement ce qu'on propose, et si cela est injuste ou utopique, le combattre; mais si cela est bon, y accéder, sans nous demander où l'on prétend nous mener par le moyen de cette justice provisoire.

Comme chrétiens, je ne puis trop le répéter, le bien est notre loi suprême; il n'est de système économique qui nous en puisse dispenser. Si faire justice aujourd'hui, puis demain, puis encore, cela nous devait conduire au collectivisme, c'est que le collectivisme serait le vrai. S'il est, comme je le crois, une erreur, le moment viendra vite où nous devrons nous opposer hardiment aux entreprises qui le préparent; mais devancer cette heure, nous n'en avons pas le droit, et nous devons être prêts, comme chrétiens, à signer des deux mains la déclaration suivante : Si l'exercice quotidien de la justice sociale doit nous mener pas à pas au collectivisme, nous serons collectivistes, et s'il en

résulte, ainsi que l'espèrent les socialistes, une égalisation relative de toutes les classes au point de vue du bien-être; la suppression de la pauvreté, de l'oisiveté, de l'exploitation de l'homme par l'homme, et la possibilité égale pour tous de développer leurs ressources et de voir aboutir leurs efforts, personne ne s'en réjouira plus que nous.

Une telle déclaration, on le sent bien, ne préjuge rien, au point de vue de la science économique; mais elle dégage le christianisme de tout exclusivisme et de tout parti pris d'école; elle le tient au-dessus de nos systèmes humains et lui permet de jouer son rôle avec une ampleur qui embrasse dans une même charité toute forme honnête des manifestations de la vie, et cela est à ses yeux d'une importance souveraine.

En toute matière, l'Église s'efforce de composer ainsi son attitude; non par opportunisme, ainsi qu'on l'en a accusée si souvent; mais par un sentiment profond de sa transcendance et de ses devoirs à l'égard de toute conscience droite.

En politique, elle a su s'accorder avec tous

les régimes; elle n'en a combattu aucun, si ce n'est pour cause d'injustice. Quant à leurs formes et quant aux procédés de leur action, elle les a tolérés dans toute la mesure de l'honnête.

En science sociale, elle a agi de même. On ne l'a pas toujours comprise. On lui a reproché, par exemple, de n'avoir pas aboli l'esclavage de son autorité privée ; de ne pas avoir affranchi les serfs. Comment l'aurait-elle fait! Dépendait-il d'elle de modifier l'état social et de déchirer la trame des faits économiques où se trouvaient engagées ces institutions?

Mais elle était toute-puissante! nous dit-on. Personne n'est tout-puissant en de telles matières. Les faits sociaux n'obéissent pas ainsi, et d'ailleurs, je le répète, ce n'est pas à l'Église de les faire obéir. Elle n'a donc pas tenté d'abolir l'esclavage et le servage; elle a fait mieux; elle les a fait fondre au feu de son influence moralisatrice. Ainsi voudrait-elle faire de ce qui en reste au milieu de nous sous des formes atténuées, mais encore homicides. Si le socialisme y voulait collaborer avec elle, leur attitude réciproque serait bien facile à fixer.

Le socialisme dirait avec Mazzini en 1871 : « Il faut que sans violer les droits acquis, sans fouiller dans le passé, sans détruire un seul des éternels éléments de la société, la propriété passe désormais entre les mains du travail. » Et l'Église, sans s'inquiéter de savoir si c'est un révolutionnaire qui parle, dirait : Oui, parce que cela est juste. Elle demanderait seulement que ce programme fût rempli avec toutes ses clauses, et qu'on s'arrêtât net là où « les droits acquis » et « les éternels éléments de la société » seraient en souffrance ; là où les réformes risqueraient de se transformer en destructions.

Il est vrai qu'à ces conditions il pourrait advenir que le but socialiste ne fût pas atteint, je veux dire en ce qu'il a d'utopique ; mais on le verrait bien ! et pourquoi nous refuserions-nous à en faire l'expérience ?

Pourquoi le socialisme lui-même, s'il veut rester honnête, s'entêterait-il dans des réformes qui seraient condamnées par la vie ou qui ne se pourraient réaliser qu'au prix de l'injustice ?

N'est-ce pas un socialiste qui a dit, dans une brochure fameuse [1] : « Notre but n'est pas d'élever sur un plan arrêté selon des rites pres-

1. Millerand, *Le Socialisme réformiste*, p. 8.

crits un édifice immuable ; il n'est pas de construire une église pour une secte ; mais de rendre pour tous les hommes le monde plus habitable par la disparition successive des iniquités sociales, par l'éducation de l'homme émancipé progressivement des tyrannies intérieures comme des contraintes extérieures. »

Bravo ! nous sommes avec vous, pourvu que vous vous mainteniez dans ces termes. Nous sommes pleinement d'accord tant que vous voudrez seulement « assurer à chaque homme son développement intégral, abolir tout ce qu'ajoutent d'amertume et de misère aux inégalités naturelles les inégalités sociales [1] ». Il s'agira seulement des moyens. Si les vôtres sont justes, nous y applaudirons ; s'ils nous paraissent injustes, ou utopiques, ou perturbateurs, nous les combattrons ; mais qu'il soit entendu que comme chrétiens nous ne repoussons qu'une chose : le mal, et que nul système économique ne nous trouvera disposés à refuser l'examen ni éventuellement le concours.

Il faut cependant y regarder d'un peu plus près, et voir pourquoi, en fait, les catholi-

1. Millerand. Discours prononcé dans le XII[e] arrondiss., le 3 décembre 1902.

ques, tout disposés qu'ils soient à écouter les revendications justes, sont obligés de combattre souvent les points de vue socialistes.

Il y a pour cela des raisons en grand nombre, dont nous citerons quelques-unes en abordant le détail. Pour aujourd'hui, je m'en tiendrai aux plus générales, vous allez voir qu'elles sont déjà puissantes, et que nul homme de sens n'a lieu de s'étonner de l'opposition fréquente que nous devons faire au socialisme, même sur les points où nous venons de dire pourtant : Rien ne nous sépare irrémédiablement en principe, et nous n'avons ni ne pouvons avoir nul parti pris.

II

Une première source de désaccord entre l'esprit chrétien et l'esprit socialiste dans leur application aux faits économiques, c'est que le christianisme est par essence une école de bon sens, et que le socialisme s'est montré jusqu'ici, parfois à un degré inimaginable, l'école de l'utopie.

Je ne voudrais pas incriminer les intentions;

mais aujourd'hui surtout que le socialisme est sorti de sa phase héroïque et protestataire pour devenir un parti politique, il y a chance pour que les ambitieux s'en emparent et que, soucieux de flatter plutôt que de servir ceux dont le suffrage leur importe, ils s'attachent aux chimères plutôt qu'aux réalités souvent dures.

Quoi qu'il en soit, ce caractère se retrouve et dans la méthode du travail qu'emploie le socialisme, et dans le but qu'il poursuit, et dans les échéances qu'il assigne aux réformes.

Sa méthode de travail, je vous invite à vous en rendre compte en lisant les ouvrages socialistes. Vous avez chance de trouver là, je pense, ce qu'il y a de plus sérieux dans le parti. Ceux qui écrivent sont les savants du groupe; ils le représentent sans doute plus favorablement que les braillards des réunions publiques ou les propagandistes des rues.

Or, comment procèdent-ils? — Jamais par induction, par recherches patientes, par monographies soigneusement étudiées, par analyses et par synthèses prudentes et successives; toujours par aphorismes, par sentences, par grandes idées systématiques sur le *Travail* et sur le *Capital* (avec de grandes majuscules);

sur l'*Avenir,* qui ne se dévoile à personne; sur le *Progrès,* dont ils ignorent les premières conditions.

Le sentimentalisme, le procédé imaginatif ou aprioristique : voilà le caractère dominant de leurs travaux. Karl Marx, le plus puissant d'entre eux jusqu'ici, n'est qu'un grand métaphysicien, ce qui est une grave injure, quand il s'agit de science sociale.

J'oserais conseiller à ces messieurs de rechercher, dans l'*Introduction à l'étude de la Médecine expérimentale* de Claude Bernard, les véritables conditions de la science et les chemins que doivent prendre les chercheurs. Ils trouveraient là des leçons fort utiles, et sachant que le vivant aux millions de têtes qui s'appelle une nation, aux milliards de têtes qui s'appelle une humanité étant encore bien plus complexe qu'un vivant isolé, et que la science qui l'étudie étant donc plus complexe aussi et plus hasardeuse, ils comprendraient qu'il ne faut pas y aller avec cette belle audace, ni prétendre à construire en un tour de cerveau un peuple ou une humanité nouvelle.

La tendance perpétuelle du socialisme est de

déduire, par des procédés purement logiques, tout ce qu'il croit être les conséquences du rôle théorique de l'État ou des rapports abstraitement conçus des éléments sociaux, sans voir si les applications cadrent avec les faits ; si l'on ne risque pas de travailler en sens inverse de ce qu'on voulait atteindre ; si des répercussions inattendues ne rendront pas votre action homicide ; si d'autres intérêts non moins légitimes que ceux dont on s'inquiète ne vont pas se trouver compromis.

Il y a là un danger des plus graves, et cela suffit pour que l'homme religieux se croie tenu à de la réserve.

Une doctrine organique comme le christianisme, habitué à suivre les faits pas à pas ; à se diffuser dans la vie pour l'orienter lentement, patiemment vers des fins supérieures ; mais non à régir en esprit des entités abstraites, ne peut regarder d'un très bon œil un travail doctrinal dont les allures promettent comme aboutissement la chimère.

Toute chimère est nuisible, en fait de pratique sociale ; car la chimère vous dégoûte du réel, vous invite à le démolir, et une fois les démolitions faites, ne pouvant édifier les bâtisses nouvelles, que le sol ne veut pas por-

ter, on se voit réduit à habiter des ruines.

Le christianisme n'aime pas les ruines, et à cause de cela il n'aime pas les chimères.

Le christianisme est une doctrine de vie; il suit, dans son action séculaire, les procédés de la vie, s'avançant pas à pas et ne s'égarant point dans les rêves, lui qui porte en son sein l'idéal le plus haut qui ait jamais hanté les hommes.

Le socialisme, s'il voulait l'étudier à ce point de vue, apprendrait de lui une vérité sociale qui le garderait de bien des folies, sans d'ailleurs lui enlever rien de son ardeur réformatrice : c'est que personne ne sait — personne, entendez bien — ce que peut être et ce que par conséquent doit être, économiquement et socialement, l'avenir.

Nous souhaitons tous arriver au plus vite à vaincre la misère et à réaliser les réformes utiles; mais dans quelles conditions, sous quelle forme demain pourra contenter nos désirs, c'est ce que personne ne sait, et j'aimerais à vous montrer que ceux qui croient le savoir, dans le camp socialiste, s'abusent et sont de tous les plus éloignés peut-être du vrai.

Persuadez-vous bien, Messieurs, que le pro-

blème social, envisagé ainsi dans son ensemble, est proprement un problème surhumain; que nul individu, même génial, ne le peut embrasser dans sa complexité effrayante; que nul ne peut prévoir les chocs en retour qui pourraient résulter d'une mesure un peu vaste expérimentée sur le champ immense du travail international, de la propriété ou de l'échange, et que par conséquent il y a folie à vouloir, aujourd'hui, en prenant un système pour base, forcer les faits à y entrer, au lieu de traiter ceux-ci avec tout le respect que la réalité demande toujours de ceux qui veulent aider sa marche.

Il n'y a que la vie elle-même, vous disais-je, qui puisse trouver les chemins de la vie.

Dans la nature, ne le voyons-nous pas? La nature, dans l'hypothèse la plus favorable — je veux parler du transformisme — ne réalise ses évolutions que par étapes, et en vertu d'adaptations successives dont chacune doit se caser avant qu'en intervienne une autre. Qui pourrait dire d'avance les routes où elle s'engagera! Cela dépend de circonstances trop multiples pour qu'un regard humain les supputе.

Les coups de baguette magique sont incon-

nus de la nature. Ils ne le sont pas moins de tout ce que la nature inspire et qui prétend lui emprunter un peu de son éternité toujours jeune.

Demandez aux artistes si nos grandes cathédrales gothiques, œuvre de vie autant que la pierre se prête à cette apothéose, ont poussé en vertu d'une idée préconçue, d'un idéal de rêve. On l'a cru quelque temps, et c'était l'utopie — on la retrouve partout — qui hantait le cerveau des esthètes. En réalité, leur naissance, au témoignage de ceux qui savent en disséquer la membrure, a été à très proprement parler *organique*. Ce sont des nécessités de construction, créées par des nécessités d'emploi, qui ont inspiré ces formes merveilleuses à des hommes d'ailleurs artisans de beauté. Hors de là, l'esthétique littéraire et toute superficielle qu'on leur prête n'eût produit que des échafaudages de carton.

Ainsi en est-il dans notre cas. C'est le mouvement même de la vie ; c'est notre action sociale quotidienne qui, si elle était régie par des hommes pénétrés de l'amour du bien public et en particulier des petits, amènerait les vraies réformes. Il conviendrait de n'agir que sous la pression même des faits sociaux; de n'exé-

cuter chaque jour que la dose de réformes que comporte la vie réelle; de n'élaborer, en fait de programmes d'action, que des programmes successifs, dont chacun devrait attendre, pour venir à son heure, les résultats de celui qui l'a précédé.

En ce sens-là, je dirais volontiers avec Gambetta que *la* question sociale n'existe pas, ou qu'on ne sait pas en quoi véritablement elle consiste; mais qu'il y a *des* questions sociales, à résoudre l'une après l'autre, avec patience autant qu'avec générosité.

Le socialisme ne sait pas cela, et c'est une des raisons pour lesquelles, sous sa forme actuelle, il constitue un danger redoutable, et c'est une des raisons pour lesquelles le christianisme, dévoué à la conservation sociale, qu'il sait être la condition toute première du progrès, se voit obligé de le combattre. Ce n'est pas un idéal qu'il poursuit; c'est une méthode d'utopie; c'est le refus de comprendre qu'avant de voir se réaliser, dans la mesure où ils sont réalisables, nos souhaits communs, il nous faut parcourir prudemment, sagement, attentifs à ne rien briser, des étapes et des séries de déterminismes dont personne, personne, encore

une fois, ne peut prédire ni le nombre ni la loi de succession.

Ce n'est pas à dire, Messieurs, qu'une hypothèse sociale, comme le collectivisme ou toute autre, doive être systématiquement écartée comme nuisible, par l'homme qui n'a d'autre souci, comme nous, que de sauvegarder la vie humaine.

J'ai dit il n'y a qu'un instant : Rien n'empêche un chrétien d'être collectiviste. Mais j'ai ajouté aussitôt : Il y a la façon, et la façon, c'est avant tout d'être prêt, en vertu de la prudence supérieure dont nous venons de fixer les règles, à faire fi de sa propre hypothèse, à l'heure précise où elle se trouverait en conflit avec les faits, disons ici avec la justice d'une part, avec la sagesse de l'autre.

N'est-ce pas ainsi que procède le savant?

J'emprunte volontiers mes exemples aux sciences naturelles, pour lesquelles nos socialistes affectent une vénération si grande.

Qu'ils s'adressent au grand maître dont j'invoquais tout à l'heure l'autorité : il leur dira à quoi servent les hypothèses, dans les sciences. Elles servent, déclare-t-il, à provoquer les recherches; à stimuler le travail, en lui donnant

une direction provisoire; mais elles ne sont utiles qu'à condition de ne pas enchaîner l'esprit, en le fixant prématurément dans une interprétation des faits que les faits peuvent demain contredire.

Une hypothèse est une question posée à la nature; un *peut-être* qu'on lui soumet humblement en la priant de répondre. La réponse qu'elle nous fait au cours de nos expériences ultérieures, il la faut écouter à genoux, et lorsqu'elle parle, on doit se taire. Nous n'avons pas à faire plier les faits devant nos théories; mais bien nos théories devant les faits, et l'un des grands écueils de la science, au dire du grand savant que je vous cite, c'est de n'écouter la voix de l'expérience qu'à travers des idées préconçues, et de ne prendre en ses réponses que la partie des résultats qui favorise nos hypothèses.

Or je demande si ce n'est pas très évidemment de cette dernière façon que procèdent les socialistes.

Pour eux, le collectivisme et autres conceptions sociologiques du même genre, ce ne sont pas des hypothèses, mais des dogmes. Ils voudraient obliger les faits, et au plus vite, à entrer

dans ces cadres, quitte à les mutiler, ce qu'on ne peut manquer de faire, lorsqu'il s'agit non plus de science théorique comme tout à l'heure, mais de pratique, d'expérimentation humaine, et, si je puis ainsi dire, de vivisection sociale.

J'ai comparé, dans notre premier entretien, les socialistes aux alchimistes. Je n'oublie pas que les alchimistes, en cherchant sans succès la pierre philosophale, ont trouvé sur la route le phosphore et rendu maint service à la science : tel est le bienfait des hypothèses. Mais il y a une différence malheureuse, c'est que l'alchimie socialiste ne s'adresse plus à d'innocentes mixtures, et que la conséquence de l'erreur, ce n'est plus seulement ici de retarder le progrès, mais de tourmenter une matière vive et d'inquiéter l'avenir.

Voilà pourquoi nous résistons, nous, chrétiens. Ce n'est pas pour des raisons de théorie pure; ce n'est pas pour reprendre après coup les concessions larges que nous faisions tout à l'heure à la liberté du travail, même chez les socialistes. Mais n'avons-nous pas lieu de nous plaindre, si jusqu'ici, à part quelques services rendus, l'utopie a régné en maîtresse, et si pour quelques lois, quelques idées heureuses et quelques ré-

formes utiles introduites, on brise ou menace de briser tous les cadres sociaux, compromettant ce que la tradition chrétienne, avec juste raison, considère soit comme une nécessité permanente, soit comme un abri provisoire, mais qu'il ne faudrait renverser qu'après avoir patiemment préparé celui du lendemain.

J'apporte ici, Messieurs, en vous parlant de provisoire et de définitif, une distinction qui nous met sur la route d'un nouveau grief contre ce que je pourrais appeler la politique générale socialiste.

Cette distinction est tellement capitale que Mazzini lui-même, dans le texte que je vous ai cité, ne pouvait s'empêcher de la mentionner pour corriger sa thèse révolutionnaire. Il ne voulait détruire, disait-il, aucun des « éternels éléments de la société ». Il reconnaissait donc qu'il y a des éléments éternels de la société, c'est-à-dire des faits tellement primordiaux et des institutions tellement nécessaires que le respect des uns et la conservation des autres doivent passer à l'état de principe intangible, et que leur destruction ou leur méconnaissance équivaudrait à la ruine même de l'ordre humain.

Or, demandez au socialisme s'il respecte vraiment ces deux choses.

Qu'y a-t-il de plus primordial que le fait des inégalités naturelles ? Qu'y a-t-il de plus nécessaire à la conservation humaine que l'institution familiale ? Je citerais maint autre cas; mais ceux-ci sont frappants et suffisent à caractériser la méthode.

La famille, on la sacrifie ; non pas dans tous les groupes, j'en conviens ; mais à une majorité assez forte pour que le parti, qui tient tant à son unité, en porte la responsabilité collective. Et je voudrais savoir d'un homme réfléchi quel qu'il soit si une telle attitude n'est pas de nature à éveiller une défiance invincible.

N'est-ce pas un principe de science naturelle que plus une condition de la vie est générale, plus elle vous conditionne, c'est-à-dire plus il est impossible d'y échapper sans échapper à la vie même. Or, la famille est une condition de vie qui affecte l'homme non seulement en tant qu'homme, je veux dire en ce qui nous est commun comme êtres intelligents, mais encore comme animal, puisque, même sous ce rapport, sa vie ne peut être gardée, développée selon sa loi et heureusement insérée dans la souche

sociale que par la grâce d'une action familiale permanente. Il n'est donc pas de conception sociale ni de rêve millénaire qui ait le droit de s'interposer ici, et nous ne pouvons que condamner une doctrine qui, au lieu de consolider nos foyers, déjà ébranlés par tant de secousses, voudraient en jeter au loin les pierres et en disperser la flamme au nom de je ne sais quelle liberté de l'amour; comme si l'amour, ainsi que tout le reste, ne devait pas accepter de se faire le serviteur du bien, au lieu d'en devenir l'enfant terrible et le perturbateur.

Relativement aux inégalités sociales, que cherche à obtenir le socialisme, au dire de ses représentants je ne dirai pas les plus autorisés, mais jusqu'ici les plus nombreux et les plus actifs? — Il poursuit l'égalisation des classes, non pas en ce sens que, tous égaux devant Dieu et devant le devoir, égaux devant la loi et devant la solidarité sociale, nous puissions développer sans contrainte ce que la Providence nous a donné de ressources; mais en ce sens follement utopique que l'inégalité des conditions devrait disparaître, ce qui veut très exactement dire qu'un jour les lichens des rochers pourront devenir des chênes; que les nains deviendront des

géants, ou comme c'est trop manifestement impossible, que chênes et géants seront traités sans doute par la méthode de ces Chinois qui font pousser un homme dans un pot, afin de réduire sa taille.

Il n'est pas étonnant qu'au nom de l'intérêt humain, le christianisme élève ici une protestation énergique. Le rôle social est à ses yeux non d'établir, par je ne sais quels moyens, une égalité factice ; mais de détruire peu à peu, par des moyens prudents et justes, les inégalités factices.

Ramener les hommes à être ce que Dieu veut qu'ils soient, ce qu'ils veulent être eux-mêmes par l'effort, au lieu de les livrer aux hasards et aux iniquités sociales : voilà ce que nous avons dit être le but de toute l'évolution économique. Mais rendre égaux les hommes en dépit de la nature qui les a doués de façons si diverses, et de leur liberté qui emploie si différemment ses ressources, c'est une utopie tellement lourde que son poids ne pourrait manquer d'écraser la vie partout où elle voudrait pousser ses jets et utiliser la sève qui les gonfle.

Ne plaçons pas notre idéal hors des pouvoirs de la nature ; désirer ainsi, ce n'est plus dé-

sirer, c'est rêver, et tous les rêves sociaux sont funestes.

De toute façon, Messieurs, la méthode utopique inspire au christianisme une invincible horreur. A cause de cela, le socialisme, qui n'a pas su s'en dégager encore, lui semble un ennemi de son travail. Il en sera ainsi jusqu'au jour où, cessant d'être révolutionnaire, le socialisme consentira à être simplement réformiste. L'exemple lui en a été donné dans son sein : il ne l'a pas compris; qu'il nous permette, alors, de rester dans l'expectative.

« C'est la vérité qui vous affranchira », a dit le Christ; notre Église catholique se souvient de cette parole. Elle ne veut pas, pour conquérir une popularité vaine, se jeter dans des aventures dont la fin peut être terrible.

Faire croire qu'on va demain, par la seule vertu d'un système, fût-ce le collectivisme, changer les lois de la vie économique et installer, au bénéfice du travailleur, le paradis sur terre, c'est une folie dangereuse et coupable. L'homme qui l'a cru, se voyant déçu toujours dans son espérance, s'aigrit et devient un gibier de révolution.

J'ai presque honte, Messieurs, de répéter, tant il a servi, ce mot de Franklin qu'on devrait bien sculpter quelque jour sur nos bourses du travail, afin de nous éviter de le redire : « Celui qui s'efforce de persuader à l'ouvrier qu'il peut arriver à la fortune autrement que par le travail et l'épargne, celui-là est un menteur et un criminel. » Voilà ce que pense l'Église catholique. Elle le dit, et Dieu veuille que l'avenir ne lui donne pas raison plus qu'elle ne le souhaite! Dieu veuille que l'expérience socialiste ne nous coûte pas trop cher, et qu'il ne faille pas revenir de trop loin à la vérité sociale.

N'est-il pas triste infiniment de constater cette loi de l'histoire que nous nous acharnons à perpétuer, à savoir que l'humanité ne reconnaisse les vérités pratiques qu'après avoir violemment souffert de l'erreur, et que toutes les démonstrations qu'elle se fait à elle-même soient des démonstrations par l'absurde!

Notez, Messieurs, que le danger de l'utopie est particulièrement à craindre sous un régime comme le nôtre. Le parlementarisme en multiplie l'effet; car l'opinion égarée pesant de tout le poids du suffrage sur nos législateurs,

ceux-ci se voient entraînés, fût-ce sans conviction, à voter des mesures imprudentes, des lois mal étudiées, dont le moindre inconvénient est de créer l'instabilité, si funeste à la vie sociale ; de décourager l'entreprise, et de ruiner par là, en même temps que les patrons, ces ouvriers pour lesquels on se disait plein d'amour.

On ne taquine pas en vain la force des choses : voilà ce dont il faut se pénétrer. On la peut orienter vers le mieux par une action prudente ; mais la brusquer follement, c'est exposer et soi et ses clients à être soulevés comme un fétu et roulés quelque jour par la vague dure.

LE SOCIALISME

ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

III. — LE CAPITAL. L'HÉRITAGE. LA PROPRIÉTÉ

St. Albert's College Library

LE SOCIALISME

ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

III. — LE CAPITAL. L'HÉRITAGE. LA PROPRIÉTÉ

Messieurs,

L'Église n'a pas, à proprement parler, de doctrine économique, et elle se trouve donc, à ce point de vue, dans une complète indépendance d'esprit pour juger les doctrines socialistes : telle est la vérité que j'aurais voulu avant tout vous voir retenir, après notre dernier entretien.

Nous y avons ajouté cependant des considérations qui complètent la première, en ce que lorsqu'on a dit ainsi équivalemment : Le christianisme n'a aucune objection de principe à

opposer au socialisme, en tant qu'il est ou prétend être une doctrine scientifique, chacun se demande : Pourquoi donc, jusqu'ici, la plupart des chrétiens, et leurs autorités en tête, ont-ils fait grise mine aux partisans de cette doctrine?

Je ne parle pas ici des ajoutages de toute nature que les socialistes ont cru devoir faire à leur système économique, et dont la plupart se trouvant nettement hostiles à la foi ne peuvent trouver en nous que des protestataires; mais sur le terrain économique où nous sommes présentement, pourquoi ce mauvais vouloir apparent, ou pour mieux dire ces résistances?

J'en ai fait voir les raisons générales. Je veux préciser aujourd'hui quelques points.

Quand je dis préciser, je l'entends naturellement dans la mesure où un prédicateur d'Évangile le peut et le doit faire.

Je n'ai pas pour mission de dresser devant vous le catalogue des lois qui devront être votées dans la prochaine législature.

Je n'ai point à forger des lois; non pas même à en suggérer; mais à fournir l'esprit qui les devrait animer, en l'empruntant à l'Évangile et à la tradition chrétienne. Si je m'avançais

plus loin et assumais la charge qui revient au législateur, tout homme grave de cette assemblée serait à bon droit révolté de mon outrecuidance.

J'espère ne mériter point ce reproche. Toute la question pour nous est de nous montrer chrétiens, et de dire comment on l'est en abordant la science économique. A celle-ci désormais de faire son œuvre, en posant des *mineures* compétentes aux *majeures* que nous lui aurons fournies.

Dans cet esprit, Messieurs, et dans ces limites aussi, je me propose d'aborder aujourd'hui trois problèmes, parmi les plus importants que soulève l'économie socialiste, je veux parler du *capital,* de l'*héritage,* et principalement de ce qui fait toujours l'arrière-plan de toute discussion entre socialistes et anti-socialistes : le *droit de propriété.*

I

Je n'ai plus besoin de vous dire, après mes déclarations de tout à l'heure, que je ne me propose point, à propos du capitalisme, de re-

commencer l'ouvrage de Karl Marx : *Das Capital.*

Je veux seulement faire remarquer combien les partis pris et le paganisme haineux qui président trop souvent à nos relations sociales arrivent à altérer sur ce point les vérités les plus élémentaires.

Toute une école oppose violemment le capital au travail, voulant donner à celui-ci tout, ne voulant voir dans l'autre qu'un vampire ; et cela est une erreur grossière, mère d'injustices effrénées.

D'autres, pour corriger l'erreur, et pour répondre aussi, je pense, à l'injustice, refusent de voir que dans la collaboration nécessaire du capital et du travail, c'est le travail qui a droit à la prééminence.

De là des luttes passionnées ou des oppositions sourdes qui ne contribuent guère à engendrer la paix, ni à procurer une réelle solution des problèmes.

Quoi d'évident, pourtant, comme la valeur et en même temps l'incomplet de la formule suivante, mise en avant par les conservateurs, et qui à la fois les justifie et les accuse : *Le capital, c'est le travail d'hier, et le travail, c'est le capital de demain.*

Discuter cette formule en esprit d'équité, ce serait nous mettre d'accord en une question qui crée des haines irréductibles.

On ferait voir tout d'abord que dans une large mesure, en effet, le capital, c'est le travail d'hier; c'est le résultat d'une accumulation d'efforts qu'on a lieu de respecter en raison même de ce qu'on accorde à l'effort actuel et d'honneur et de prix.

N'y a-t-il pas une unité dans notre vie, et j'ajouterai tout à l'heure une solidarité entre certaines vies mises en grappe ? Est-ce qu'hier et aujourd'hui, est-ce que le père et le fils sont sans lien, et dans la mesure où le capital, représentant cette unité, cette solidarité humaine, met sous cette double forme le passé au service de l'avenir, n'est-il pas clair qu'il y aurait injustice et folie à ameuter l'opinion contre lui, opposant ainsi l'une à l'autre deux formes d'énergie également nécessaires ?

Le capital est dans la société ce qu'est l'énergie potentielle dans la nature. Il le faut employer avec soin, comme on emploie les eaux élevées, en ménageant des chutes et en disposant des turbines; mais le vilipender, c'est blasphémer la force, et le supprimer à

jamais, ce serait, comme dans le cas de la nature, amener l'arrêt universel et la souffrance de tous.

On pourrait exprimer la chose en disant que le capital est du travail cristallisé, et le travail du capital liquide. Seulement, la cristallisation du capital n'est pas une cristallisation morte : c'est celle des cimes neigeuses qui coulent incessamment, et créent la régularité dans les arrosages de la terre, à laquelle les pluies du jour ne suffiraient pas.

En fait, là où le capital est florissant, le travail l'est aussi : les exceptions sont rares. Ce qui est donc intelligent, c'est de tendre à ce que le travail et le capital reconnaissent leur solidarité et en tirent la règle de leur conduite réciproque. Mais supprimer celui-ci, ce serait une folie monstrueuse, puisque ce serait s'attaquer à la fois et au travail d'hier que le capital représente, et à la richesse de demain qu'il contribue à procurer.

J'entends bien que le socialisme ne veut pas précisément supprimer le capital; il veut le *socialiser,* c'est-à-dire le mettre entre les

mains de la collectivité elle-même, au lieu de le laisser entre des mains individuelles, qu'il croit nécessairement égoïstes. Mais je me permettrai de lui faire remarquer que lorsqu'il s'agit d'une force, comme est le capital, l'égoïsme lui-même est de beaucoup supérieur à l'anonymat, lequel s'appelle énervement de l'énergie, veulerie collective, sous prétexte d'exploitation collective.

Il y a longtemps qu'un proverbe latin l'a dit : *Quæ communiter possiduntur communiter dissipantur :* c'est de la psychologie élémentaire, et toutes les fois qu'on en a poussé les conséquences au regard de la vie économique, et que ce sont des hommes vraiment compétents qui ont accompli ce travail, toujours le socialisme a été frappé tellement fort qu'il a dû se réfugier dans la foi, en un domaine qui relève de l'observation et de l'expérience. Ainsi les divinités d'Homère se réfugiaient dans un nuage pour éviter la lance des héros.

*

Est-ce une raison pour méconnaître cette vérité non moins élémentaire que c'est le tra-

vail actuel qui produit réellement la richesse, et que le capital n'est que son instrument?

Celui qui prête un instrument, qui s'en prive, qui risque de le voir ébrécher ou perdre, a droit à une rémunération; mais celui qui s'en sert pour labourer la terre ingrate n'a-t-il pas droit à davantage?

Or il arrive que celui qui laboure ne vive point, et que celui qui a prêté la charrue s'enrichisse.

Une foule d'iniquités peuvent sortir de là, et l'Église le sait bien, elle qui a résisté pendant de longs siècles au flot montant de l'usure, et qui entend par là non pas seulement l'intérêt excessif de l'argent, mais ce que nous appelons, nous, le prêt à intérêt, et qu'elle a toujours appelé, elle, le prêt à *usure*.

Si vous lisiez les très nombreux écrits qu'a inspirés cette question aux docteurs catholiques, vous y verriez la condamnation du capitalisme en termes plus mesurés, mais avec des arguments plus puissants que vous ne la pourriez rencontrer dans les ouvrages socialistes.

Ils vous feraient voir, par exemple, que l'argent n'ayant de prix qu'en vue de l'échange, et que son emploi se confondant proprement

avec lui en tant qu'il représente une valeur, placer de l'argent dans une affaire sans y aller de votre travail ou de votre risque, et demander qu'on vous le rembourse en y ajoutant le prix de son emploi sous forme d'intérêt, c'est en principe faire une chose déshonnête; car elle n'est susceptible que de deux interprétations également fautives. Ou bien vous réclamez qu'on vous paye deux fois la même chose : une fois le prix de votre argent en vous le restituant selon sa valeur, et une seconde fois le prix de son emploi qui se confond, avons-nous dit, avec lui-même ; ou bien vous voulez qu'on vous paye une chose qui n'existe point, à savoir cette valeur d'emploi qui, une fois retirée la valeur de l'argent, devient inexistante.

Ce raisonnement très simple et en même temps très profond a été appliqué par tous nos docteurs aux cas variés de l'usure, tant que celle-ci a marché à visage découvert et ne s'est point trouvée abritée en partie derrière des combinaisons financières qui mettent en jeu d'autres principes.

Il est certain en effet que l'Église semble se taire aujourd'hui sur cette question qui souleva jadis tant de poussière; mais ce n'est point

qu'elle ait changé d'esprit; c'est que la complexité croissante des affaires a fait passer le problème de sa forme élémentaire à des formes tellement compliquées que les hommes religieux ne le peuvent plus résoudre d'eux-mêmes.

Ne vous ai-je pas dit que toute solution morale qui met en cause une spécialité ne peut être que le résultat d'une collaboration entre le moraliste et le spécialiste en cette branche? Relativement au capital et à ses rapports avec le travail, l'Église est désarmée, dès qu'il ne s'agit plus de prêcher les principes généraux de la justice; mais de débrouiller l'inextricable écheveau de notre vie économique et financière.

Lui demander de lancer aujourd'hui contre le capitalisme une condamnation sommaire, ce serait lui demander de vouloir arracher à la fois l'ivraie et le bon grain; d'arrêter le mouvement des affaires; de s'opposer à une foule d'entreprises dont ne profite pas moins le travailleur que celui qui possède l'outil universel, l'argent.

Mais le sentiment qu'elle fournit, le principe qu'elle maintient, à savoir que l'argent n'a aucune valeur productive par lui-même; qu'il n'a donc droit, comme tel, à nulle rémunération; mais que, valant par le travail, il ne doit

profiter en principe qu'au travail, ce sentiment et ce principe doivent régir plus que jamais notre organisation économique.

Quiconque viendrait avec autorité essayer de reviser en ce sens notre régime ne pourrait que nous avoir pour alliés, et les abus ne manqueraient point dont il aurait à réfréner l'audace.

Il est bien impossible à un homme raisonnable de nier que le capital, arrivé à un certain degré, constitue une force qui n'est plus à proprement parler une force humaine, puisque les effets qu'elle produit non seulement sont mal attribués le plus souvent, mais ne correspondent plus à la valeur réelle des efforts et de l'intelligence qui l'ont produite et qui l'actionnent, les dépassant de beaucoup, et pour autant qu'ils les dépassent, rentrant dans la catégorie des forces brutes, des effets de masse et d'accaparement progressif, à la façon des boules de neige.

La boule de neige aussi représente un travail; mais sur un terrain approprié — et les milieux sociaux en fournissent — la boule de neige grossit de plus en plus par un effort de moins en moins grand. Tel est souvent le capital, et

si cela est vrai, je vois bien qu'il puisse y avoir pour le permettre des raisons de sagesse politique; mais je ne vois point qu'il y ait *droit*, et la sagesse même dont on parle, je ne puis m'étonner de ce que ceux qui en souffrent demandent à la reviser, pour y substituer s'il se peut une sagesse moins dure.

L'Église tombera d'accord avec le socialisme pour dire qu'il faut agir par tous les moyens honnêtes et légaux en vue d'empêcher les égoïsmes blindés d'or, ou si l'on veut le poids lourd et inconscient des intérêts de peser indûment sur les épaules du travailleur sans défense.

Et ce ne sera pas une raison pour que nous consentions aux mesures révolutionnaires! Celles-ci travailleraient en sens inverse de ce que nous voulons produire. La violence détruit; la prudence redresse. Il y a entre elles la différence de l'homme qui taille son arbre en vue d'en fortifier la sève à celui qui l'arrache dans un moment de colère, et qui n'a plus devant lui que du bois mort.

De l'héritage, je ne vous dirai que quelques

mots; car la question est simple, par le côté où nous pouvons la prendre ici.

La conception sociale qui voudrait l'abolir et qui, pour employer le langage collectiviste, n'admettrait « la consommation individuelle qu'au prix et au prorata de la production individuelle », me semble un peu bien enfantine. Il n'y a nulle chance pour que nous en arrivions jamais là; mais en tout cas, il n'y a nulle chance pour que, même en esprit, le christianisme se rencontre à cette extrémité de l'horizon avec le socialisme.

J'ai dit souvent que le christianisme est une doctrine de vie, en ce sens qu'il se tient le plus près qu'il se peut de la nature, si même il n'est pas plus exact de dire qu'il se confond avec elle, puisque, nous le disions l'autre jour avec les tout premiers chrétiens, il s'introduit dans le monde comme l'âme dans le corps.

Or, la nature nous crie que la solidarité familiale est chose sacrée, parce que c'est chose précieuse et bienfaisante à la vie humaine par excellence; que briser cet élan qui pousse le père à travailler à mort pour son fils, ce serait, en même temps que violenter les plus généreux sentiments, tarir des sources d'énergie en proportion presque inimaginable.

Rendre l'amour improductif : voilà quelle serait la formule de cette proposition socialiste. Quand chacun sait de quelle valeur humaine et par conséquent économique est un pareil ressort, est-ce donc si sage de le briser que cela doive tenter des réformateurs?

En tout cas, qu'ils en gardent la responsabilité devant les hommes. Nous n'en viendrons jamais, quant à nous, ni comme chrétiens ni comme hommes, à ce degré d'aveuglement qui fait prêcher au socialisme la solidarité internationale, et qui, en lui fermant les yeux sur les liens les plus évidents, les plus serrés, les plus sacrés de la solidarité naturelle, l'amène à ne voir dans le père et le fils, économiquement tout au moins, que deux individus quelconques.

Nous ne refuserions pas cependant d'examiner, sur ce point comme sur d'autres, s'il n'y aurait point à reviser, au besoin à réformer le code successoral qui nous vient des ancêtres. On s'y emploie en ce moment : je souhaite que l'on y réussisse.

Rien n'est éternel, en ce monde, en fait de régime particulier même des institutions familiales.

Une évolution s'est produite qui tend à favoriser la valeur personnelle au détriment d'une tradition de richesse et d'avantages qui pourrait, en s'exagérant, favoriser la stagnation sociale.

Le même principe qui nous a fait dire à l'instant : Ne tarissez point la source d'effort chez les pères, pourrait ici nous amener à dire : N'endormez point l'effort du fils par une possession séculaire que ne vient plus ennoblir et régénérer nul travail.

Que des générations entières d'arrière-neveux puissent se passer les uns aux autres, sans nul effort personnel, une fortune tant bien que mal acquise; la grossir par des spéculations dans lesquelles on aurait de la peine à voir un travail; s'en servir comme on se sert d'ordinaire de ce qui n'a rien coûté, et devenir ainsi, très véritablement cette fois, des parasites, ce n'est peut-être pas un bien.

Reste à savoir si l'on y peut parer sans faire un plus grand mal! Mais sur ce dernier point, c'est à nos juristes à répondre.

Tout ce que peut affirmer le moraliste, c'est qu'il y a là des excès qui, s'ils se peuvent écarter un jour sans nuire à la solidarité familiale bien comprise, méritent d'être écartés,

et nous-mêmes n'avons rien à dire, comme chrétiens, à ceux qui réclament une revision de l'héritage, si ce n'est ce que nous disons toujours et partout : Sagesse, prudence, justice, et particulièrement ici : Attention à ne point briser le ressort familial, et à ne pas verser dans un individualisme hors nature, qui sous prétexte d'abolir la paresse abolirait aussi le don de soi.

J'aborde maintenant le plus difficile de beaucoup, le plus délicat à préciser et le plus important aussi des trois problèmes que nous voulions examiner; problème, d'ailleurs, qui se trouve, vous disais-je, contenu dans tous les autres comme un sous-entendu permanent.

Nous n'en pourrons évidemment qu'effleurer la surface; mais je voudrais la rendre assez claire pour que sa transparence nous permît d'apercevoir le fond, tant le bénéfice d'esprit serait grand pour nous tous si nous pouvions nous faire une idée nette, bien que sommaire, des conséquences sociales que comporte le droit de propriété bien compris, et par suite du large terrain d'entente qui se pourrait trouver entre la morale sociale du christia-

nisme, que nous prêchons, et un socialisme assagi.

II

Il comparaît parfois devant nos tribunaux des malheureux inculpés de vol et qui, après examen de leur cause, apparaissent simplement comme des affamés qui ont dérobé pour vivre soit quelque argent, soit quelques aliments indispensables.

La justice, en pareil cas, se montre en général pitoyable; elle plaide les circonstances atténuantes; elle *excuse;* mais je ne sache pas jusqu'ici de magistrat qui ait osé dire fermement, en s'adressant à l'homme qu'il avait devant lui à la barre : Vous avez exercé un droit.

L'Église catholique est plus hardie. Elle est sûre de ses principes assez pour oser affirmer que l'homme qui prend le bien d'autrui en cas de nécessité extrême non seulement n'est pas un voleur, non seulement est un homme excusable, mais qu'il est dans son droit; qu'il n'est nullement tenu, même enrichi par la

suite, à restituer ce qu'il a pris ainsi, à moins — mais c'est une évidence! — que la victime du prétendu larcin ne soit pauvre elle-même.

Cette solution morale, pour qui l'a bien comprise, suffit à définir l'attitude de l'Église en face du droit de propriété.

Pourquoi est-il permis, à ses yeux, de s'approprier le bien d'autrui en cas de nécessité extrême? Évidemment parce que le droit de propriété n'est point pour elle un droit absolu. S'il était absolu, on pourrait bien encore demander à celui qui le possède d'en céder quelque chose; mais passer outre à son refus ne pourrait jamais être un droit.

Or, que le droit de propriété ne soit point absolu, qu'est-ce à dire?

C'est à dire qu'au-dessus de lui et avant lui il y a quelque chose qui le conditionne, qui le limite, qui l'oblige à s'inquiéter d'autrui et à servir autrui; qui ne permet point, quand on souffre alentour, qu'il se retranche et qu'il se mure. Et cela veut dire encore, en y regardant de plus près, que le droit de propriété n'est pas un de ces droits primitifs, auxquels on ne peut toucher parce qu'ils expriment la nature dans sa constitution primordiale. C'est un droit dérivé;

c'est un arrangement de la raison; arrangement nécessaire, peut-être, mais d'une nécessité relative à des conditions générales que certaines occurrences modifient, de sorte qu'il n'y a rien là d'immuable, ni d'intangible.

Bref, s'exprimer ainsi, c'est dire qu'en sa source profonde, le droit de propriété est autre chose qu'un droit : c'est un *service* fondé sur une *utilité sociale*.

Et en effet, c'est bien ainsi que l'Église catholique comprend le droit de propriété.

Demandez à saint Thomas d'Aquin, son oracle en ces causes difficiles, l'homme officiel, si je puis ainsi parler, à qui elle renvoie volontiers, comme le monarque à son ministre, celui qui veut connaître sa pensée, il vous dira qu'en principe général, et avant toute intervention de la raison jugeant de l'utilité sociale, la terre et tous ses biens ont été donnés aux hommes pour leur utilité commune, de telle sorte que, quant à l'usage qu'ils en font, ces biens doivent leur rester communs, passer facilement de l'un à l'autre, et n'être accaparés par personne à tel point que le possesseur se croie le droit d'en user et d'en abuser, d'en faire part ou de le garder pour soi en toute hypothèse.

S'il est licite, dit-il, et même nécessaire à la vie humaine de répartir les biens et d'en laisser la libre administration aux particuliers, c'est pour une triple raison d'utilité : premièrement afin que les biens soient mieux régis, chacun de nous y allant de son intérêt propre et de l'intérêt des siens, intérêt qui le prend autrement que celui d'une collectivité trop vaste; deuxièmement afin que l'ordre règne, au lieu du désarroi que produirait un communisme anarchique; troisièmement en vue du bien de la paix, l'indivision ayant coutume d'allumer les querelles.

Ces trois raisons de bon sens s'opposent évidemment au collectivisme; mais on voit clairement qu'elles sont fournies par une réflexion après coup, si je puis ainsi dire; par l'examen de ce que nous sommes en face de notre intérêt collectif et de la façon dont il nous convient donc d'opérer, si nous voulons sauver le bien humain, ce qui est le but de tout ordre social.

Partir de là pour dire : Ce qui est à moi est à moi; j'entends en faire ce que bon me semble; je ne permets à personne, en aucune circonstance, qu'il s'agisse d'un individu ou de l'État, d'y porter la main, ce serait un abus et une injus-

tice contre laquelle le docteur catholique s'élève avec sa véhémence tranquille.

« Ce qui est de droit humain, dit-il, ne peut pas déroger à ce qui est de droit naturel et divin. Or, selon l'ordre de la nature institué par la divine providence, les choses inférieures sont ordonnées à ceci que par elles il soit subvenu à la nécessité des hommes. On ne peut donc pas admettre que la division des biens et leur appropriation opérée selon le droit humain s'oppose à ce qu'il soit subvenu à la nécessité de tous. Et c'est pourquoi, conclut-il vaillamment, les choses que chacun possède en surabondance sont dues de droit naturel à la sustentation des pauvres. »

Sur quoi le grand docteur rappelle que saint Ambroise avait dit avant lui, sur le mode oratoire, en s'adressant au mauvais riche : « C'est le pain des affamés, que tu détiens; c'est le vêtement de ceux qui sont nus, que tu serres en tes garde-robes. Ton argent, c'est la rédemption et l'acquittement des misérables, et tu l'enfermes dans la terre! »

Cette doctrine largement humaine pourrait mener très loin, et nous rapprocher plus qu'on ne pense des points de vue socialistes.

Beaucoup de gens, parmi nous, et même des

historiens, ne savent pas s'en apercevoir, et à vrai dire, on leur pourrait trouver des excuses. Car on peut se demander pourquoi l'Église, si elle comprend ainsi le droit de propriété, se montre si réservée quand il s'agit d'en faire l'application au pauvre.

D'une part elle dit : Toutes choses sont communes quant à leur usage ; de l'autre elle dit : Vous ne toucherez pas au bien d'autrui hors le cas d'*extrême nécessité*.

Pourquoi l'extrême nécessité ?

Restreindre ainsi le principe au moment de l'appliquer, n'est-ce pas en réalité le détruire ?

La réponse est facile. Si l'Église réclame de l'individu en souffrance une preuve d'extrême nécessité, avant de lui permettre de faire brèche au droit de propriété personnelle, c'est qu'il est un individu, et que très évidemment, pour modifier à son profit un statut social aussi imposant et aussi nécessaire que le droit de propriété, l'individu doit pouvoir invoquer une raison extrêmement grave.

Voudriez-vous qu'on laissât à notre arbitraire le droit de dire à la moindre gêne : J'ai besoin d'argent ; toutes choses nous sont communes par nature : je fais appel à la nature et je me paie ?

Que deviendraient alors ces trois biens qu'on avait prétendu sauvegarder par le statut social de l'appropriation personnelle, à savoir la sécurité et l'ardeur dans le travail, l'ordre public et la paix? Personne ne serait plus assuré de rien, n'aurait courage à rien; tout serait livré au désordre et à l'insécurité; nous retournerions à la vie sauvage.

Il faut qu'il y ait proportion entre la valeur humaine du statut social établi et l'importance des motifs qui pourront en suspendre l'effet en faveur du pauvre, et puisque l'importance est extrême de ce statut social, extrême aussi doit être la nécessité qui en dispense.

Tel est le raisonnement catholique.

Mais si les droits de l'individu expirent là; si ses pouvoirs ne vont qu'à l'appropriation *in extremis* de ce qu'on appelle bien d'autrui, les pouvoirs de la collectivité elle-même et de l'État qui la représente ne pourraient-ils aller plus loin?

Qu'est-ce qui peut s'opposer à ce que la société, toute prudence sauvegardée, tempère, elle, de son autorité souveraine, un statut social qui serait reconnu oppressif pour une

catégorie de ses clients; corrige le droit de propriété — droit dérivé, je le répète — par un appel au droit primitif de la communauté des biens quant à l'usage?

On peut voir là, certes, de grands périls; l'exercice d'un tel droit pose des questions de sagesse et d'opportunité qui deviennent indirectement des questions de justice; mais la justice dont on parle alors est d'une espèce particulière : c'est celle qui appelle un bon gouvernement; celle qui ne permet — nous le disions — de toucher à une tranquille possession qu'avec un motif proportionné aux atteintes qu'on lui porte : ce n'est pas celle que pourrait invoquer en faveur de ses revendications un droit de propriété absolu; comme l'ont pensé et le pensent encore une foule de bons conservateurs.

Le *jus abutendi* des législateurs romains est chrétiennement inacceptable. Le fondement premier du droit de propriété, c'est le droit de vivre, en empruntant à la nature, par le travail, les ressources qu'y a déposées le Créateur. L'appropriation individuelle des biens est destinée à ce qu'on en vive mieux, et non à ce qu'on en meure. Si à un moment donné

cette appropriation se trouve organisée de telle sorte qu'une part du troupeau humain ne trouve plus sa subsistance, là où d'autres se peuvent largement et même scandaleusement enrichir, le droit de propriété perd pour autant sa raison d'être, et le droit public a lieu d'intervenir pour rétablir par des mesures sages l'équilibre rompu des biens.

Envisagées ainsi, certaines mesures fiscales que prônent les socialistes — je veux parler de celles qui atteignent la richesse acquise ; qui frappent le revenu, fût-ce selon le mode progressif — peuvent bien encore être regardées comme impolitiques, et si elles sont impolitiques, elles sont injustes; mais leur principe moral trouverait facilement sa justification chrétienne, et elles ne méritent aucunement, en principe, le nom de *spoliations* que leur inflige volontiers une certaine école.

Nous avons vu objecter encore, contre cette interprétation, que les Pères de l'Église et les prédicateurs chrétiens attribuent d'ordinaire à la charité et non point à l'État le devoir de corriger, au bénéfice des petits, les consé-

quences d'un droit de propriété trop rigide. C'est vous, disent-ils sans cesse aux riches, qui êtes les économes de Dieu. Pourquoi les riches? c'est-à-dire l'arbitraire des intéressés, lorsque l'État est là, représentant la communauté que nous formons, et en mesure comme en droit — d'après votre doctrine — d'appliquer au bénéfice des pauvres le principe de la communauté usagère des biens? Si vos docteurs repoussent cette conséquence de leurs dires, c'est donc qu'il y a maldonne, et que leur théorie de la propriété n'est pas ce que vous prétendez.

Je reconnais la valeur de cette difficulté; mais qu'on fasse réflexion une fois de plus à ce que nous avons dit si souvent : L'Église n'a pas pour rôle de juger les statuts politiques. L'homme religieux n'est point législateur. Quand nous parlons des lois, nous en parlons en moralistes, et si l'homme compétent, juriste ou homme d'État, vient nous dire que les principes moraux dont nous avons la charge ne se peuvent appliquer à tel pays ou à telle époque que sous telle ou telle forme, au lieu de celle que nous pourrions rêver, nous n'avons qu'à nous taire, et, en ce qui nous concerne, à essayer de tourner la difficulté en faisant appel aux

bonnes volontés qui dépendent de notre influence.

C'est ce que firent très exactement les Pères de l'Église et les docteurs chrétiens. Ils n'essayèrent pas de faire brèche aux principes arrêtés de la législation romaine en matière de propriété : c'eût été bien en vain. Ils s'adressèrent à leurs fidèles, et leur dirent : Le superflu des riches appartient aux pauvres de droit naturel : voilà le principe. Les États ne croient point pouvoir, sans subversion de l'ordre public, toucher de leur propre autorité à la propriété privée — cette réflexion est manifestement sous-entendue dans leurs dires. — A vous, riches, concluaient-ils, de le faire librement, afin que les nécessités de l'ordre ne deviennent pas oppressives, et que la providence de Dieu qui a donné la terre à tous trouve en vous de bons économes de ses biens.

Cette attitude, de la part des hommes religieux, était la seule possible.

Mais si, à une heure donnée, le progrès survenant; notre organisation prenant plus de souplesse, d'unité et de plasticité; la solidarité humaine nous trouva par ailleurs plus disposés à la comprendre, il devient possible aux États, sans subversion aucune, ni sans décou-

rager le travail en limitant par trop la richesse, d'imposer à celle-ci ses devoirs, au lieu de les lui prêcher simplement, je vois bien le principe chrétien qui pourrait faire applaudir à cette initiative ; mais je ne vois pas celui qui la pourrait faire condamner.

En toutes choses, notre sociologie chrétienne présente ainsi une envergure large qui permet à tous les progrès de l'invoquer, sans que nulle nécessité du moment la puisse trouver revêche ou inattentive. C'est qu'elle regarde la nature en son fond, non quant à ses allures passagères, et qu'elle se trouve ainsi préparée, alors que nos progrès nous font prendre une meilleure conscience de nous-mêmes, à nous suivre en des voies où son esprit nous a précédés, et à nous dire : C'est bien, quoique nous fassions le contraire de ce dont elle s'accommodait à d'autres époques.

Croyez, Messieurs, que le socialisme, s'il apportait en cette question de la propriété un peu de vulgaire prudence, et une justice capable de s'élever à la conception de tous les droits, ne trouverait pas en nous des adversaires, mais des alliés convaincus depuis des

siècles. Car, en dépit de défaillances personnelles que je confesserai, nous n'avons pas renié notre histoire; nous n'avons pas rejeté nos principes, et nous savons comprendre qu'en la question présente, et les Pères de l'Église et l'Église, quant au fond de sa doctrine tout au moins, se trouvent plus près du socialisme que de Monsieur Thiers et de ses alarmes.

Le grand argument conservateur et le fin du fin de M. Thiers, quand ils défendent le droit de propriété à la romaine, c'est que la richesse est fille du travail, et que le travail c'est l'homme, et que l'homme est intangible, étant *né libre* — toujours! — et n'ayant de devoirs que ceux que lui imposent des droits concurrents.

Mais il y a beau temps que nous avons fait justice de cette thèse étroite et inconsciemment anarchique [1].

Il est bien vrai que toute richesse représente un travail; mais elle ne représente pas que cela. Notre travail ne produit pas plus à lui seul

1. Cf. *Nos vrais Ennemis*. Les fausses libertés. Paris, Lecoffre.

qu'un moulin à qui l'on ne donnerait rien à moudre, ni qu'un moulin requérant les efforts de cent hommes et que le patron actionnerait tout seul.

Notre travail s'applique à une matière. Cette matière d'où vient-elle? De la nature, laquelle, avons-nous dit, n'appartient à personne, mais a été donnée par Dieu aux fils de Dieu, pour qu'ils en vivent, ainsi que des frères dans la maison de famille.

En second lieu, et voulût-on considérer le travail seul, indépendamment de sa matière, les principes que je combats n'en seraient pas moins étroits et injustes.

Vous croyez, travailleurs, que le fruit de votre travail est à vous, parce qu'il vient de vous, et vous vous fâcheriez si quelqu'un prétendait lui trouver d'autres causes. Mais où donc avez-vous les yeux, si vous ne voyez pas la collaboration immense dont votre effort chétif est le bénéficiaire, et qui par conséquent a quelque droit au résultat, s'il dépasse en succès ce que requiert votre vie personnelle?

Pourriez-vous travailler, si vous n'étiez au monde? Qui vous a mis au monde? Est-ce vous-mêmes?

Pourriez-vous travailler, si toutes les conditions matérielles, intellectuelles, morales que vous fournit votre milieu et qui résultent de l'effort accumulé de millions d'hommes appartenant aux générations passées et à la vôtre, vous étaient subitement arrachées? Vous retourneriez simplement à l'état sauvage!

L'homme qui prend le « Métro » pour trois sous afin de se rendre à son travail se doute-t-il de ce que suppose de travaux antérieurs cette mince commodité mise au service du sien? Et c'est tout le long du jour et sous toutes les formes que l'univers et les siècles collaborent ainsi à son œuvre.

Nous sommes portés, tous, par le flot des générations et par la société universelle. Notre travail, c'est le travail de tous, plus le nôtre; c'est la taille du géant, plus celle du nain qui grimpe sur ses épaules; c'est le voyage en voie ferrée, plus les trois pas que nous faisons pour rentrer chez nous, à partir de la gare où l'on nous dépose.

Une goutte d' eau dans l'Océan : c'est la comparaison classique qui exprime à merveille ce qu'est notre travail par rapport aux travaux qui l'ont précédé et qui le conditionnent. Du fait de cette goutte ajoutée, il ne

faut pas nous croire le droit d'utiliser l'océan sans qu'il ait rien à dire. Un droit de contrôle et de limitation ressort pour le corps social de ce qu'il peut revendiquer pour sa part les neuf dixièmes, si ce n'est même beaucoup plus, de ce que nous avons cru produire à nous seuls.

Pour cette raison, les socialistes sont parfaitement en droit d'appeler *parasite* l'homme qui consomme et qui, sous une forme ou sous une autre, ne produit pas.

L'homme qui ne travaille point par lui-même et qui ne rend point service aux travailleurs vit manifestement à leurs dépens. La société entière travaille pour lui; il est le produit et le bénéficiaire d'une collaboration incessante, et si lui-même ne jette rien en retour dans la masse commune, comment refuser de dire que c'est un parasite, c'est-à-dire un voleur.

En ce sens restrictif, et moralement parlant, il est très vrai de dire : La propriété, c'est le vol. Et Dieu sait si le catholicisme s'est gêné pour le dire! Que le socialisme lui en sache gré, ce serait un devoir élémentaire, au lieu

de s'attarder en reproches superficiels sur les *bons pères* qui confessaient des reines et les curés qui dînent au château.

Est-ce une raison, d'ailleurs, pour que l'on exproprie le paresseux? C'est une autre question! Car la prudence sociale permettra difficilement que les pouvoirs publics assument un tel contrôle : les conséquences en seraient trop graves. Mais que, par une action générale, on tâche de diminuer le nombre de ces inutiles, c'est légitime et désirable. Le tout est dans le moyen employé, et je crains bien pour ma part que seule la sanction de l'opinion publique soit ici applicable; mais en tout cas le principe est certain : que les hommes compétents s'en emparent et s'en servent. S'ils trouvaient un beau jour quelque mesure prudente et bonne, nous ne pourrions, comme chrétiens, qu'y applaudir.

C'est pour la même raison que le travail, s'il aboutit à la richesse, n'a pas le droit de se renfermer dans sa possession et de dire : Ce que j'ai gagné est à moi!

Ce que tu as gagné est à tout le monde, riche, puisque tu ne l'as gagné qu'avec le se-

cours de tout le monde, et en appliquant ton effort à une matière qui appartient à tout le monde. Supporte donc que tout le monde, représenté par l'organisation sociale, ouvre en esprit tes coffres et se demande s'il ne serait pas bon, équitable, chrétien de t'inviter à contribuer, et au besoin de t'y contraindre, à l'intérêt commun de ceux dont tu es débiteur.

Encore une fois, je ne prétends nullement, en parlant de la sorte, donner des leçons au législateur. A lui de savoir ce qui est praticable; à nous de comprendre que l'application pure et simple à la vie sociale de principes absolus, c'est ce que nous avons appelé la méthode d'utopie. Mais n'est-ce donc rien, pourtant, que d'avoir des principes? Si nous en avions eu de meilleurs pour fabriquer nos codes, pour faire nos Concordats, comme aujourd'hui pour les défaire, nous n'en serions peut-être point au désarroi d'esprit qui est le nôtre, chacun tirant de son côté; chacun parlant de ce qu'il ignore ou de ce qu'il comprend mal; personne ne consentant — s'il est conservateur, à voir s'il n'y aurait pas quelque chose à changer à ses habitudes; s'il est homme

d'avant-garde, à voir s'il n'y a rien de bon dans ce qu'il veut renverser.

Toute décision pratique, ai-je dit, est une synthèse des principes et des faits. J'ai voulu vous montrer que les principes du christianisme ne sont pas si éloignés qu'on le croit de ceux d'un socialisme prudent; qu'ils en diffèrent surtout en ce que la vue des faits, éclairée par une expérience séculaire, le sentiment de la vie réelle, stimulé par la charité, imposent au christianisme des précautions et des tempéraments qu'ignore votre jeunesse frondeuse, socialistes; qu'ignorent surtout les sentiments haineux auxquels vous livrez votre cœur.

Je ferai voir à quel point la passion égare des hommes qui se disent artisans de solidarité.

Leur solidarité est trompeuse; leur amour de la vie ne sait pas respecter la vie, et c'est pour cela qu'ils proposent des mesures destructrices.

Qu'ils reviennent à la prudence et au véritable amour des hommes. Alors, munis de nos principes communs touchant la vie économique; ayant élagué d'une part les routines, de l'autre les excès novateurs, nous pourrons avancer vers une meilleure organisation de la terre, et le ciel, qui est notre objectif dernier, ne

trouvera rien à perdre à ce que ceux qui le doivent habiter aient fait en ce monde l'apprentissage d'une vie meilleure, d'une vie quelque peu délivrée des hasards, quelque peu largement humaine, et vivifiée par ce qui ne périt, dit saint Jean, ni en ce monde ni en l'autre : la charité.

LE SOCIALISME
ET LA SOLIDARITÉ

LE SOCIALISME

ET LA SOLIDARITÉ

Messieurs,

J'ai à vous parler, aujourd'hui, de la solidarité socialiste.

Vous savez à quel point ce vocable, surtout quand il écarte le mot charité, est en honneur parmi nos adversaires. S'ils voulaient le bien entendre, en dépit de ce qu'il a d'incomplet même en son meilleur sens, nous ne ferions nulle difficulté de reconnaître qu'il est précieux à répéter, et qu'il résume des faits que la science positive de ce temps a mis en admirable lumière.

La charité exprime pour nous un sentiment

qui peut suffire à tout, quand il est profond et sincère ; mais les meilleures choses ne perdent rien à ce qu'on les explique et les renforce. La solidarité explique la charité en ce qu'elle rappelle un de ses motifs : notre unité vitale, et elle la renforce en ce qu'elle fait remarquer l'intérêt que nous avons, formant une unité, à nous appuyer l'un sur l'autre pour réaliser nos communs désirs de bonheur.

Ainsi comprise, la solidarité a tous nos suffrages. Mais le socialisme la comprend-il ainsi, c'est une autre question.

Ils sont bien rares, parmi les socialistes, ceux qui signeraient ces paroles que je suis heureux de recueillir sur les lèvres de l'un d'entre eux : « Ce n'est ni par la haine ni par la violence que les travailleurs conquerront leur émancipation intégrale : c'est par la compréhension de plus en plus étendue, de plus en plus claire de leurs devoirs et de leur responsabilité [1]. »

En général, il s'agit de tout autre chose, et je suis obligé de relever, dans la solidarité socialiste telle qu'elle se trouve comprise d'ordinaire :

Premièrement une injustice ;

1. Millerand. Discours prononcé au banquet des Associations coopératives de production, le 12 juillet 1900.

Deuxièmement un non-sens ;

Troisièmement une tactique d'imprudents.

Je ne voudrais à aucun prix être injuste moi-même; mais je vais exposer les faits : à vous de juger s'ils ne justifient point ce triple reproche, et ne travaillent point à décourager ceux de nous qui ne demanderaient qu'à reconnaître dans le socialisme la doctrine de progrès, de justice et de fraternité qu'il prétend être, et que jusqu'ici, à coup sûr, il n'est point.

I

Est-ce vraiment faire injure aux socialistes que de leur dire : Jusqu'ici, en fait de solidarité, vous avez surtout fait appel à la haine, aux appétits, aux passions peu élevées que nourrit une partie de votre clientèle contre une partie de la nôtre. Votre premier travail est en bas, dans les parties honteuses de l'âme d'où vous risquez de faire monter et s'étaler toutes les fanges.

Vous raisonnez ensuite sur le travail et sur le capital; vous affectez l'allure scientifique; mais il est clair pour qui sait lire les plus cou-

rants de vos ouvrages que les conclusions où ils arrivent sont acquises d'avance ; que la science ne vient qu'après coup se mettre au service d'un sentimentalisme aigri, et que le principal bénéfice du lecteur sera de trouver dans ces spéculations la satisfaction plus ou moins logique de ses passions haineuses et de l'envie basse à laquelle il a livré son cœur.

Les prolétaires que le socialisme avancé lance à l'assaut de la société bourgeoise se touchent les coudes comme de bons assaillants ; mais c'est pour mieux écraser l'adversaire. Se sentir un avec lui, ou simplement compter avec lui, c'est une idée qui ne leur viendrait pas.

Vous rappelez-vous cette apostrophe d'un président de chambre syndicale ouvrière, en Belgique, qui, à quelqu'un qui l'appelait *partageur* répondit crânement : « Nous, partageurs ! Nous ne voulons pas partager : nous voulons tout! »

Je ne veux certes pas dire que cet état d'esprit soit celui de tous les socialistes ; mais c'est celui d'un grand nombre, et la plupart des autres y participent. Ils vont disant que l'égoïsme est la plaie de la société bourgeoise, et sous prétexte de supprimer l'égoïsme en haut,

ils le doublent, en l'installant en bas. A côté de l'égoïsme du jouisseur, ils fomentent l'égoïsme du jaloux et de l'arriviste. Au lieu de confondre l'un et l'autre dans une réprobation commune, ils flattent l'un d'eux pour le jeter contre l'autre, et tâchent d'unir les prolétaires afin de mieux diviser la patrie.

Or je dis que c'est là une façon de solidarité qui est injuste.

Est-ce donc la peine de dénoncer si fort l'esprit de *caste,* lorsqu'il se trouve chez le noble ou le bourgeois, si c'est pour instaurer l'esprit de *classe,* avec une étroitesse pareille et un pareil dédain d'autrui?

Ni au point de vue des sentiments qu'il fait voir, ni au point de vue de l'action qu'il suggère un tel esprit ne peut éviter le reproche d'injustice.

Les sentiments, je viens de les nommer par leur nom. L'envie, la haine, les accusations folles : voilà ce que montre une partie de ce milieu, qui se prétend réformateur.

Réformer, nous en sommes, et nous l'avons dit assez haut; mais ne faut-il pas d'abord comprendre qu'un état social quel qu'il soit est chose assez semblable à un phénomène naturel,

St. Albert's College Library

à une résultante de forces qu'on peut bien avoir lieu d'écarter, mais contre lesquelles il serait insensé autant qu'injuste de se mettre si fort en colère.

Qui donc est responsable de notre état présent, bon ou mauvais? Peut-on nommer quelqu'un? Peut-on dire : C'est la malice de tels et tels qui devient pour autrui une cause de souffrance? Il y a sans doute de cela; mais si le prolétaire réfléchit, il conviendra qu'il y a dans sa classe des sentiments et des façons d'agir tout semblables, à qui ne manque que la puissance pour devenir à leur tour oppressifs.

Qui peut prétendre avec quelque chance d'être cru que toutes les qualités sociales soient d'un côté et tous les vices sociaux de l'autre? Qui pourrait même dire à coup sûr qu'il y en ait plus ici que là? *Nous sommes tous sous le péché*, dit saint Paul; toute classe sociale fournit ses paresseux, ses fripons, ses faibles et ses misérables, comme elle fournit ses hommes laborieux, honnêtes, et forts, et généreux. Il n'y a que les mauvais sujets, ici ou là, ou bien alors les illusionnés de toutes les classes qui puissent se croire le droit de jeter l'anathème aux autres, et, sous prétexte de modifier un état de choses hostile, de s'attaquer à des personnes

qui n'ont ni plus ni moins de valeur qu'eux-mêmes, et qu'ils se hâteraient d'imiter, s'ils étaient à leur place.

J'inviterais volontiers l'ouvrier socialiste à faire cette expérience : Qu'il se suppose riche, et qu'il se demande, la main sur sa conscience, si à ce moment-là il considérerait la richesse comme un vol. Qu'il se suppose ayant des capitaux disponibles, et qu'il se demande s'il ne chercherait pas à leur faire produire un intérêt dans une entreprise. Qu'il se suppose ayant des fils, et qu'il se demande s'il refuserait, en raison de ses théories sur l'héritage, de leur passer son bien. S'il me répond, comme je le pense, qu'il ferait comme les autres, ce ne sera pas une raison pour qu'il ait tort de vouloir modifier le régime du travail et des biens; mais ce sera une raison pour qu'il ait tort de haïr ceux qui font simplement ce qu'il ferait à leur place, à savoir jouir du statut social, en attendant qu'on le dénonce.

Il y a des socialistes qui sont riches, et je n'admets pas qu'on leur en fasse un grief comme d'une contradiction; mais cela prouve du moins que les prolétaires, leurs clients, ne doivent pas en vouloir aux riches, eussent-ils

des raisons pour en vouloir à la richesse.

Il est permis à chacun de nous, sauf à en remplir les devoirs, de profiter des lois et des institutions existantes, et s'il est évident que les devoirs dont je parle ne sont pas toujours compris : comme c'est, je le répète, notre misère commune qui en est cause, et non la perversité de telle ou telle classe; comme par ailleurs il est manifeste que la bourgeoisie et le patronat de plus en plus se mettent à l'œuvre de solidarité, ceux qui déclarent la guerre sont coupables. On ne mérite pas de vaincre, quand on refuse de voir le bien là où il est, et quand on participe soi-même au mal qu'on dénonce.

Et c'est donc une première injustice à la charge du socialisme haineux que de fomenter les sentiments mauvais, au lieu de s'en tenir à l'esprit réformiste.

Il y en a une seconde.

C'est que dans l'esprit de la plupart, la lutte des classes a pour objet d'accaparer la puissance publique pour la mettre, dit-on, au service du peuple. « Tout pour le peuple et par le peuple », dit une formule fameuse.

Tout *par* le peuple, c'est affaire politique, et je n'en dirai rien, si ce n'est que Léon XIII, qui

passait pour un démocrate, disait, lui : Beaucoup *pour* le peuple ; mais peu *par* lui. C'est, je crois, la sagesse, du moins jusqu'à l'époque où ce qu'on aura fait pour le peuple l'aura mis en état de faire par lui-même quelque chose.

Quoi qu'il en soit, la première partie de la formule : Tout *pour* le peuple, serait une évidence, si l'on entendait par le peuple, ainsi qu'il conviendrait, l'universalité des citoyens, lesquels étant unis en société en vue de leur bien commun, ont tous un droit égal aux soucis de qui les gouverne. Mais *tout pour le peuple* dans un sens restrictif, pourquoi? Cela ne veut-il pas dire très exactement : Tout pour les uns, rien pour les autres? Et cette formule-là, je ne sache pas que ce soit une formule de justice.

Escalader le pouvoir au nom d'une classe, fût-ce de beaucoup la plus nombreuse, fût-ce la plus méritante — mais le serait-elle, si elle pensait ainsi! — et se servir ensuite du pouvoir pour opprimer ou supprimer, socialement et politiquement, une minorité hostile, c'est un rêve d'esclave révolté qui veut se gaudir dans les beaux meubles et en chasser le maître : ce n'est pas un rêve de justice.

Je veux montrer que c'est par-dessus le mar-

ché un non-sens, et que, même au point de vue intérêt, la lutte des classes telle que la prêche le socialisme est le contraire d'une conduite sage; qu'elle méconnaît la solidarité sous sa forme élevée et réellement scientifique; qu'elle ne la prône dans les limites d'une classe que pour la compromettre partout, et que le christianisme, sur ce point comme sur tous les autres, possède la vraie doctrine de vie, celle que la science de l'homme appuie, quand elle pousse jusqu'au bout son travail, autant que l'appellent les sentiments des âmes droites et des cœurs haut placés.

II

Les hommes d'affaires intelligents ont coutume de dire qu'une affaire qui ne satisfait que l'un des deux partenaires est une mauvaise affaire. L'essence d'un bon contrat, d'un bon traité soit entre individus soit entre groupes ou entre nations, c'est de représenter exactement les intérêts, la situation réciproque, les droits et les devoirs de chacun. Hors de là, il n'y a que dissensions, désordre, et finalement souffrance commune des contractants.

Et cette loi sera d'autant plus rigoureuse qu'il s'agira de collectivités plus amples ; car il y aura moins de chances, alors, d'échapper aux répercussions que l'injustice et l'exclusivisme occasionnent.

Dans l'ordre économique, cette loi est représentée par ce que Frédéric Bastiat a appelé l'*harmonie des intérêts,* et dont la théorie ne peut prétendre à autre chose, aux yeux de l'homme qui réfléchit, qu'à systématiser l'évidence.

Le souci exclusif des intérêts d'une classe est nécessairement un souci mal compris et inefficace. Tout ce qui est exclusif est inintelligent, au sein d'un organisme où tout se tient, où la santé commune est la première condition de la santé de chaque organe ; où il peut bien y avoir lieu de réduire des hypertrophies; mais de telle façon que ce qui résultera de ces retranchements nécessaires, ce soit un équilibre dont l'organe opéré ne profitera pas moins que les autres.

Rêver de supprimer, d'amoindrir tel organe, c'est vouloir amoindrir ou supprimer le tout, suivant la profondeur de l'intervention qu'on projette.

Quand donc chacun de nous arrivera-t-il à

comprendre que le bien humain intégral est *son* bien?

Les socialistes se figurent-ils que les intérêts de leur classe et les intérêts bourgeois, comme ils les appellent, ne soient pas solidaires? Dans la vie nationale, et, on peut le dire aujourd'hui, dans la vie universelle, tout est solidaire de tout, et vouloir opposer une classe à l'autre, une fonction à l'autre, un rôle social à l'autre, c'est une espèce de crime qui ne s'explique que par la plus grossière illusion.

Rendons-nous-en compte, Messieurs, en distinguant deux façons de lutte des classes, prônées toutes deux par quelque groupe socialiste, sans que d'ailleurs les frontières en soient nettement limitées, pour la raison que les deux questions qui les provoquent se trouvent passablement mêlées et solidaires.

Il y a la lutte entre patrons et ouvriers, entre chefs et commis, entre employeurs et employés à tous les étages. Il y a ensuite la lutte entre les grands et les petits chefs, les grands et les petits magasins, les grandes et les petites industries ou entreprises quelconques. Le premier cas réalise ce qu'on appelle la *question ouvrière;* le second, ce qu'on entend au

sens le plus précis par la *question sociale.*

Or tous les deux, pour peu qu'on veuille y regarder, appellent une solidarité bien différente de celle que leur applique le socialisme.

Celui-ci, pour résoudre la question ouvrière, ne trouve rien de mieux que de solidariser les ouvriers... pour les lancer contre les patrons. Et c'est comme si, pour résoudre les questions pendantes entre le cheval et la voiture, on invitait le cheval à ruer et la voiture à lui briser les jambes.

La lutte des classes comprise comme une lutte entre employés et patrons est de toute évidence une *lutte entre collaborateurs,* et l'on peut voir d'avance ce qu'il en pourra résulter d'utile. La ruine des industries et des maisons de commerce en est la conséquence toute directe. Et qui donc en profitera? Le concurrent étranger, s'il a su éviter cette guerre intestine; sinon, personne, le découragement envahissant tout et la stagnation succédant au mouvement des affaires, avec tout le cortège de souffrances et de désordres qu'un chômage généralisé ne peut manquer de produire.

Notez d'ailleurs que les résultats de cette lutte insensée doivent tout d'abord atteindre

non pas les grosses maisons, les fortes entreprises, celles que précisément on exècre ; mais la petite industrie et le petit commerce. Dans l'organisme, sous l'influence d'un malaise général, ce sont les organes les plus faibles qui pâtissent les premiers. Les plus forts se défendent et ne succombent qu'à la fin sous la ruine commune.

Faites donc la lutte des classes, ouvriers! Vous aurez travaillé contre le patron, et plus encore contre vous-mêmes; contre le grand patron, votre bête noire, et plus encore contre le petit, dont le sort est semblable au vôtre. Vous aurez travaillé contre tous, contre tout; vous aurez piétiné, brisé, pulvérisé, et vous vous trouverez sans pain sur les ruines. Beau résultat! Beaux sentiments aussi, et dignes des fils de Dieu à qui il a été dit : *Portez le fardeau les uns des autres.*

Vous savez sous quelle forme se présente, en son paroxysme, cette tactique socialiste à laquelle le gros du parti s'attache de plus en plus, excommuniant quiconque fait mine de regarder du côté de la sagesse. C'est la *grève générale,*

qui dans l'esprit des plus ardents représente le principe de la lutte des classes. Ce grossissement fait saisir à merveille ce qu'il y a d'anti-scientifique et de fou dans le principe.

La grève générale, ce serait, du jour au lendemain, comme par un coup de théâtre, l'arrêt de toute vie économique : donc de la vie prolétaire comme de l'autre. Le cordonnier, en faisant grève, obligerait le boulanger à aller nu-pieds tout autant qu'il y obligerait la marquise, et le boulanger, en rentrant sous sa tente, condamnerait à souffrir de la faim aussi bien le cordonnier que l'empereur.

La grève générale est une erreur scientifique tellement grossière qu'on se demande comment il se peut rencontrer des cerveaux assez creux pour lui livrer passage, et comme la lutte des classes est identique dans son principe, il faut porter un même jugement sur cette tactique d'écervelés et sur ce coup de désespoir absurde.

Quel ouvrier, s'il veut bien réfléchir une seconde, ne se rendra pas compte de ceci : c'est que si la grève générale ou la lutte des classes étaient de bons moyens, elles le seraient tout autant et bien davantage entre les mains des patrons qu'entre celles des ouvriers, et que

ce serait donc, de la part de ces derniers, un métier de dupe que de déclarer cette guerre.

Si un beau jour les patrons, lassés des revendications perpétuelles de leurs « hommes », faisaient la grève du patronat, cette grève ne serait-elle pas plus terrible à l'ouvrier sans avances que la grève inverse ne le serait aux patrons?

Ce qui nous peut consoler tous et nous mettre d'accord, c'est qu'une entente de ce genre est impossible dans les deux cas, et plus encore dans le cas des ouvriers; mais en poursuivre les conséquences en esprit, c'est faire comprendre à quel degré la légèreté et l'esprit antiscientifique sont les fruits naturels de la haine.

Dans le second cas, et quand la lutte des classes est entendue comme un combat entre grands et petits patrons, grands et petits industriels, grands et petits commerçants, il n'y a plus à vrai dire collision entre des intérêts *coopérants,* puisque au contraire la lutte a ici pour cause la concurrence; mais il n'y en a pas moins collision entre des intérêts *solidaires,* bien que ce soit indirectement que cette solidarité s'établisse.

C'est par l'intermédiaire de la santé sociale, que les intérêts concurrents se trouvent ici solidaires ; c'est par la ruine de la santé sociale que la vengeance des choses appliquera la sanction.

Et l'histoire, sur ce point, nous renseigne de la façon la plus éclairante. Elle nous fait voir que partout où la lutte des classes se produit sous cette forme, je veux dire entre les étages sociaux dont les échanges entretiennent la circulation vitale des sociétés, la mort survient. La plupart des civilisations anciennes dont nous connaissons l'histoire et qui n'ont pas été absorbées par la guerre ont succombé ainsi.

Nulle classe sociale ne se peut suffire à elle-même. Il lui faut le concours même de ses concurrentes. Il le faut premièrement pour compléter son œuvre, qui est toujours et nécessairement fragmentaire. Il le faut, en second lieu et surtout, pour réparer ses pertes, de même qu'il faut, dans la forêt, des réserves d'arbres jeunes qui remplaceront plus tard les sujets que l'exploitation sacrifie.

Si les classes élevées se trouvent anémiées, les autres le deviennent par contre-coup : si les poumons et le cœur ne fonctionnent plus

bien, il est fatal que les extrémités soient froides. Ensuite, la circulation vitale s'arrêtant, la régénération ne se produisant plus en haut par les afflux d'en bas, ou bien l'afflux se produisant par secousses, comme dans une congestion, et les classes qui remplacent les autres n'étant point préparées à remplir leur rôle, de toute manière la maladie intervient, la dégénérescence organique s'introduit, et la société meurt, couchant bien entendu avec elle dans la tombe commune les imprudents qui ont déchaîné ces fléaux.

On ne répétera jamais assez que la santé sociale, comme la santé individuelle, est une harmonie; que, l'harmonie rompue, le désordre introduit ne peut profiter à personne, et que ceux-là sont sots, en même temps que pervertis, qui veulent, sous prétexte de réformer et de mieux vivre, commettre un suicide, avec un homicide universel.

Il n'y a que la haine qui puisse nous aveugler assez pour ne pas comprendre que si nous sommes solidaires, ainsi que le prêchent à tout vent les socialistes, ce n'est pas tant comme prolétaires, comme bourgeois, comme produc-

teurs ou comme consommateurs, comme ouvriers ou comme patrons, c'est avant tout par ce que nous sommes avant tout : comme hommes. C'est parce que nous avons même nature, mêmes besoins, mêmes ressources à exploiter, mêmes périls généraux à craindre, même destinée à réaliser, c'est pour cela que tout effort fait par l'un peut profiter à l'autre; que tout intérêt de l'un peut devenir l'intérêt de l'autre, à la seule condition de garder sa limite, de consentir à ce que la diffusion des biens suive sa pente naturelle et à ce que les dépendances qui nous lient puissent obtenir librement leurs effets.

Ce qui convient, pour que cette dernière condition se réalise, ce n'est pas de s'attaquer aux intérêts d'autrui, c'est de les renforcer en les limitant.

Et ne croyez pas que j'émette ici un paradoxe. Limiter, c'est très véritablement renforcer, pourvu que la limite ne soit point arbitraire; mais qu'elle soit un effet d'harmonie, comme le signal du chef d'orchestre, qui arrête la mesure, ou comme les cloisons d'alvéoles, qui empêchent le miel de s'enfuir.

Par une action de ce genre, on pourrait progresser, parce que les réformes ainsi faites, si

elles n'étaient pas *acceptées* de tout le monde, seraient en tout cas *acceptables,* et il y aurait chance pour qu'à la fin chacun le reconnût.

Mais non! Comment fait-on, dans le double cas que nous envisagions tout à l'heure?

En ce qui concerne la question ouvrière, les syndicats professionnels, qui pouvaient avancer si fort l'étude des réelles conditions du travail et faire tant pour la solution pacifique des conflits, ont été trop souvent un simple instrument de grève. Et une telle attitude est absurde. La grève est légitime sans nul doute; elle peut être sainte, comme la guerre; mais ne comprendre la vie en société que comme un acte de guerre, c'est, surtout de la part de ceux qui haïssent tant la guerre étrangère, une bien étrange conception.

Ce que les syndicats devraient faire, ce serait de dire aux patrons : votre intérêt est que votre industrie soit prospère; le nôtre aussi : entendons-nous; étudions les questions en elles-mêmes, d'un regard clair, et non à travers des lunettes colorées de passion. Solutionnons en vue du bien commun, en tenant compte de tous les droits, en cherchant le point précis où l'intérêt des uns touche à celui

des autres : ce point se rencontre toujours, et au besoin, en face d'une entente difficile, de points de vue divergents, que le plus sage de nous cède plutôt quelque chose, au lieu de tout briser, de tout contusionner et de tout compromettre : et les objets et les personnes, et la machine et le bras qui l'actionne, et le bénéfice du patron et le salaire de l'ouvrier.

Patrons et ouvriers, disait le président de la République à une délégation ouvrière venue à l'Élysée en décembre 1901, ne forment qu'une même classe : la classe du travail. C'est l'évidence même, et cette évidence est pareille quand il s'agit du second cas que nous examinons.

Grands et petits patrons, industriels de haut vol et végétants des ateliers en souffrance ne forment aussi qu'une seule classe : la classe des Français. Que devraient-ils faire, au nom de cette solidarité manifeste?

Ce qu'ils devraient, ou ce qu'on devrait pour eux, je l'indiquais déjà dans notre première conférence. Ce serait non pas de « tomber » les grands industriels ni de tuer la concentration commerciale, nécessaires, dans une mesure à déterminer, au mouvement de

la vie nationale et par conséquent à tout le monde ; mais, en surveillant de près cette concentration, d'en arrêter à point les effets, dont la croissance démesurée amène le déclassement de toute la masse des entreprises moyennes et inférieures. Ce serait ensuite de favoriser l'association, qui décentralise de la meilleure manière, puisque sans nuire à rien ni à personne, elle partage le pouvoir et corrige les abus de la concentration nécessaire.

Au lieu de la lutte des classes, nous en aurions ainsi le contre-pied, puisque, je l'ai dit, il y a là intérêt réciproque, les hautes classes agissantes ayant intérêt toutes les premières à ne pas laisser périr les classes moyennes et inférieures qui les doivent régénérer ; ces dernières, à leur tour, ayant intérêt à ne pas accabler sous le nombre les grandes entreprises qui leur préparent la place, et en attendant jouent les grands rôles sociaux indispensables [1].

1. Il était inutile de mentionner même, ici, l'inintelligence lourde de ces convoitises d'en bas qui prêchent une impossible égalité des fortunes, et qui prônent, pour y parvenir, des moyens qui ont amené partout — car ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on y pense — la ruine commune et la misère universelle.

Les grandes fortunes, comme telles, ne font pas de ma

Je comprends bien que les égoïsmes individuels peuvent se mal trouver de l'application de ces règles, et que tel gros magasin qui mange les petits, ou la coalition des petits qui dévore le grand peuvent être tentés de se dire : Après nous le déluge! Tant pis pour la question sociale et pour la ruine de l'avenir! Mais le socialisme, qui prétend à une action de large envergure n'a pas le droit de parler ainsi. Ce serait bon pour un groupe qui n'au-

aux petites. Outre qu'elles se dissipent assez vite par l'héritage et le luxe prodigue, leur disparition soudaine, qui semble à quelques-uns devoir enrichir du coup tous les pauvres, ne serait pour eux qu'un soulagement insignifiant : 36 fr. 30 par an, a-t-on dit, en ce qui concerne la France! et cet inutile sacrifice serait pour le pays une cause de ruine.

Ce qui fait du mal aux petits, tous les économistes le savent, ce n'est pas la grande fortune, c'est la grande entreprise, et encore, seulement par ses excès. Or il ne s'agit là, à proprement parler, ni de fortune personnelle, ni, à plus forte raison, de bien-être.

Il y a de grandes entreprises qui ne supposent aucune fortune particulière : telles les grandes coopératives de consommation. Il y en a de petites qui y parviennent. Et d'ailleurs, s'il s'agit de satisfaction personnelle et de bien-être, tout le monde sait bien que leur proportion ne suit en aucune façon celle des fortunes. Tel petit commerçant qui a réussi est autrement heureux que le grand chef d'usine qui se débat contre la concurrence et les grèves. C'est l'envie seule qui peut ici prêcher la haine. La clientèle qui s'agite autour des mesures spoliatrices relève de ce sentiment honteux, non d'une réelle clairvoyance.

rait d'ambition que de rassembler sous sa houlette les mécontents de tous les partis. S'il veut vraiment, comme il le dit si haut, organiser la France de demain, qu'il ne commence donc point par la couvrir de ruines!

J'ai pourtant peur que ce ne soit ainsi, que pendant longtemps encore il travaille.

Sous ses formes les plus répandues et avec pour moyen la lutte des classes, le socialisme compromet l'avenir, en opposant sur tous les points comme *concurrentes* des forces qui sont en réalité *concourantes;* en se préoccupant à tel point de la répartition qu'il décourage la production, ne voyant pas que le système de répartition le plus parfait sera inutile, là où il n'y aura plus rien à répartir; prétendant à construire un édifice social impeccable, et commençant par dissocier les éléments premiers qui doivent être mis en œuvre, comme si le mauvais ciment et les mauvaises jointures de pierres étaient les meilleures conditions que puisse souhaiter l'architecte.

La lutte des classes sous toutes ses formes définissables, c'est la négation même de la loi de solidarité, sous prétexte de son application

à un groupe. Et que ce groupe s'étende au delà des frontières, donnant une apparence de largeur à une conception étroite par elle-même, cela n'y change rien; car internationale ou non, l'erreur ne change point de nature; répandre une étroitesse ce n'est pas l'élargir, et mettre en groupe tous les terrassiers de la terre en séparant chacun de celui qui peut lui donner du travail, de celui qui peut lui imprimer une direction, de celui qui peut fournir l'appoint nécessaire pour commencer la besogne, ce n'est pas faire œuvre de solidarité. En serait-ce faire une que de coaliser les estomacs pour lutter contre les cerveaux ou pour se passer des jambes?

De toute manière, l'intérêt le plus cher de ce qu'on appelle « les travailleurs », c'est de sauvegarder l'intérêt légitime de ceux qui ne sont pas « travailleurs », comme l'intérêt des classes dites moyennes ou supérieures est de sauvegarder l'intérêt des autres.

Si par là l'on arrive, de proche en proche, par des limitations successives et prudentes, à l'égalisation et à la suppression des classes que rêve le socialisme, tant mieux! Mais c'en est en tout cas le seul moyen je ne dis pas légitime, je dis intelligent.

Que ceux qui le nient se tirent de leurs contradictions à leur aise ! Une chose certaine, c'est que le christianisme ne sera pas avec eux.

Et j'ajoute qu'il n'y serait pas davantage, alors même qu'on viendrait nous dire : Nous travaillons pour toutes les classes ; mais nous y travaillons en combattant l'une d'elles qui résiste. C'est bien ainsi que parlent les meilleurs, et à coup sûr, c'est déjà mieux ; mais je veux vous faire voir que cela est inintelligent encore ; qu'on ne peut arriver au but que par le concours, dès maintenant, de toutes les bonnes volontés existantes, qu'elles soient bourgeoises ou prolétaires, et que décourager l'une d'elles, c'est commettre cette imprudence dont j'ai dit qu'elle est le troisième aboutissement de la lutte des classes, et dont il me reste à dire quelques mots.

III

Le but commun que poursuivent les classes inférieures, qu'il s'agisse des sous-ordres, qu'il s'agisse des petits chefs, c'est d'arriver à une certaine égalisation, en montant, elles, vers

plus de valeur humaine et plus de bien-être.

Je prends ce désir dans ce qu'il a de meilleur, sans plus en discuter le caractère parfois si fortement composite, et je dis : Ce désir d'ascension des classes inférieures n'est réalisable que par le concours des autres; ce concours peut être obtenu dans une mesure large, et ce n'est donc pas la lutte des classes, qu'il convient d'employer comme moyen; mais le concours des classes, par l'entente pacifique entre tous les hommes de bonne volonté.

Que l'ascension des classes inférieures ne se puisse réaliser sans le secours des autres, c'est un fait d'expérience autant que de bon sens. Il n'y a pas dans l'histoire d'exemple qui puisse autoriser à penser que le relèvement du niveau d'une classe puisse s'opérer par ses propres efforts, sans que d'en haut la perche lui soit tendue, et que par conséquent le concours, non la lutte, ait été à la base de cette évolution heureuse.

Et la raison en est simple, c'est que les classes inférieures n'ont par elles-mêmes ni l'éducation, ni l'expérience, ni les ressources

acquises qui permettent seules les transformations viables.

On n'improvise pas une évolution. Une *révolution,* oui, si l'on entend par là ce dont Bernstein — un socialiste — se moquait si fort sous le nom de *catastrophisme*. Mais un coup de force, à quoi servirait-il, pour le but que poursuit le socialisme? Il n'aurait chance de réussir que dans le cas où il serait inutile, je veux dire dans le cas où le prolétariat, se trouvant en état d'organiser la victoire, ne le serait pas moins de l'obtenir sans nulle révolution. A quoi bon une révolution, si le prolétariat est capable de s'organiser et d'installer durablement le régime de ses rêves? Qui l'en empêcherait, puisqu'il a le nombre, par conséquent la force, et qu'il aurait alors la capacité?

Mais peut-on dire qu'il en soit là? et le prolétaire socialiste lui-même croit-il vraiment que si, du jour au lendemain on lui donnait sur toute la ligne ces fameux instruments de production et d'échange qu'il réclame, il saurait les utiliser? L'expérience crie le contraire. Encore n'a-t-elle été faite que sur de tout petits champs d'action. On sait assez combien rarement les coopératives de production

ont pu réussir, et ce n'a été qu'en empruntant plus ou moins — sauf les mots — les façons de faire du patronat. Pourquoi cela? Parce que la direction d'une entreprise requiert des qualités particulières, et que ces qualités ne s'improvisent point; parce qu'ensuite les rapports et l'entente nécessaire entre des associés nombreux supposent un niveau moral et intellectuel, une formation que la classe ouvrière n'a pu se procurer jusqu'ici.

Je ne dis rien là qui puisse chagriner personne. Avant d'être arrivé, il faut se mettre en route, et si les classes populaires peuvent arriver à tout, comme c'est indubitable, il faut bien qu'elles conviennent qu'elles ont à franchir des étapes.

Leur niveau d'instruction s'est élevé, depuis quelques années. A qui le doivent-elles? A cet odieux bourgeois, qui leur a donné des écoles quelquefois malgré elles; qui a fondé des universités populaires, des cours du soir, des patronages, des cours professionnels, des cercles d'études, des caisses de prévoyance et de retraite; qui a multiplié les livres, les brochures, les journaux, tous organes qui sans doute propagent des erreurs, mais qui propagent aussi des vérités, et donnent à l'homme du peuple

une formation utile, un commencement d'initiation à la vie sociale.

Peut-on nier que tout cela ne soit pour la très grande partie l'œuvre de la bourgeoisie, parfois de la noblesse, et que si la classe ouvrière a fourni de précieux concours, la direction et l'appoint principal lui sont venus d'ailleurs?

Dans l'avenir, et encore pour longtemps, ou l'on ne fera rien de bon, rien de durable, ou il en sera de même, jusqu'à ce que le principal étant acquis et l'égalisation avancée, les classes populaires la puissent achever d'elles-mêmes.

Encore, à ce moment-là, n'auraient-elles qu'à se louer d'un concours! Mais aujourd'hui, il leur est nécessaire tout à fait, et l'obtenir de la façon la plus large, par un appel à la justice et à la générosité de tous, c'est ce que devraient faire tous ceux de cette classe qui savent réfléchir, tous ceux qui parlent en son nom et qui se préoccupent, disent-ils, de son sort.

Je suis bien étonné de voir des socialistes issus de la bourgeoisie ne pas comprendre que dans la classe d'où ils sortent, il y a des bonnes volontés à capter et que d'utiles concours pourraient venir de là, sinon pour l'intégralité

de leur programme, du moins pour des réformes partielles qui achemineraient le prolétariat vers les transformations qu'il désire. Si ces hommes sont sincères, et n'ont pas pris seulement une étiquette, pourquoi prêchent-ils la lutte des classes, alors que l'union possible des classes est prouvée par leur propre cas?

Parmi leurs clients prolétaires, de quelle mentalité fait-on preuve, aussi, quand on prétend ne voir, dans les classes élevées, que des hostilités à vaincre!

Voyons, socialiste homme du peuple, penserais-tu sérieusement qu'il n'y ait, dans la classe que tu prétends combattre, que des injustes et que des égoïstes à outrance? Tu n'oserais pas le dire : tu te sentirais insensé! Nulle classe, disions-nous, n'a le privilège de la justice et du dévouement; nulle classe non plus n'a celui de la perversité inguérissable. Il y a, dans les classes que tu hais, un nombre d'hommes que tu peux croire illusionnés sur ton cas, mais qu'il conviendrait donc d'éclairer par une propagande ardente; endormis, c'est possible, par une paisible possession d'avantages séculaires, mais qu'il y aurait donc lieu d'éveiller par une agitation pacifique.

L'égoïsme féroce n'est, je l'espère, qu'une

exception : pourquoi agir comme s'il était la règle, et se renfermer, en fait d'action sociale, dans une espèce de vendetta corse, qui repousse la justice de l'homme juste, et qui ne veut rien recevoir, non plus que rien concéder?

Là ne peut pas être, Messieurs, la vraie méthode sociale.

Décourager l'amour, qui a déjà su agir et qui ne demanderait qu'à pousser plus loin ses conquêtes ; augmenter les souffrances des petits, par le sentiment injustifié de leur abandon et par la brûlure du vinaigre qu'on jette a profusion sur leurs plaies ; retarder l'avènement de la justice en provoquant les résistances même de ceux qui seraient disposés à céder aux revendications raisonnables, en les poussant à se raidir, à étouffer en eux les bons sentiments méconnus et à se placer aussi sur un terrain peu fraternel : voilà le résultat le plus clair de votre lutte des classes. Et je demande si cela avance les questions, et promet pour bientôt leur solution heureuse.

On est pris de tristesse, Messieurs, quand on voit se développer, au point de devenir un système, un état d'esprit si contraire aux meil-

leurs instincts de l'homme, à ses véritables intérêts et, s'il faut le dire, à notre situation sur la terre.

Serait-ce donc trop de toutes nos forces pour vaincre les fatalités de la nature, les résistances redoutables du milieu où nous sommes jetés, et pour conquérir un peu de vérité, de progrès moral et de bien-être?

Pourquoi, au lieu d'unir nos ressources — et tout d'abord entre fils de la même patrie! — nous épuiser en des conflits imprudents et stupides?

Agir ainsi, n'est-ce pas emprunter à la bête ses procédés brutaux, nous que la raison met à même d'utiliser les biens qui nous sont commis dans une mesure infiniment plus large?

Écoutez donc la vérité elle-même! Écoutez le Christ, hommes qui vous recommandez quelquefois de lui comme du premier des socialistes! Entendez-le, disant de sa voix grave et douce, chaque fois qu'il abordait les siens : *La paix soit avec vous!*

La paix soit avec vous, c'est la parole chrétienne; mais c'est aussi, sachez-le, la parole de victoire.

Vous ne direz pas que le Christ ne savait

St. Albert's College Library

pas vaincre. Vous ne direz pas que son œuvre s'est trouvée désarmée, au lendemain de sa mort, devant ce monde romain, qui — j'en appelle à ceux des socialistes qui savent leur histoire — était un autre « parti bourgeois » que celui qu'ils ont à combattre.

Le monde romain était la plus puissante organisation d'égoïsme qui se pût concevoir, et nos pères, les premiers chrétiens, socialistes au bon sens, ont vaincu le monde romain. Comment? — Par les moyens du Christ, et en réalisant le divin paradoxe : *Bienheureux sont les doux, parce qu'ils posséderont la terre.*

Ils n'ont pas fait la lutte des classes : ils ont prêché l'amour, la justice, la fidélité à soi-même et aux autres; ils y ont invité tout ce qui, dans le monde romain, n'avait pas été perverti et pourri par ce cas de dégénérescence effroyable.

Il y avait là des gens qui attendaient, eux aussi, la rédemption du monde; d'autres qui n'attendaient rien, ne sachant pas; mais dont l'âme était droite : ils les ont appelés à leur aide, et ensemble, sans nulle révolution violente, par un effort moral, et d'autant plus irrésistible à la fin, ils ont soulevé le rocher de cette civilisation oppressive et de cette barbarie cousue d'or.

Pourquoi ne referait-on pas aujourd'hui la même chose ?

Les temps paraissent mûrs pour une transformation profonde. A nous de savoir si nous voulons y aider ou l'abîmer dans le sang et les ruines.

Le socialisme n'a pas su jusqu'ici comprendre où sont les procédés efficaces. Lui qui prétend aux méthodes positives, il perd le sens des réalités en perdant celui de la bienveillance qui unit. Le christianisme lui donnerait de bonnes leçons : il croit bon de le combattre. Je vous ferai voir combien cette lutte est insensée, et de quel allié se prive un grand parti, en pratiquant cet ostracisme. Mais aujourd'hui, j'insiste à répéter que le vrai moyen de progrès n'est pas la lutte fratricide : c'est le concours ; c'est une action assez large pour que tout homme de sens et de cœur droit y puisse trouver sa place et son rôle, fût-il bourgeois, fût-il aristocrate.

On ne fait progresser la vie que par les procédés de la vie, et, quant au fond de son action, la vie consiste à promouvoir, non à briser ; à assimiler patiemment tout ce qui lui est assimilable, avant d'abandonner le reste aux déchets ; à envelopper l'obstacle et à ne com-

battre que ce qui est très positivement un mal, au regard du travail qu'elle poursuit.

Mais d'ailleurs, en ce dernier cas, observez de quelle façon procède la nature et vous verrez la règle ultime à laquelle il faudrait s'attacher, dans notre action sociale.

La nature lutte comme nous, quand elle rencontre un adversaire; mais s'attaque-t-elle à l'ennemi du dehors en négligeant celui du dedans, ainsi que nous faisons toujours, ainsi que fait plus que tous le socialisme? Elle n'en est pas tentée plus qu'elle ne l'est de négliger l'ami du dehors, pour se complaire en celui du dedans.

La nature ne distingue point; elle ne met pas moins d'empressement à guérir une lésion interne, à réparer un tissu qu'à exercer au dehors les fonctions de défense : elle en met davantage.

Ainsi en devrait-il être en notre action réformatrice.

La première lutte à engager, c'est la lutte contre soi, contre son égoïsme, sa paresse, son injustice, sa colère. Ensuite, on aurait le droit de poursuivre ces choses en autrui ; mais en les poursuivant, il serait clair qu'on n'en veut ni aux personnes, chez qui ce mal est mélangé de bien, ni à plus forte raison aux classes, chez qui le bien

se trouve incarné quelquefois en des êtres admirables, et qu'il ne faut pas confondre, ouvriers ou bourgeois, dans une réprobation commune.

Sous cette forme, bien différente de celle que prône le socialisme, la lutte sociale deviendrait honorable et féconde. N'en voulant plus qu'au mal et ne distinguant plus les personnes ou les classes que pour leur attribuer leur rôle, nous pourrions être fraternels, même dans les luttes les plus ardentes : nous pourrions mettre en commun nos valeurs, soit aptitudes, soit vertus ; nous pourrions vaincre un jour, dans une mesure satisfaisante, cet ennemi commun : l'ignorance ; cet autre ennemi commun : l'égoïsme, seuls obstacles au progrès social ; seuls fléaux dont la disparition amènerait l'âge d'or que rêvent les socialistes ; dont le recul amènerait, tout au moins, quand nous aurions su nous comprendre, une partielle réalisation de la solidarité vraie : non pas celle qui n'assemble que pour diviser ; qui resserre la main pour frapper, et qui unit les dents pour mieux mordre ; mais celle que le Christ, faisant un rêve divin au moment où le sommeil de la mort commençait à le prendre, exprimait en ces mots sublimes : *Père, qu'ils soient un, comme toi et moi nous ne sommes qu'un !*

LE SOCIALISME

ET LA LIBERTÉ

LE SOCIALISME

ET LA LIBERTÉ

Messieurs,

N'attendez pas de moi, au sujet de la liberté, quelqu'une de ces harangues comme on en prononçait jadis ; comme on s'oublie parfois encore à en prononcer.

Je voudrais étudier simplement quelle attitude a prise le socialisme, et, avec ou contre lui, quelle attitude nous devons prendre nous-mêmes à l'égard de ce bien social dont le christianisme sait le prix, tout en se défiant, et pour cause, de ses excès.

On nous a reproché avec violence, on nous reproche toujours d'être les ennemis de la li-

berté. Par une bizarre fortune, ce sont les mêmes qui nous font ce reproche et qui sont partisans, socialement, d'une compression à outrance. Les socialistes s'empressent à jouer ce double rôle. Leurs syndicats, qui profitent largement de la liberté d'association, s'empressent de refuser à leurs dissidents la liberté du travail, qui n'est pas moins sacrée que la première; qui devrait l'être davantage, puisqu'elle touche de plus près à l'individu, source de toute liberté.

N'accorder de liberté qu'aux associations, et forcer l'individu à s'y inscrire sous peine de devenir un paria, c'est la plus caractérisée des tyrannies; c'est celle qu'on reproche à l'Église — injustement d'ailleurs — sous le nom d'inquisition.

N'importe, ce double jeu de la haine socialiste ne nous fera pas manquer d'équité, nous aussi. Nous serons objectifs, autant qu'il nous sera possible. En ces questions complexes, une attention ardente et un désintéressement absolu ont seuls chance de rencontrer le vrai. Puisque celui-ci est notre objet unique, allons à lui tout droit, négligeant les personnes, à moins qu'il ne s'agisse de leur rendre justice ou de leur procurer une utilité.

I

J'ai dit déjà, en énumérant les sources du socialisme, combien l'esprit de liberté a subi, depuis un demi-siècle, de fluctuations et d'éclipses.

Le sentiment du déterminisme, qui a envahi le monde scientifique; l'habitude de se représenter l'homme, aussi bien que les autres êtres, muselé par des *lois,* n'ont pas été pour peu dans ce revirement d'âme.

Le règne des libertés politiques, possible seulement avec celui des vertus politiques, donc des vertus tout court, donc, à l'égard des masses, d'une solide vie religieuse, n'a produit, dans un milieu déchristianisé à plaisir, que l'évidence du désordre et la fatigue des déceptions.

Dans l'ordre économique, la panacée des libéraux s'est montrée impuissante, combien! Une foule de petits producteurs ont sombré. Le sort des ouvriers s'est amélioré matériellement dans une mesure, sans que d'ailleurs ce soit à la liberté économique qu'on en puisse attribuer le mérite; mais d'autre part, les antagonismes

se sont aigris en proportion des espérances trompées et des promesses dont on reculait toujours l'échéance.

Le « goût sublime » dont parlait Tocqueville est ainsi en train de nous passer. On veut une nourriture plus tangible. Les plus pressés, ceux-là mêmes qui voulaient, sous l'Empire, être libres, rêvent maintenant d'un autre Empire, l'Empire collectiviste, autrement tyrannique, autrement oppresseur que le premier.

C'est en effet une maladie humaine, et très particulièrement une maladie française, que de se rejeter ainsi d'un extrême à l'autre.

Si le socialisme affirmait simplement que l'émiettement libéral est anarchique; que le principe d'association doit présider de plus en plus à l'organisation humaine, à mesure que croissent et le sentiment de nos devoirs sociaux et la connaissance des lois de la vie en groupe; qu'on a le droit d'espérer d'une large application de ce principe plus de justice sociale, plus de bonheur, nous serions, en ce sens, on ne peut plus volontiers socialistes. Le socialisme serait alors le contraire de l'individualisme; le contraire du *laissez faire* et du *laissez passer* d'un libéralisme usé et antiscientifique. Par là,

il serait l'une des conquêtes les plus heureuses et les mieux assises de la science sociale.

Mais le collectivisme remplaçant le libéralisme économique, c'est proprement l'esclavage remplaçant l'abandon, et l'on se demande ce qu'on peut bien gagner au change.

Que le mot esclavage ne paraisse pas trop fort; car nous sommes bien en face de la chose. Réduire toutes les entreprises de production ou d'échange à une ou quelques-unes par spécialité; toutes nos banlieues et nos campagnes à une ou à quelques régies agricoles, où tout le monde devrait faire une besogne anonyme, sous le régime déprimant de l'irresponsabilité, et sans espoir de devenir jamais, eût-on l'étoffe d'un chef, l'être existant et autonome que tient à être tout homme conscient de sa valeur et de sa dignité, ce n'est pas un idéal à faire bondir de joie un cœur libre.

Dire que ce sont les mêmes qui trouvent si humiliant le salariat, et qui rêvent de ce salariat universel du collectivisme!

Le libéralisme économique était oppressif pour les petits : le socialisme collectiviste serait oppressif pour tout le monde.

Il aurait en effet à choisir entre la contrainte

illimitée et la lutte permanente des appétits, dont chacun voudrait rejeter sur l'autre le travail et la peine, en conservant pour soi l'office de la consommation et de la jouissance. Instituer le partage libre, ce serait livrer le bien commun aux bêtes : il faudrait donc recourir à l'État pour la répartition du travail et de la jouissance.

Mais l'homme du peuple, qui ne raisonne pas, d'ordinaire, sur des abstractions, ne devrait-il pas se dire que ce dieu-État qui serait ainsi chargé de distribuer les biens et les maux, ne saurait le faire par lui-même, attendu qu'il n'existe pas? Ce Veau d'or d'un nouveau genre se résoudrait en monnaie administrative. Parmi les répartiteurs se retrouveraient naturellement les camarades d'atelier ou les contre-maîtres dont on se plaint si fort aujourd'hui, dont sans doute on se plaindrait bien plus, quand ils seraient chargés de vous limiter et de vous contrôler non seulement dans des cas définis; mais dans l'ensemble de l'existence.

Le régime de la corruption, ce serait bien celui-là!

Aristote a dit que la démocratie requiert la vertu : le socialisme ainsi compris la deman-

derait angélique. Sobriété, amour du travail, dévouement au bien commun, renoncement à l'orgueil du commandement comme aux refus d'obéissance, le tout fondé sur l'athéisme et sur la conviction la plus ferme possible qu'après la mort tout est fini; que nous ne rendons de comptes à personne; que la morale n'est autre chose que notre intérêt personnel bien compris : comme ce serait beau, et sûr, et consolant, et désirable!

N'ayons pas peur, pourtant! Ce régime n'est pas près de s'établir. Le dieu-État aurait trop besoin d'être dieu pour rêver l'organisation formidable que supposerait la collectivité socialiste; puis pour l'administrer, et régler de haut en bas, par les moyens du fonctionnarisme, tout le développement de la vie matérielle, intellectuelle, morale.

La division du travail vital est une loi reconnue de tous les naturalistes, de tous les anthropologistes. La complexité croissante des organismes autonomes, bien que coordonnés, est la formule même du progrès, et puisque le collectivisme vient la heurter de front, c'est donc qu'il est une doctrine rétrograde.

Prévalût-il un jour, avec tout son système

compresseur, comme ce ne serait là qu'une mécanique savante, un jouet scientifique ; comme cela n'aurait pas la vie, cela ne serait pas viable. Il y manquerait le ressort, qui est le sentiment de soi, de sa responsabilité et de son intérêt propre ; le désir de se développer, de grandir, soi et les siens, par le moyen d'une œuvre personnelle.

Ou pour mieux dire, comme toutes ces choses ne seraient pas abolies, mais seulement comprimées, la tension en deviendrait peu à peu formidable, et ferait sauter en éclats toute cette immense machine oppressive.

Aux forces élémentaires, nulle armature ne résiste : un obus éclate, sous la dilatation de l'eau. Tous les ressorts de la vie pressant en même temps sur les parois de l'engin collectiviste auraient tôt fait de le briser.

En attendant, la vie commune subirait les pires atteintes. L'armée des fonctionnaires s'abattrait sur tout bien, pareille aux armées de sauterelles du désert, qui apportent le désert avec elles. Le développement humain ne serait pas seulement entravé : ce qui en resterait procéderait à l'envers ; car la marche normale, c'est la construction de l'ordre social à partir de l'individu, à travers la famille, les groupements pro-

fessionnels, la patrie, et non l'inverse. Là est l'ordre établi par l'analyse sociologique aussi bien que par l'histoire; là est l'ordre divin, parce que c'est l'ordre naturel, et l'on pourrait appliquer ici le mot du Christ à ses apôtres : *Toute plante qui ne sera pas plantée par mon Père sera arrachée.*

La société a-t-elle un autre but que de coordonner les libres efforts des individus en vue de leur multiplication l'un par l'autre? Le collectivisme les anéantit tous, en substituant partout l'initiative abstraite et anonyme de l'État aux initiatives fécondes de l'individu réel et vivant.

Et c'est de la part des doctrinaires dont je parle une bien étrange contradiction! Quand ils se tournent vers le passé, ils n'ont pas assez d'anathèmes pour toutes les contraintes qui ont pesé sur l'humanité à travers les siècles : pour les grandes monarchies militaires; pour l'oppression théocratique; pour les féodalités de tout rang et de toute espèce. Quand ils regardent et nous invitent à regarder vers l'avenir, ce qu'ils y voient comme l'idéal, c'est la plus effroyable contrainte qui soit; celle qui les comprendrait toutes, puisqu'elle s'étendrait à la vie sous toutes

ses formes et à tous ses degrés : la contrainte sociale.

Une fraction détachée du socialisme l'a bien compris, et l'école anarchiste — l'anarchie possède aujourd'hui une école! — maudit de très haut le collectivisme.

Une autre école, qui n'ose le répudier, n'en maintient que le nom, pour la raison qu'elle s'intéresse non plus aux ouvriers ennemis du patronat, mais aux patrons eux-mêmes; seulement, aux petits contre les grands, à la petite et à la minime bourgeoisie contre la grande qui a profité de la Révolution française, à la démocratie des petits producteurs et petits chefs de tout rang, qu'on veut lancer à l'assaut de leurs concurrents plus heureux.

Dans ce second cas, l'esclavage se déplace; mais il ne consent point à disparaître. On en faisait un but : on en fait maintenant un moyen; car c'est le socialisme d'État qu'on nous prêche, et le socialisme d'État, c'est bien cela.

Bien souvent, dans l'histoire, on en a essayé sous diverses formes; toujours on en a vu le résultat : abaissement des caractères, découragement universel, baisse de la production, surcharge des impôts, course au clocher de la consommation égoïste, et par là dissen-

sions, murmures, et finalement révolutions.

C'est que l'outil de la loi est trop grossier pour prétendre trancher à lui seul, ou principalement, les nœuds gordiens de la vie sociale. C'est par sa précision figée, que la loi se trouve condamnée à l'imprécision au regard de sa matière vivante et souple. On sait ce que les règles d'hygiène appliquées sans discernement, ce que les médications théoriques amènent le plus souvent. La vie échappe de toutes parts à des interventions que guident seules des idées générales. Elle y échappe, mais ce n'est point sans y laisser d'elle-même.

Un des dangers de l'interventionnisme, c'est de décourager la production, de paralyser les entreprises par une défiance excessive, des vexations voulues ou inconscientes; par une sorte de défaveur jetée d'avance sur le succès. Résultat : une recrudescence certaine du chômage, la plaie par excellence des petits et le danger de tous.

Quand l'interventionnisme prétend non à régir la vie, mais à la soulager par des subsides variés, toujours semblables, au fond, à une aumône, l'inconvénient est pareil. Pour obtenir

les fonds de secours, il faut bien recourir à l'impôt! Et qui paiera l'impôt? Les riches pour une part; mais cette part sera toujours et nécessairement la plus petite. A moins d'en arriver aux spoliations, destructrices d'énergie productrice, les gros chiffres d'impôt seront toujours fournis par les gros chiffres de population, c'est-à-dire, hélas, par les petits et par les très petits possesseurs.

A quoi bon prendre d'une main pour distribuer de l'autre?

L'indigence mise à part, on ne voit pas bien l'intérêt que peuvent avoir les petits à de telles interventions, qui, par le côté où elles atteignent la production, seront toujours néfastes.

Dans un cas comme dans l'autre, les déceptions les plus amères sont aux portes. Dès qu'on s'adresse à Dieu, on attend des faveurs divines. Le socialiste populaire est pleinement convaincu qu'en remettant son sort aux mains de l'État-dieu, il en peut espérer des carrosses. Or comme il est très sûr que personne n'est en état de les fournir, la déconvenue est certaine, et le pire malheur, c'est qu'une déconvenue de ce genre appelle une autre intervention, celle-ci une troisième, jusques et y compris la ruine. On a

couru sur cette pente partout où l'on s'est engagé dans une voie de « *réformes* » pareille.

En France, où nous sommes façonnés au césarisme, l'abus se serait vite installé. On s'en rend compte à juger nos états d'esprit dans les menus faits de l'existence. Dès qu'une chose nous déplaît, aussitôt nous pensons au gendarme. « Cela ne devrait pas être permis! » c'est notre locution la plus familière. Nous ne songeons pas que si cela n'était pas permis, beaucoup d'autres choses pourraient aussi ne pas l'être. Si ce qu'on fait aujourd'hui nous gêne ou nous déplaît, ce que nous ferons demain peut en gêner d'autres ou déplaire à d'autres, et si l'État y croit devoir intervenir, sous peu de jours nous serons tous esclaves.

Il y a là une illusion facile à démêler, pour qui voudra se regarder soi-même. Ce que nous voudrions, tout au fond, c'est que la puissance publique fût au service, chacun, de nos façons de voir et de nos convenances particulières.

Or, appliquée à l'ordre économique, cette tendance est des plus périlleuses.

Elle le sera d'autant plus que les pouvoirs politiques, issus des passions mêmes qu'il s'agirait de calmer, présenteront moins de garanties.

De plus en plus, parmi nous, les gouvernants sont le reflet de ce milieu trouble dont se défient les hommes sages. Certains prétendent qu'ils le reflètent en plus mal ! Je n'y insisterai point; mais ce n'est faire injure à personne que de dire : Nos gouvernants sont des hommes; ils sont soumis aux ignorances, aux passions, aux fluctuations des hommes. La garantie théorique que prétendrait offrir l'interventionnisme d'État pourra donc devenir un danger, non moins que la liberté pleine. Les origines de nos législateurs, en les rivant aux intérêts égoïstes de leurs mandants, risquent de les vouer aux partis pris, et leur action commune à l'incohérence.

Ajoutez que l'instabilité des pouvoirs expose l'intervention étatiste à s'exercer successivement dans des sens opposés, alors que les évolutions sociales et économiques, étant de large envergure, réclament de ceux qui orientent leurs destinées une action aussi large qu'elles

Bref, socialisme collectiviste et socialisme d'État, bien qu'inégaux en malice, ne peuvent ni l'un ni l'autre inspirer confiance. La liberté, la spontanéité vivante de l'action y périraient, comme toujours lorsqu'on s'écarte des lois de la vie collective.

Le rôle de l'État est avant tout un rôle modérateur.

L'État est chargé par tous de sauvegarder l'intérêt de tous; il doit, dans ce but, empêcher le droit de l'un d'opprimer le droit de l'autre; mais non pas agir de manière à opprimer également tout le monde, ainsi qu'y tendent les écoles socialistes.

La socialisation des forces, qui a besoin d'un concours supérieur, n'en doit pas moins repousser toute main mise. Il faut que les groupements aient pour principe non point la coaction, mais les affinités naturelles, sous l'action de besoins dont chacun a seul pouvoir de se créer lui-même son organe. Confier cette création à je ne sais quelle chimie sociale, ce serait vouloir créer un organisme du dehors, au lieu de laisser agir les lois de l'intussusception naturelle.

L'action sociale doit procéder de bas en haut, du dedans au dehors. On a comparé poétiquement son travail à celui des madrépores qui forment les grands bancs de coraux de l'océan Pacifique, et qui, en soudant l'un à l'autre leur œuvre parcellaire, finissent par former des îles et des continents.

Contre ces procédés de la nature, aucune théo-

rie abstraite ni aucune volonté ne pourra prévaloir.

Le collectivisme et le socialisme d'État, constituant une révolte contre les lois économiques et les lois sociales, lesquelles ne sont qu'un cas particulier des lois générales de la nature, se trouvent condamnés d'avance.

Ils se trouvent condamnés, dis-je, à ne rien faire de bien; mais non, hélas! à ne rien faire de mal.

Loin de mériter, ainsi qu'ils y prétendent, le nom de doctrines d'avant-garde, de doctrines d'avenir, ce sont des thèses de retardataires, des rêves d'êtres lassés qui ne sauraient plus ni supporter la vie ni combattre, et qui demanderaient à autrui de combattre et de vivre à leur place.

En Allemagne, ces thèses sont filles du pessimisme et du panthéisme, qui noient l'individu dans je ne sais quel rêve cosmique, et qui par là, politiquement, tendent à le prosterner, inerte, aux pieds du dieu-État. En France, elles font penser au vieux mineur, qui réclame une prorogation de tutelle. Fruit de volontés violentes, parce qu'elles sont faibles, optimistes du rêve parce qu'elles sont pessimistes à l'égard du réel, nourries de paroles retentissantes et creu-

ses, elles renouvellent le *panem et circenses* des Romains de la décadence, dont la mollesse jouisseuse tenait les yeux braqués sur la mer, guettant les arrivages de blé, en bavardant de politique.

Le christianisme ne saurait se montrer sympathique à cet état d'esprit. Ce qui lui plaît, c'est l'organisation interne d'une société moralisée et consciente de ses devoirs comme de sa force. Les abus du pouvoir, comme ceux de la liberté, lui sont toujours suspects. Une question des plus graves, à ses yeux, est celle que pose la conciliation nécessaire de ces deux éléments sociaux, et puisque cette question, maintenant, se pose à nous; puisque, répudiant le collectivisme et le socialisme d'État, nous n'entendons pas pour cela verser dans les excès contraires, il ne sera pas sans intérêt de montrer quelle attitude prudente l'Église observe, également éloignée d'un étatisme dont elle a tant souffert jadis et d'un libéralisme outré dont nous souffririons tous; attentive, d'ailleurs, à ne s'engager point trop avant dans des recherches qui relèvent, au delà de certaines limites, non plus de son magistère spirituel, mais de spécialités humaines qu'elle a toujours voulu respecter.

II

Beaucoup de gens bien intentionnés mettent en avant une théorie de l'État qui peut paraître sage, à certaines heures où les abus de pouvoir sont la seule espérance que laisse concevoir un gouvernement corrompu; mais qui, en thèse générale, est très fausse. Je veux parler de celle qui ne voudrait attribuer à l'État que le rôle de gendarme. Police à l'intérieur, défense à l'égard du dehors, sans nulle obligation relative aux arrangements sociaux, aux échanges, aux contrats, aux relations du travail, ou aux emplois de la richesse : telles seraient ses attributions.

Cette théorie est en science sociale ce qu'est, en religion, certain *libéralisme* condamné par l'Église, et cela seul donne à entendre de quel œil le catholicisme pourra l'envisager.

L'Église a toujours maintenu, en dépit de tous les scandales, qu'*en principe,* et *dans une société chrétienne,* l'État est tenu d'être chrétien. De même, elle soutiendra que dans une société

quelconque, dont le motif d'existence ne peut être qu'un bien, l'État doit être ami du bien, et non pas simplement *libéral* et *neutre.*

Le principe de *neutralité* est, en toutes choses, un principe éminemment faux.

L'abstentionnisme peut bien être à certains moments une nécessité : ce ne peut jamais être un principe.

Il faut aider le genre humain, et non le laisser « se débrouiller ».

La politique, si elle veut mériter le suffrage des gens de bien, ne doit être autre chose que la morale appliquée à la vie en groupe; or la morale, pour le chrétien, inclut la charité active, et qui veut demeurer chrétien en politique ne peut donc approuver le libéralisme social qui, au lieu de nous gouverner *comme des frères,* voudrait nous gouverner *comme des étrangers.*

Nos frères dans le Christ, les tout premiers chrétiens, ont pratiqué la vie sociale d'une façon qui devrait faire réfléchir leurs aînés. Ils ne craignirent point d'appliquer le communisme, sous la direction de leurs chefs spirituels, les apôtres; et sans nul doute personne ne peut prétendre éterniser ce procédé : on ne

gouverne pas des sociétés compliquées comme les nôtres à l'instar d'une famille à l'état naissant; mais l'esprit en doit persister en ce que l'organisation à intervenir doit s'inquiéter du sort de tous, avoir souci de leur bonheur, et non se renfermer dans une passivité rigide qui serait en tout cas de l'indifférence, et fort souvent une cruauté.

La théorie sociale chrétienne doit se tenir également à distance d'une conception de gouvernement qui consisterait à absorber les libertés individuelles et d'une autre qui ne prétendrait assembler les intelligences que pour prêcher la dispersion.

La théorie sociale chrétienne peut se résumer ainsi : mettre l'individu en valeur en écartant de lui toute contrainte arbitraire, jusques et y compris celle d'un État oppresseur; mais s'appliquer ensuite à multiplier cette valeur en faisant entrer l'individu dans des groupements hiérarchiques, jusques et y compris celle d'un État organisateur.

Dans ce double rôle bien rempli consisterait une politique vraiment sage. Si cela régnait un jour avec, pour sauvegarde, l'esprit du Christ reposant sur nous tous, ce serait la

vie sociale telle que l'entend le christianisme; ce serait le principe évangélique produisant ses ultimes conséquences, et l'émancipation des âmes opérée par Jésus se prolongeant en émancipation des vies; ce serait la loi d'amour qui, s'échappant du temple, irait régner dans les institutions sociales; ce serait Dieu qui descendrait dans nos lois, et l'on pourrait en attendre une rénovation pareille à celle qu'ont opérée la grande Révolution dans l'ordre politique, la première Renaissance dans l'ordre intellectuel, et le christianisme en toutes choses par le moyen du principe religieux.

Nous sommes très loin de cet avenir; mais il ne faut pas moins s'y efforcer, et ne pas poser en travers de faux principes.

Aspirons au possible, à défaut du lointain idéal.

Or le possible comprend une part d'intervention gouvernementale autant qu'une part de liberté.

Ne disions-nous pas, à propos de la solidarité sociale, que les intérêts concurrents, dont la tentation perpétuelle est la lutte, doivent rechercher une formule de rapports qui donne satisfaction à chacun d'eux en ménageant l'in-

térêt général du pays, qui appartient à tous? Or qui ne comprend qu'une telle formule, de par sa généralité, échappe aux compétences et aux préoccupations habituelles de chaque individu ou de chaque groupe?

Alors même qu'il s'agit d'intérêts solidaires et non plus concurrents, l'ampleur des relations qu'ils appellent et la complexité des questions qu'ils soulèvent ne permettent pas de les laisser à leur spontanéité. Il leur faut un organe qui soit comme le *sensorium commune* de leurs exigences.

De toute manière, soit par la lutte soit par le concours, l'humanité s'organise en partie d'elle-même; mais cette organisation, abandonnée au hasard des forces, est toujours lente à s'établir, et parfois tourne en cercle, aboutissant aujourd'hui au progrès, demain aux cataclysmes, pour reprendre ensuite péniblement son travail.

C'est bien ce qu'on voit dans la nature, et le motif en est évidemment que la nature, dans ce que nous en voyons, ne nous révèle qu'un ordre fragmentaire, livrant l'ensemble à une anarchie relative, sans qu'un organe central oriente les forces libres et fasse concourir à un bien commun leur travail.

En vie sociale, la raison est chargée de suppléer à ce que ne peut faire la seule nature des choses. Le bien commun doit devenir l'objet d'une *fonction*. Une organisation active doit compléter les essais d'organisation spontanée et parfaire l'ordre. Ce qu'est pour le monde inférieur la science utilisatrice des forces; ce que sont la culture, l'élevage, l'irrigation, les travaux d'art, le service des grandes voies..., la science du gouvernement doit l'être à tout l'ensemble de la vie sociale.

Il faut seulement que ceux en qui s'incarne cette science soient premièrement éclairés, deuxièmement désintéressés; qu'ils organisent vraiment le bien, et non l'exploitation ou l'anarchie. Sous cette seule condition, leur rôle est théoriquement indispensable.

« Tous les rapports que les hommes ont entre eux, dit saint Thomas d'Aquin, regardent le prince en tant qu'il est juge suprême. » Le devoir de l'État n'est donc pas, à ses yeux, uniquement de sauvegarder, rôle purement négatif; il est aussi de promouvoir. S'opposer aux injustices qui viendraient contrarier les libertés individuelles, n'est que la moitié de son travail ; il doit faire que ces libertés s'utilisent, dans toute la mesure possible, en

vue du bien commun dont il a la charge.

On ne se met pas en société pour être libres ; on se met en société pour être heureux, si tant est que ce terme puisse servir à exprimer correctement le bonheur, hélas! tout relatif, que l'état social peut procurer aux hommes.

Il serait étrange que dans l'ordre de la morale sociale, celui qui peut le plus fût celui qui devrait le moins. Qui peut, autant que l'État, s'il comprend son devoir, regarder de haut et atteindre de loin tout ce qui appelle une intervention heureuse? N'est-il pas le point élevé d'où toutes les fractions de territoire ignorées l'une de l'autre apparaissent avec la clarté d'une carte; d'où l'action régulatrice peut partir promptement, aboutir sûrement là où son immixtion est requise, non pas pour contrarier des spontanéités précieuses, mais au contraire pour dégager leur route et faciliter entre elles des accords?

La loi est dans une société l'expression authentique de la justice, l'instrument naturel et l'un des plus puissants du progrès : il ne faut pas la réduire à une passivité policière. Encore nos policiers s'occupent-ils, sur la voie publique, de régler la circulation, et

de sérier de leur bâton blanc les véhicules!

Nous prêchons donc, à l'encontre du libéralisme individualiste, un droit d'intervention modéré, considérant que s'il y a lieu de s'associer en détail, ainsi que tout le monde y pousse, il y a lieu aussi, au regard des intérêts vraiment généraux, de tirer les conséquences de la primitive association qui est représentée par l'État.

Toute la question est de savoir ce qu'on entend par une intervention *modérée!* C'est l'éternel problème de mesure que toute la vie nous pose.

La Révolution parut croire que l'État est l'ennemi de l'individu. Le socialisme croit que l'État peut vivre à sa place. Il y a un milieu. Le rencontrer, ce serait résoudre en sa plus grande généralité ce qu'on appelle *la question sociale.*

Or la formule la meilleure, je crois, en serait la suivante.

L'État a lieu d'intervenir dans tous les cas où le jeu spontané des organisations particulières manifeste son impuissance; mais son effort doit consister non à grossir celle-ci afin

de multiplier ceux-là; tout au contraire, à fortifier l'individu; à provoquer l'essor des associations autonomes, afin qu'il ait à régir des valeurs et à équilibrer de vraies forces, au lieu de secouer vainement de la poussière, comme ce serait le cas d'un État qui prétendrait tout absorber et tout réduire.

Agir après tout le monde, en respectant la hiérarchie d'action des groupements successifs qui composent la masse nationale : tel serait le rôle de l'État.

Ce rôle est encore vaste. Il est des cas où il n'est même plus suffisant; où il faudrait non plus l'État, mais *les États,* autrement dit l'humanité organisée, pour résoudre définitivement les problèmes. Quoi qu'il en soit, la représentation de chaque groupe national n'a pas le droit de se récuser, et les particuliers ne doivent pas jalouser son rôle.

Aujourd'hui particulièrement, que les grandes entreprises industrielles et commerciales sont devenues, par leur amplitude, une sorte de rouage d'État, il est bien impossible de dire que l'État en peut ignorer sans faillir à sa tâche. Quand on le prétend, c'est d'ordinaire sous le coup de vexations ou d'ingérences intempestives. Ainsi toujours l'abus provoque les réac-

tions; mais celles-ci n'ont pas le droit de devenir à leur tour excessives.

Je m'empresse d'ailleurs à dire que c'est tout spécialement à l'égard des petits que cette action d'en haut se montre urgente.

Il ne s'agit certes pas de bouleverser, de révolutionner, d'obéir à la poussée des revendications folles, qui voudraient simplement substituer à l'égoïsme ou à l'inconscience d'en haut les inconsciences plus grandes et les égoïsmes d'en bas; mais il faut écouter, peser, juger dans la droiture de son cœur ce qui se peut faire pour remédier aux maux incommensurables dont souffrent parmi nous les classes pauvres. Or qui le peut faire avec autorité, avec largeur, avec puissance autant que l'organe central où viennent converger les efforts, d'où peuvent partir les grandes initiatives?

S'il est question des travailleurs, qui osera dire que l'État ne puisse rien pour eux, et que s'il le peut, il soit tenu néanmoins de n'en rien faire?

La lutte entre le travailleur désarmé et une

nature des choses hostile, un patronat toujours porté, parce que c'est la nature humaine, à exagérer ses droits et à oublier ses devoirs, cette lutte est de tous les temps, et en dépit de tous les changements de surface ou d'étiquette, elle durera sans doute autant que le monde. Mais ce qu'on ne peut supprimer, on le peut adoucir; les conflits nécessaires, on les peut arbitrer, et à l'heure où le choc en devient plus violent que jamais et plus meurtrier, en raison de la complexité croissante des problèmes, de l'universel machinisme, de l'anonymat du travail et de la concurrence effrénée qui préside à la production et aux échanges, n'est-ce pas un devoir urgent d'apaiser, par toutes les mesures prudentes, un débat qui inflige de si graves souffrances aux vaincus?

Le libéralisme économique a ouvert la voie au socialisme en refusant de comprendre le mot de Lacordaire : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit. »

La liberté sans frein étant l'asservissement du faible, c'est donc au vrai le contraire de la liberté. La liberté réelle est dans l'équilibre des forces obtenu par l'intelligence sous la forme d'une législation sage.

S'il s'agit de la pauvreté, nous avons dit déjà que l'État y peut quelque chose, en socialisant ce que chacun de nous considère comme un devoir; ce que le christianisme appelle un droit du pauvre : je veux dire l'échange facile du superflu des uns et de la reconnaissance des autres; l'établissement non de l'égalité, rêverie inepte et injuste, mais de la fraternité effective, les effets trop violents de la concurrence vitale et des inégalités naturelles se trouvant adoucis par une législation paternelle et modératrice.

L'école libérale, cette fois dans la personne de ses meilleurs représentants, voudrait se contenter d'améliorer le sort des petits par le libre patronage des classes dirigeantes, et à coup sûr, si ce patronage existait dans sa perfection, cela pourrait suffire, de même qu'on pourrait supprimer l'assistance publique si nous étions tous charitables, les gendarmes et les sergents de ville si nous étions prudents et respectueux d'autrui. Mais fonder l'organisation sociale sur la supposition que nous sommes vertueux, ce serait peut-être *nous séduire nous-mêmes,* selon le mot de saint Jean.

Et qu'on n'objecte pas que, nous aussi, nous raisonnons dans l'hypothèse d'une représenta-

tion nationale impeccable ; que si le pouvoir est corrompu, plus il aura de pouvoir, plus il fera de mal : nous avons fait la part de cette objection en disant qu'en effet, le mal régnant en haut, il y a intérêt à l'y cantonner le plus possible, au lieu de l'obliger à descendre en bas par des interventions ruineuses. Mais il s'agit ici de principes, non de tactique provisoire, et je dis qu'en principe, le mal n'étant point l'apanage des gouvernements, mais ayant lieu d'être supposé partout mélangé au bien, il ne faut pas songer seulement aux dangers de l'intervention législative, il faut songer aussi à ceux de l'abandon et de la liberté sans contrôle.

Si le pouvoir n'est pas vertueux, ses interventions seront néfastes. Si les particuliers ne sont pas vertueux, l'absence d'intervention sera néfaste aussi. Or, si, à l'état ordinaire, nous ne sommes, soit les uns, soit les autres, ni entièrement corrompus ni vertueux tout à fait, étant tous *sous le péché,* il faut de deux choses l'une : ou renoncer à vivre ensemble, ou faire la part du feu, tolérant des abus pour posséder des avantages.

Tel est l'état d'esprit que révèle un document de première importance, pour qui étudie au

point de vue chrétien les rapports de l'État avec l'initiative individuelle. Je veux parler de l'encyclique de Léon XIII relative à *la Condition des ouvriers*.

« L'État, dit d'abord le grand pontife, doit intervenir dans la mesure nécessaire pour éviter les abus et écarter les dangers. » Puis en vue de préciser quelque peu cette formule par trop générale, il note en huit articles ce qui est à ses yeux le rôle de l'État :

Premièrement, faire régner l'ordre général qui profite à tous.

Deuxièmement, être équitable à tous, et ne point travailler pour une classe aux dépens des autres.

Troisièmement, accorder plus de sollicitude aux petits, qui ne peuvent se défendre par eux-mêmes.

Quatrièmement, écarter avec sagesse les causes de conflits.

Cinquièmement, assurer le repos du travailleur.

Sixièmement, ne pas permettre que le travail excède manifestement ses forces.

Septièmement, faire en sorte que le salaire ne soit pas laissé à l'arbitraire du seul employeur; tout en réservant, autant que possible, à l'as-

sociation professionnelle le soin d'établir ici la justice.

Enfin *huitièmement,* veiller à ce que la propriété privée ne soit pas épuisée de charges et d'impôts.

Quant aux associations professionnelles ou syndicats, Léon XIII appelle leur développement comme l'un des meilleurs remèdes aux inégalités sociales. Il souhaite que l'État les protège *du dehors,* sans s'insinuer dans leur gouvernement intérieur, sans toucher au ressort interne qui les actionne ; car, dit-il, le mouvement vital procède essentiellement d'un principe intérieur, et s'éteint très facilement sous l'action d'une cause externe.

Qu'on lise maintenant la finale du pape, et l'on verra pleinement, cette fois, le sentiment du catholicisme.

« Que chacun se mette à la part d'action qui lui incombe, et cela sans délai, de peur qu'en différant le remède, on ne rende incurable un mal déjà si grave. Que les gouvernants fassent usage de l'autorité protectrice des lois et des institutions; que les riches et les maîtres se rappellent leurs devoirs; que les ouvriers, dont le sort est en jeu, poursuivent leurs inté-

rêts par des voies légitimes, et puisque la religion seule, comme nous l'avons dit dès le début, est capable de détruire le mal dans sa racine, que tous se rappellent que la première condition à réaliser, c'est la restauration des mœurs chrétiennes, sans lesquelles même les moyens suggérés par la prudence humaine comme les plus efficaces seront peu aptes à produire de salutaires résultats. »

Ces derniers mots ramènent la pensée qui est la pensée de fond de l'Église.

La religion seule, en procurant la moralisation de tous, peut rendre utiles et bienfaisantes des mesures qui sans elle rencontreraient toujours quelque vice à favoriser et par là deviendraient néfastes.

C'est bien cette crainte qui, dans l'état actuel du monde, inspire à Léon XIII ces précautions défiantes qui l'ont fait appeler un « interventionniste à contre-cœur ». Comment ne le serait-on point, à juger combien peu la religion et la moralité sociale qu'elle suggère sont en honneur parmi nos gouvernants!

Cependant, si l'on peut arracher quelque bonne action à des hommes qu'absorbe si complètement, par ailleurs, le souci de leurs

St. Albert's College Library

intérêts politiques, ne fût-ce que dans la mesure où ces intérêts peuvent coïncider avec le bien, pourquoi ne pas les en requérir, quand il s'agit, surtout, d'un genre d'action dont eux seuls sont capables?

La crainte de fortifier ainsi des pouvoirs peu recommandables, et de fortifier avec eux le socialisme ami des mesures proposées, ne peut pas prévaloir contre le souci de nos frères.

L'intervention de l'État nous lance vers l'inconnu! assurent quelques-uns. C'est vrai; mais à nous de faire que cet inconnu ne soit redoutable qu'à ce qui doit périr.

Marchant à pas comptés, avec le souci permanent de la justice, nous ne ferons point fausse route.

D'ailleurs, nous sommes embarqués! Rien ne sert de gémir. La politique sociale est commencée : il est fatal qu'elle se poursuive, bien ou mal. N'y aurait-il pas injustice à dire qu'elle n'ait produit jusqu'ici rien d'heureux? Le mouvement syndical, favorisé par les lois, dévié par les passions, s'essaie à rentrer dans la voie droite. S'il y parvient, il réalisera une des meilleures espérances de l'Église; il rendra inutiles de trop fréquentes immixtions gouver-

nementales et procurera au monde du travail une paix nécessaire.

Il ne fera point, pourtant, qu'il n'y ait plus à légiférer. L'État aura toujours son rôle. Le capital a bien sa législation; pourquoi le travail n'aurait-il pas la sienne? La richesse accapare nos codes : pourquoi la pauvreté ou la médiocrité n'y auraient-elles point leur place?

Il faut s'inquiéter de ce qui est pour le conserver, et de ce qui n'est pas encore afin de l'aider à être.

Une politique sociale chrétienne comporte ce double élément, et s'il y a des dangers de part et d'autre, elle compte sur l'esprit de dévouement et de justice qu'elle prêche à tous pour que ces dangers s'écartent.

Rendons-lui son empire, et rien ne nous sera plus redoutable.

Veillons nous-mêmes à éloigner le bateau des écueils.

Quand on est en tempête, comme c'est toujours le cas en vie sociale, et qu'un égal péril à droite, à gauche, en avant et en arrière vous menace, mieux vaut encore pousser au large, et au lieu de se plaindre inutilement, tenir, en priant Dieu, le regard sur la mer et la main à la barre.

LE SOCIALISME

ET L'ANTICLÉRICALISME

LE SOCIALISME

ET L'ANTICLÉRICALISME

Nous avons eu maintes fois déjà l'occasion de noter combien l'anticléricalisme pratiquant fait corps, à l'heure actuelle, avec le socialisme.

Le clergé sort du peuple, et aux yeux d'un parti qui se dit populaire, il ne mérite que l'anathème.

La vérité chrétienne est large, accueillante à toutes les disciplines temporelles. Si elle décide, dans les matières économiques, c'est fort souvent dans le sens socialiste. Ses origines l'y invitent clairement. Le christianisme est né chez les prolétaires; il a pratiqué au début la communauté des biens ; il a prêché toujours la fraternité à outrance ; il a porté contre la ri-

chesse jouisseuse les plus dures condamnations ; il a poursuivi l'usure et maudit les excès du capitalisme ; il voit dans la propriété un devoir plus qu'un droit ; il ne permet pas qu'on dise : Ceci est à moi, sans ajouter aussitôt : En vue de l'utilité commune, et cette utilité, il demande qu'on se consacre à la procurer par une action ardente et persévérante.

Malgré tout cela, ou à cause de tout cela, l'anticléricalisme, ou pour mieux dire l'*antichristianisme* persiste.

Je dis : A cause de tout cela, et j'ai l'air de faire un paradoxe. J'exprime seulement une vérité.

De voir qu'à l'heure actuelle l'Église se préoccupe elle aussi des revendications sociales ; que des groupements nombreux et actifs agissent en son nom et organisent l'action non plus uniquement en vue d'espoirs confessionnels, mais pour aider à la réforme économique, cela enrage les hommes du parti. Ils sentent le besoin, en toute occurrence, de dégager leur responsabilité à l'égard de notre travail ; de se désolidariser, eux si amateurs de solidarité ; de dire bien haut : Votre socialisme n'est pas le nôtre ; il en est l'ennemi.

« Nous voyons bien, disait l'un d'eux au sor-

tir d'une réunion publique du *Sillon,* que nous n'avons maintenant que vous à craindre. » A craindre, pourquoi? — Précisément parce que nous nous mettons à la besogne, à cette besogne qu'ils disent si urgente ; mais à laquelle sans doute ils ont moins de cœur qu'à notre suppression, puisque, ouvriers comme eux de l'œuvre sociale, nous les voyons chercher à nous arracher l'outil des mains pour le briser et le piétiner, dût-il manquer à l'œuvre.

Politiciens plutôt qu'apôtres, n'agiraient-ils ainsi qu'en vue d'intérêts personnels, et pour garder intacte, bien à eux, une étiquette utile? — Il y a de cela beaucoup, surtout parmi les militants de haut parage. Mais je ne pense pas qu'on puisse s'en tenir à cette explication. Il y a là un phénomène plus complexe, un cas psychologique que je crois utile de débrouiller. Nous y trouverons des leçons qui pourront profiter à tout le monde : à nous d'abord, et ce doit être notre première recherche ; à nos adversaires ensuite, j'entends ceux dont la bonne foi a pu être surprise, mais qui ne sont pas insensibles aux raisons, et qui consentent à écouter une parole sincère.

La mienne voudrait être du nombre, et j'ai confiance qu'on s'en apercevra. J'aurai à faire

des aveux; j'aurai aussi à porter des accusations : je place les unes et les autres sous le couvert de la vérité qui nous juge, et je me propose de vous dire aussi sincèrement que je le pense :

Premièrement, quelles excuses pourrait faire valoir l'anticléricalisme socialiste;

Deuxièmement, quelle erreur il représente pourtant, et quel grave intérêt la part de vérité que contient la doctrine aurait à rejoindre la vérité chrétienne, pour y trouver un complément, un secours, un instrument de pénétration admirable, au lieu de la lutte, qui ne profite à personne ni à rien.

I

L'opposition du socialisme à l'égard de l'Église — toutes questions personnelles mises à part — commence à s'expliquer dès qu'on observe en quelle compagnie l'on nous place, dans les haineuses litanies du parti.

A bas l'armée! A bas la police! A bas l'Église!... Cette association d'anathèmes nous aide à pénétrer la pensée, ou si l'on veut le senti-

mentalisme violent qui lance contre nous la meute socialiste.

On en veut à l'armée, à la police, pourquoi? Parce qu'on y voit, au service du capitalisme, l'instrument de domination matérielle.

On en veut à l'Église, pourquoi? — Parce qu'elle représente, pense-t-on, au service de la même cause, l'instrument de domination morale.

Voilà, croyez-le bien, une des sources les plus profondes du sentiment que j'analyse.

Il y en a d'autres, et j'ai dit moi-même que le socialisme étant une religion, il devait s'opposer naturellement à une autre religion qui comprend autrement que lui la destinée et les devoirs de l'homme.

Mais cette opposition aurait des caractères différents, s'il ne venait s'y ajouter un sentiment de défiance invincible à l'égard d'une organisation religieuse qu'on voit sous les couleurs d'une sorte de gendarmerie spirituelle, au lieu de la consolatrice et maternelle religion de Jésus.

D'où a pu venir, dans la tête du peuple, une idée si antipathique à l'essence même du christianisme; où sont ici les responsabilités, c'est ce que je voudrais vous dire, et si je commence par

les autres, vous allez voir que ce n'est pas pour fuir l'ennui d'une confession pénible.

Le premier coupable, ici, c'est cette précieuse bourgeoisie voltairienne de 1830, qui, ayant profité de la révolution de 89, voulait s'en tenir là; trouvait que tout allait bien dans le meilleur des gouvernements parlementaires; se déclarait pour l'*ordre,* entendant par l'ordre la tranquillité jouisseuse des *beati possidentes* enrichis des dépouilles de l'ancien régime.

La religion, nul n'en voulait pour soi; mais on payait l'évêque et le curé pour la prêcher au peuple. Il fallait de la religion « pour le peuple »; sans quoi il ne serait point sage, n'ayant pas, pour se bien conduire, les hautes raisons du *Constitutionnel* et du *Siècle.*

Le même motif qui vous faisait athée ou libre penseur ne vous faisait pas moins croyant... pour les autres; car cette croyance qu'on rejetait comme gênante, gênant aussi le peuple et le faisant tenir tranquille, ferait qu'on serait, soi, doublement moins gêné, doublement plus tranquille.

On présentait ainsi la religion d'amour sous l'aspect d'un gendarme, et ce qui devait arriver

arriva. Le peuple, plus fier qu'on ne l'eût pensé, entendant raisonner ces pompeux égoïstes; voyant qu'on lui jetait la foi comme on jette un licou, ne voulut pas pour lui de ce qu'on traitait en haut avec un dédain si superbe.

Ce fut un grand malheur, certes, qu'il en crût sur parole ceux qui faisaient du christianisme cette caricature odieuse; mais si le peuple eut tort de méconnaître la religion vraie, on ne peut trop s'étonner de ce qu'il ait rejeté la religion gendarme. C'était le contraire d'une religion; il la devait vite percer à jour, et n'ayant pas la clairvoyance de dégager l'or pur de l'Évangile de cet amalgame bourgeois, de distinguer Jésus-Christ de ce Dieu des parvenus qu'on lui prêchait, il était naturel qu'il se rejetât dans l'athéisme et dans l'anticléricalisme.

L'esprit bourgeois aurait alors son dû, et il recueillerait les fruits de sa belle tactique. Car de la déchristianisation aux excès anarchiques qu'on avait si fort redoutés, il n'y aurait qu'un pas.

La logique du peuple est rapide; elle saute par-dessus les abstractions, et les grands mots d'école ne sont point à ses yeux si sacrés. Le *droit,* l'*autorité,* la *conservation sociale,* l'*ordre,* ces grands fétiches de la bourgeoisie athée et

possédante, ne devaient faire qu'un feu de paille. Le droit sans Dieu, l'autorité sans Dieu, la conservation sociale au profit de quelques-uns, sans nulle compensation en ce monde ou en l'autre pour la masse qui peine et qui souffre, on eut tôt fait de sentir quel arbitraire et quelle haute ironie cela représentait.

« Le prolétaire refuse de promener ses haillons sous un ciel désert », a écrit un récent socialiste. Je comprends cela! et tant qu'on n'aura pas refait une mentalité chrétienne à ce pays, je n'espère pas qu'on enseigne jamais au prolétaire la sagesse.

Mais en tout cas, tant qu'on lui présentera la religion comme un hochet ou comme un stupéfiant, le peuple, qui a secoué le sommeil et qui ne prétend plus être enfant, ne pourra que jeter au visage du bourgeois la drogue ou le vain amusement qu'on réservait à son inconscience.

L'anticléricalisme violent du socialiste est donc la leçon de l'anticléricalisme ganté du bourgeois libéral qui, n'aimant ni le Christ ni la révolution sociale, croyait pouvoir se tenir entre les deux; mais qui ne perdit le premier que pour tomber dans l'autre, et pour nous y jeter avec lui, à moins que le salut ne nous vienne de plus haut.

Demandez maintenant au socialiste populaire pourquoi il rend l'Église responsable du rôle qu'on a voulu lui faire jouer auprès des foules. Il vous dira des choses absurdes; absurdes, dis-je, par leur énormité et leur absence complète de justice. Mais à travers ces accusations folles et ses clameurs de haine, j'écoute, ainsi qu'il faut toujours, quand un ennemi parle; car c'est souvent par lui que nous apprenons à nous connaître, au lieu de nous congratuler loin de toute contradiction.

J'écoute donc, et ma conscience, à défaut de l'adversaire, me fait entendre une accusation qui n'est plus le fruit de la haine; qui est, hélas! une vérité. C'est que le rôle attribué à la religion par les hautes classes trop peu conscientes de leur devoir, l'Église, dans la personne de ceux qui la représentaient en France, a paru quelquefois s'y prêter.

Je vous fais là, Messieurs, une confession un peu dure; mais il faut bien s'exécuter! Nous ne sommes pas faits seulement pour écouter la confession des autres : nous devons nous confesser aussi, quand nous sommes en faute, et ici nous le sommes, hélas!

C'est vrai, faisons notre *mea culpa!* C'est

vrai, et vous avez raison, socialistes, quand vous nous dites que nous n'avons pas fait, ou du moins pas assez, ce qui eût été notre devoir.

C'est vrai, que nous nous sommes placés trop souvent du côté du manche. C'est vrai que nous avons voisiné avec les puissants et mis notre ministère à leur service plus volontiers que nous n'entrions dans la vie des petits, pour les aider à porter leur fardeau. C'est vrai que nous nous sommes renfermés, ou du moins beaucoup d'entre nous, dans une sorte de mandarinat pieux qui ignore les masses. Nos prêtres, tirés de l'aristocratie autrefois, ont été trop aristocrates; tirés du peuple aujourd'hui, ils ont été trop tentés d'en *sortir* pour devenir des parvenus religieux, oublieux de leurs origines.

Il y a longtemps qu'on peut suivre à la trace, dans l'histoire, des erreurs qui furent assez mêlées de gloires pour qu'on les puisse confesser sans rougir.

Le clergé a rendu, au début de notre civilisation, les plus admirables services. Jusqu'au XV^e^ siècle, il marqua son intervention par une série ininterrompue de bienfaits dont profitèrent toutes les classes, mais très particulièrement les classes pauvres.

Par la suite, ses succès mêmes et l'enrichissement survenu lui firent quelque peu négliger son rôle ; il baissa dans l'esprit des peuples, et ce n'est pas moi qui le dis, ce sont ceux qu'il convient d'en croire ; car la malveillance n'était pas leur fait, et leur clairvoyance naturelle était mise en éveil par la charité : c'est saint Vincent Ferrier, c'est sainte Catherine de Sienne, c'est sainte Brigitte, c'est Savonarole, c'est plus tard Charles Borromée, c'est plus tard saint Vincent de Paul.

A des degrés divers, et avec des périodes de relèvement et d'élans admirables, le clergé de France n'alla pas moins s'éloignant lentement des classes populaires, auxquelles, jadis, il avait lié son sort.

Nos gouvernants, catholiques par hérédité, mais trop souvent païens en politique, cherchèrent en lui, au bénéfice de leur système, une connivence qu'ils y trouvèrent parfois. Ensemble, on se consacra à protéger ce qui était, au lieu de protéger ce qui devait être. On oublia de dire aux puissants, de se dire à soi-même la parole de l'Évangile : *Que celui de vous qui est en tête soit le serviteur de tous.* On se retira des affaires sociales, ou bien, en les réglant, on appliqua une morale rétrograde, n'ayant souci

que de conservation, négligeant les réformes, indulgente pour les forts, de peur que ses sévérités n'amenassent des conflits ou n'eussent l'air de favoriser la révolte.

Et c'était là, de la part de ceux qui forment l'armée du bien, un refus partiel de combattre; c'était, pour le « *sel de la terre* », un affadissement.

On nous reproche aujourd'hui de ne prêcher que l'autre vie, et de faire par là un métier d'endormeurs : j'ai fait voir combien ce reproche est absurde à ne regarder que l'essence du christianisme, et combien il est faux à regarder en large son action; mais dans ces derniers siècles et dans une mesure, peut-être, en effet, avons-nous mérité cette accusation. Le souci du salut individuel, qui ne nous a pas quittés, a pu voiler pour nous les perspectives du progrès social, que des siècles d'absolutisme avaient écartées des pensées dirigeantes.

Or, les peuples s'étant émancipés violemment, et leur impatience d'aboutir étant proportionnelle à l'élan furieux de leur départ, l'Église s'est trouvée distancée de la même manière que ce qu'on appelle les « anciens partis ». C'est de là qu'est née la conception du *cléricalisme* dans

le sens d'opinion rétrograde ; c'est ce qui a permis de dire, haineusement, mais de façon à pouvoir être cru de tout un groupe : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! »

Si nous avons mérité cela, mes chers confrères du clergé, si peu que ce soit dans la pensée de chacun d'entre vous, vous voudrez avec moi rendre cette gloire à Dieu que de confesser devant lui la vérité, et de ne plus regarder l'injustice. Ceux qui aujourd'hui nous accablent des reproches les plus insensés nous auront rendu un service, s'ils nous ont invités à réfléchir, et à comprendre que si le socialisme a des éléments excellents, c'est parce qu'il s'est emparé de notre héritage, après que nous l'avions laissé en déshérence. Ce sont nos morts, qui parlent par sa bouche, quand il prononce une parole de progrès. C'est notre Christ, nos apôtres, nos saints ; c'est l'influence des traditions respectées sinon toujours pratiquées par nos âges de foi, qui animent ses apôtres à lui, quand ils ont un élan de sincère amour du peuple. Et nous, resterons-nous sous notre tente, comme Achille, en envoyant Patrocle combattre?

L'occasion va nous être donnée de nous mêler à la foule et de reprendre contact avec elle. On veut nous jeter dehors ; mais nous empor-

terons avec nous le feu sacré, et ce sera pour le répandre.

Le christianisme a la vie en soi; à nous de la distribuer à tous, et de leur faire comprendre, en vivant et en les faisant vivre, qu'en effet, le christianisme est la vie de l'humanité.

Cette confession, Messieurs, peut bien servir d'excuse partielle à l'état d'esprit que nous dénonçons : je veux dire l'anticléricalisme socialiste; mais il ne peut évidemment le justifier.

Nous avons eu nos torts, socialistes; mais vous, seriez-vous donc si purs! Votre vie a été moins longue que la nôtre : comptez déjà les flétrissures que toute âme droite est obligée de lui infliger. J'ai montré quelques-uns de vos vices; peut-être en ai-je omis. En tout cas, fussiez-vous blancs comme neige, je vous dirais : Votre haine s'égare et vous égare. Dût-on maudire les hommes religieux, on ne devrait pas encore, à cause de leurs péchés, jeter l'accusation à la doctrine sainte dont ils sont les porteurs. Les Pharisiens de jadis étaient des hommes de honte et de rapine; ils méritaient toutes les malédictions du Christ et ils

les subirent; mais savez-vous comment il parlait d'eux à la foule? *Ils sont assis sur la chaire de Moïse,* disait-il; *faites ce qu'ils disent et ne faites pas ce qu'ils font.*

Nous sommes, je l'espère, nous, les prêtres français, un peu moins bas que cette race maudite! Mais en tout cas, si nous avions failli à la tâche, il fallait nous le dire hardiment; nous inviter à secouer notre torpeur; être saint Paul, qui reprenait saint Pierre devant tous, parce qu'il ne faisait pas son devoir et qu'il risquait de scandaliser les gentils. On ne dépasse point son droit, quand on rappelle au prêtre qu'il est le serviteur de tous. Mais on offense la vérité autant que la justice, on compromet le bien humain et l'on fait tort à sa propre cause, quand on est socialiste et qu'on dit : Le clergé ne nous aide point : alors, répudions sa doctrine; retournons-nous contre la religion qui n'a pas su nous donner des apôtres, et puisque l'arbre de vie supporte des négligents sous son ombre, arrachons-le, au risque de voir périr ceux qui vivaient hier de ses fruits.

Je veux montrer, Messieurs, combien cette attitude est insensée; quel tort fait le socia-

lisme à celles de ses revendications qui sont justes en se privant exprès d'un appoint dont la valeur serait incalculable.

Si le socialisme tient avant tout à nous abattre, c'est bien ! il est dans la logique de son cas, — sauf que, je l'en avertis, c'est nous qui chanterons le *De profundis* sur sa tombe. — Mais s'il s'inquiète vraiment des classes pauvres, s'il veut du bien aux déshérités de la vie, qu'il ne se sépare point de cette Église catholique qui a le droit encore, en dépit des misères de ses Fils, de dire avec son Maître et de répéter demain, j'espère, avec plus de fierté douce et de vérité attirante : *Venez à moi, vous tous qui êtes chargés et fatigués par le labeur de vivre, et je vous soulagerai.*

II

Joseph de Maistre écrivait, à l'heure précise où le XVIII^e^ siècle passait sa lourde tâche au XIX^e^ : « Lorsque je considère l'affaiblissement général des principes moraux, la divergence des opinions, l'ébranlement des souverainetés qui manquent de base, l'immensité de nos besoins

et l'inanité de nos moyens, il me semble que tout vrai philosophe doit opter entre ces deux hypothèses : ou qu'il va se former une nouvelle religion, ou que le christianisme sera rajeuni de quelque manière extraordinaire. »

Chose étonnante, Messieurs, et rare fortune pour un prophète ! cette prophétie s'est réalisée ou pour mieux dire se réalise sous nos yeux dans ses deux parties. La nouvelle religion est née : c'est le socialisme ; le rajeunissement chrétien est commencé : c'est Léon XIII qui en a donné le signal.

Le christianisme social d'un côté, le socialisme de l'autre : voilà les deux forces en présence. Ni l'une ni l'autre n'a jusqu'ici développé toutes ses ressources ; mais je voudrais insister à dire, après l'avoir indiqué bien des fois, que si d'une part le christianisme social ne peut réussir qu'en acceptant du socialisme ce qu'il a de bon, de l'autre, le socialisme qui essaie d'emprunter à la morale chrétienne quelque chose de ses principes et de son influence, ne réussira à les faire fructifier et à grandir lui-même sans dommage pour le bien humain qu'en restituant à la morale chrétienne son appui naturel : l'Église.

Un socialiste que je me plais à citer pour sa

très haute valeur intellectuelle a dit un jour que le socialisme qu'il prêche « se sépare sans confusion possible de ce socialisme chrétien qui n'est — dit-il — qu'une piteuse contrefaçon du socialisme, puisque loin d'être l'agent de l'émancipation humaine, il n'est que l'instrument de domination et de règne d'une théocratie aux abois [1] ».

Qu'est-ce à dire, Messieurs? Quel étrange sentiment peut bien dicter une telle déclaration?

Ne voit-on pas, d'abord, la déviation d'idées que couvre cette formule : *l'émancipation humaine?* S'agit-il d'émancipation de la misère et de toutes les inégalités oppressives? Non! celle-là, nous en serions, et l'on se croit tenu de trouver quelque chose dont nous ne puissions pas être. Il s'agit manifestement d'émancipation religieuse, c'est-à-dire d'émancipation à l'égard de la hiérarchie spirituelle et de l'autorité doctrinale. Et je demande premièrement quel rapport il y a entre ces deux choses. Je demande ensuite quel intérêt il peut bien y avoir à émanciper les foules à l'égard d'une organisation qui déclare et qui prouve qu'elle

1. Millerand. Discours de Saint-Mandé.

entend se mettre tout de bon à l'œuvre sociale.

Il est vrai que les socialistes pensent avoir lieu de se défier du genre et de la mesure de concours que peut leur apporter l'Église. L'un d'eux disait, dans une controverse publique avec un catholique, que l'Église ne peut faire au socialisme que des concessions *provisoires, superficielles* et *intéressées*[1]. Provisoires, comme si l'Église était prête à se retourner contre les humbles quand elle y aura intérêt; superficielles, comme si ce n'était que sur des questions accessoires qu'on se peut entendre avec elle; intéressées, comme si c'était pour reconquérir sa popularité compromise, qu'elle se plaçât sur le terrain social.

Mais dans cette triple accusation, je ne puis voir qu'une erreur et un double procès de tendance.

Qu'est-ce qui permet de nous lancer ce soupçon injurieux que nous soyons prêts à retourner le gant, à l'heure où quelque revirement politique viendrait briser l'élan de la démocratie française? N'ai-je pas dit que l'action populaire est de beaucoup la plus authentique de nos

1. Cf. *la Petite République* du 27 mars 1904. Controverse entre Georges Renard et F. Brunetière.

traditions ; la plus ancienne, chacun le sait; la plus profonde, on n'en saurait douter à lire les plus grandes pages de notre histoire, et que par conséquent y revenir, après quelques oublis, c'est simplement revenir à nous-mêmes?

Si par ailleurs l'Église peut y trouver un intérêt, j'ai lieu de penser qu'il est de noble aloi, puisqu'il s'agit pour elle de reconquérir une influence qu'elle estime nécessaire au monde.

Séduire les âmes par des moyens de douceur, les conquérir par des services et les donner à Dieu pour leur bien, c'est son but avoué et admirable. C'est de cela qu'elle a été chargée par son Christ. Laissez-la s'y efforcer sous des formes qu'elle ne demande qu'à renouveler afin de s'adapter mieux à ceux qu'elle voit avec douleur se soustraire à son influence.

Que de fois, Messieurs, ce sont nos propres malheurs qui nous font réfléchir et nous ramènent à la sagesse ! Si l'Église a souffert de l'aliénation des esprits, et que ses fils, en recherchant les causes, aient pris une conscience meilleure de leurs devoirs sociaux, par quel vilain esprit de haine voudrait-on nous refuser le droit d'accomplir une évolution nécessaire, nous empêcher de tourner la page, et, contrits de nos misères, de nous en convertir?

J'ai dit que l'erreur se joint ici au parti pris en ce que ce n'est point, comme on le prétend, par quelques points de surface que le christianisme pourrait prendre contact avec le socialisme, en tant du moins que celui-ci poursuit une amélioration humaine. C'est au contraire par son tréfonds et par le tréfonds du socialisme que les deux doctrines se touchent.

Je ne crois pas faire un paradoxe en disant que l'Église est en un sens plus socialiste que les socialistes; car l'esprit dont se targuent ceux-ci n'est après tout que notre esprit évangélique démarqué, et trop souvent, hélas, faussé, mêlé d'erreurs et de passions folles.

Je vous ai cité déjà cette phrase capitale d'un coryphée du socialisme : « L'idée socialiste se résume tout entière dans la volonté énergique d'assurer à chaque être, au sein de la société, le développement intégral de sa personnalité. » Or, cette essence du socialisme, c'est le catholicisme même, puisque celui-ci, politiquement et socialement, a pour formule : Affranchir l'individu, d'abord, en lui prêchant sa valeur personnelle et sa destinée propre; deuxièmement l'engager, pour le multiplier, dans des collectivités hiérarchiques. *Affranchissement* et *socialisation,* ce sont les deux

pôles de l'action catholique : la doctrine et l'histoire en font foi. Or c'est là le vrai et le bon socialisme.

Qu'on ne dise donc pas : L'entente est impossible : elle est de droit, à ne regarder que le fond des choses.

Ce sont les superfétations socialistes, qui nous séparent; ce sont les déviations, et la preuve, outre le fait présent de notre orientation démocratique, c'est qu'à l'aurore du socialisme moderne, en 1848, une foule de catholiques ont bien montré qu'ils n'étaient pas hostiles à ce qu'il y avait de généreux dans la doctrine. Ils sont allés à l'extrême limite des concessions, et l'on peut bien les accuser d'avoir participé par trop aux naïvetés, aux puérilités même et à l'illuminisme de cette époque idyllique et superficielle; mais de s'être montrés hargneux et gêneurs, non pas. Ils ne rompirent — et seulement en partie — que lorsqu'il fut acquis que les doctrines nouvelles se montraient, elles, décidément hostiles; que l'allure antireligieuse à la Proudhon y prévalait; que d'ailleurs l'esprit d'injustice et de révolution violente y dominait de plus en plus, en fait, les effusions d'une fraternité verbale; qu'on se lançait dans l'utopie à outrance, rêvant d'institutions qui

méconnaissent non seulement les faits historiques et les traditions séculaires ; non seulement les bases immuables des sociétés ; mais jusqu'à la nature et l'homme dans leur essence première.

Ces abus écartés, nous pouvons être avec vous, socialistes, et si nous pouvons être avec vous, vous devez donc nous attirer à vous, et ne pas laisser se perpétuer cette équivoque de combattre sous le nom de catholicisme ce qui n'est pas le catholicisme, mais des erreurs que nous-mêmes avons confessées, et de lui opposer, sous le nom de socialisme, une politique sociale qui est au fond celle du catholicisme.

Vos utopies, certes! et les violences de votre action ne sont pas notre affaire ; mais l'esprit de justice et le besoin de fraternité qui vous travaillent, aux heures de sincère effort vers le mieux, c'est l'Évangile qui se remue en vous ; c'est sa lumière qui se reflète en votre conscience. « C'est Dieu qui se remue dans les cœurs de vingt ans », s'écriait Lacordaire ; c'est lui aussi qui remue dans les sociétés qu'un effort de rénovation sollicite.

Le catholicisme vit par son corps dans le clergé et dans les fidèles qui le pratiquent ; mais il vit par son âme partout où s'étend la

civilisation issue de ses principes, partout où vibre un sentiment de fraternité et de dévouement au bien.

Et c'est pourquoi je dis que ce n'est pas seulement une possibilité pour vous, socialistes, de vous entendre avec l'Église : c'est une nécessité ; si vous voulez sincèrement faire effort vers l'amélioration humaine.

Si le catholicisme disparaissait, selon le désir des anticléricaux socialistes, il en serait de la civilisation qu'ils travaillent comme du cadavre qui végète encore quelque temps et persiste en sa forme après le départ de l'âme ; mais la décomposition se précipiterait vite ; nous en voyons çà et là quelques signes qui ne sont pas faits pour nous inviter à pousser plus loin ; et que deviendrait l'idéal de rénovation humaine, lorsque l'humanité n'aurait plus son principe de vie !

Je sais, Messieurs, que le socialisme contemporain n'est pas disposé à accepter la proposition que je viens d'émettre. Pour lui, le principe de rénovation, et l'origine du sentiment de fraternité qu'il exploite, ce n'est pas la religion, c'est la science.

Je n'ai aucune disposition à dire du mal de la science ; pas davantage à diminuer son rôle ; mais je montrais l'autre jour que poser des limites, ce n'est pas diminuer, c'est au contraire renforcer, en conservant à sa nature ce qui, en l'oubliant, ne peut aller qu'à l'illusion et à la faiblesse.

Je ferai donc remarquer que la science ne peut servir au socialisme que dans la mesure précise où j'ai montré qu'elle sert au catholicisme, à savoir quand il s'agit d'étudier les faits et de mettre ainsi au service de notre idéal de bonnes réalités positives. Mais pour fixer cet idéal, pour nous fournir l'esprit qui doit guider nos organisations sociales, à quoi peut bien servir la science?

Quand elle prétend intervenir ici, ce qu'elle suggère n'est pas en général dans le sens des socialistes. Elle s'en rapproche quand elle se fait athée; mais c'est pour s'en écarter aussitôt et se faire aristocrate. « L'athéisme est aristocratique », disait Robespierre à la Convention ; la science aussi, dès qu'elle sort de son rôle subalterne pour usurper le rôle d'une religion.

Laissez-la s'exprimer librement au sujet de nos rapports et de nos lois sociales, elle ne vous

prêchera pas la fraternité, ni l'égalisation des classes, ni la démocratie outrancière où court le socialisme : elle prêchera l'inégalité, la sélection, la subordination du faible au fort, et elle appellera la démocratie une « erreur monstrueuse » ou une « étourderie » digne des étrivières.

La science ainsi comprise, c'est Aristote et sa tranquille systématisation de l'esclavage ; c'est Nietzsche et sa doctrine du *surhomme ;* c'est Spencer et son horrible horreur pour la bienfaisance ; c'est Renan et son aristocratisme verbeux ; c'est le « royalisme » récent d'un Charles Maurras et d'un Bourget.

Le plan de la nature tel que le révèle la science est étroit et cruel, parce que c'est le monde du péché originel, et que la rédemption morale du Christ n'est pas venue l'envelopper d'idéalité surhumaine.

L'univers de Darwin et des anthropologistes ses frères n'a rien d'humanitaire ni d'idyllique. Il est basé sur l'égoïsme ; il représente ce que le Christ, en le maudissant, a constamment appelé *le Monde,* c'est-à-dire le règne de la concupiscence et des instincts brutaux que la concupiscence gouverne.

C'est Lui, le Christ, qui a introduit pratique-

ment dans le monde l'esprit de fraternité ; qui l'a appuyé sur des motifs qui ne sont pas ceux de la science ; mais ceux d'une philosophie supérieure dont il nous apportait du ciel le secret; qui lui a fourni, avec cela, par l'organisation religieuse de l'humanité, des moyens de se propager, de s'entretenir et de croître.

Si nous voulons garder cet idéal, il ne faut pas nous écarter de sa source et rejeter ses moyens. Il faut rester chrétiens, ou pour mieux dire s'efforcer de le devenir davantage. C'est parce que nous ne le sommes pas assez, socialistes! que nous rejetons ce qu'il y a de bon en vous : ne nous conseillez pas de ne l'être plus du tout; mais demandez qu'une effusion nouvelle d'Évangile nous transforme. Qu'elle vous transforme aussi, et vous fasse rejeter vos rêves de violence et de haine! Alors, tournant le dos au monde perverti et « sans cœur [1] » pour lequel le Christ a déclaré ne pas prier ; tournant le dos à la nature cruelle que décrit la science; nous élevant au-dessus de nous-mêmes pour entrer de plain-pied dans les domaines de la *grâce* et de la *rédemption* du Christ, nous avancerions vers un avenir

1. S. Paul aux Romains.

conforme à nos aspirations les meilleures.

J'ai dit souvent déjà que le socialisme est une religion. J'ai fait à cette religion bien des reproches; mais si j'en prends la fleur humanitaire, la cueillant — combien rarement, hélas! — dans les ouvrages de ses prophètes les mieux inspirés, je n'y puis voir qu'une chose : la religion même de Jésus; seulement cette religion se retournant contre sa source et se détachant, sans le savoir, de ses plus nécessaires conditions. Quelle imprudence, Messieurs! et quel péril immense pour l'avenir!

Renan avait remarqué après bien d'autres que la civilisation contemporaine, si fière de son indépendance à l'égard de l'Église, si prompte à se retourner contre elle, agit sans s'en douter sous la poussée des sentiments ataviques infusés dans le sang de la race par le christianisme. Seulement, disait-il, cela ne peut pas durer toujours. « Ces mouvements instinctifs s'affaibliront avec le temps. » Ensuite, si la déchristianisation persiste, de quoi donc vivrons-nous? se demandait-il avec inquiétude. Il y a chance pour qu'on en revienne non plus aux procédés de la science mise au service de l'humanitarisme, ainsi que le veut avec nous

le socialisme ; mais à la science tout court, qui est le contraire de l'humanitarisme. Alors, la démocratie, cette « erreur théologique par excellence », comme l'appelait le même Renan, aurait vécu[1] ; la hiérarchie naturelle et la hiérarchie arbitraire de la force imposeraient leurs droits et ne les tempéreraient plus par des sentiments que l'esprit « scientifique » proclamerait stériles et nuisibles.

Platon, ce socialiste à outrance, ne disait-il pas qu'il faut laisser périr les faibles, parce qu'ils ne peuvent être qu'à charge à eux-mêmes et aux autres? On en reviendrait là, quand serait mort en nous le christianisme. Que ceux-là y songent sérieusement, pour qui les aspirations généreuses qu'abrite le socialisme sont autre chose qu'un tremplin politique ou une vague décoration de l'esprit.

1. Les partisans du « royalisme » ont bien senti que le christianisme théologique leur est contraire, et que tout au fond, christianisme et démocratie s'équivalent. Ils sont parfois chrétiens de tradition et cléricaux par conservatisme ; ils ne sont pas chrétiens d'esprit. L'un d'eux s'intitule nettement un *clérical athée;* un autre, le meneur d'une campagne célèbre en faveur de la royauté, est un païen qui voudrait s'appuyer au clergé ; mais qui redoute ses incartades. Tous craignent par-dessus tout que l'Évangile nous dégoûte des *Restaurations*. Les initiatives de Léon XIII les ont mis en fureur.

Que de fois, Messieurs, on a décrit déjà le rôle admirable que le catholicisme pourrait jouer dans la voie d'où le socialisme voudrait l'exclure ! L'Église sait enterrer les morts ; mais elle sait aussi présider aux baptêmes, et quelle éducatrice elle fait, pour les mouvements jeunes et pour les généreuses entreprises !

L'Église a présidé à l'affranchissement du monde sous Néron ; elle présida plus tard à l'affranchissement des esclaves : elle présiderait volontiers, si notre siècle l'y conviait, à l'affranchissement du pauvre et du travailleur. Et que ne pourraient pas pour cela son extension mondiale, sa puissance d'organisation, sa membrure colossale et souple, sa richesse en spécialités capables d'atteindre, du haut en bas de l'échelle des esprits, des situations sociales et des âmes, tous les infinis éléments du corps social, pour les rénover et les mettre en œuvre.

Y a-t-il et peut-il y avoir une organisation socialiste qui puisse donner un tel effort, et le poursuivre à travers les siècles sans défaillance comme sans fièvre, appuyée sur des traditions, et enveloppant les initiatives, pour les régler sur l'unité d'un principe immuable en lui-même autant qu'inépuisable en manifestations ?

Pour s'assurer ce concours, il faudrait, il est vrai, renoncer à certaines choses, à certains buts et à certains moyens; il faudrait tourner le dos à la haine, tourner le dos aussi aux rêves insensés, et au lieu de chercher à établir je ne sais quelle cité d'Utopie, consentir à installer sur terre — simplement! — le *royaume de Dieu*. Mais j'ai montré que c'est là le vrai et le bon socialisme. Alors, pourquoi celui-ci est-il contre nous?

Je rappelais l'autre jour que l'ascension des classes populaires ne se peut réaliser d'une façon heureuse et durable que par le concours des autres. Or je vous demande ce qui peut décider les autres, les possédants, à se dessaisir de leurs privilèges.

J'ai affirmé à vrai dire que là est leur intérêt supérieur et lointain; mais l'intérêt lointain et collectif n'est pas celui qui gouverne. Au point de vue individuel, c'est-à-dire, hélas, au point de vue effectif, les possédants ont intérêt à posséder, et qu'est-ce donc qui les empêche, aujourd'hui, de défendre leurs intérêts menacés avec une âpreté triomphante? Qu'est-ce qui endort la bourgeoisie? Qu'est-ce qui jette un si grand nombre de ses fils dans les œuvres so-

ciales, dans le socialisme chrétien ou même dans le socialisme tout court? Qu'est-ce donc, sinon une impression chrétienne combattue, maugréante par instants, mais qui dans une mesure progresse ? Combattez-la, vous combattez contre vous-mêmes, et si vous la déraciniez tout à fait, vous auriez installé l'égoïsme et tué la propagande socialiste dans ce qu'elle a de plus efficace et de meilleur.

D'autre part, regardez du côté des masses, et vous verrez que le christianisme, et lui seul ; que l'Église, et elle seule peuvent assumer le rôle moral que rend de plus en plus nécessaire le travail socialiste.

Dans l'enquête sur la *monarchie* que menait il y a quelques années une feuille parisienne, on insistait beaucoup sur le danger, en démocratie, de voir s'élever sans cesse des conflits entre les intérêts individuels devenus tout-puissants par la diffusion du pouvoir, et l'intérêt public désarmé. Et à l'inverse, on notait l'utilité de confondre, par la monarchie, l'intérêt de la nation avec l'intérêt le plus cher du souverain et de la famille régnante. On donnerait pleinement raison à cette critique si l'on ne développait dans les masses le dévouement,

en même temps que le pouvoir social et politique.

Cela veut dire qu'il faut moraliser ; cela veut dire qu'il faut christianiser ; car pratiquement, pour nous, les deux choses coïncident.

En dehors de cette action, vous ne réduirez pas plus l'égoïsme anarchique que vous ne réduirez l'égoïsme figé du « royalisme ».

La moralité et par conséquent la religion sera d'autant plus nécessaire que la société se démocratisera davantage ; car les barrières sociales étant tombées, si l'on ne veut pas rouler dans l'anarchie, on aura besoin d'autant plus de barrières morales. En créant le citoyen libre, on crée le citoyen responsable ; en l'armant de pouvoirs, on remet le bien public entre ses mains ; il en devient le gardien et le collaborateur. Il faut qu'il sache porter le poids de cette responsabilité. Hélas ! nous en sommes loin, et si une aide puissante ne s'offre à nous, pour relever le niveau de nos mœurs publiques, l'arrivisme sévira de plus en plus, les convoitises s'exaspéreront, et la guerre des classes aura beau prendre fin, c'est la guerre de tous contre tous qui en prendra la place, et notre condition sera pire, et le prétendu progrès se résoudra en rétrogradation.

C'est en 1848 que Guizot écrivait : « Plus le mouvement social devient vif et étendu, moins la politique suffira à diriger l'humanité mise en branle. Il faut ici une puissance plus forte que les puissances de la terre; une perspective qui s'étende plus loin que la vue. Il faut ici un Dieu et une éternité. »

Eh oui, Messieurs, un Dieu et une éternité! Un Dieu, pour renforcer l'idée du devoir qui sans cela s'évapore et aux heures difficiles risque de paraître une duperie; et une éternité, pour que les injustices de la vie, les ironies du sort qui si souvent ricane en face d'un héroïsme et récompense ailleurs l'infamie, ne donnent point à penser que la vie est mauvaise, et qu'elle n'a donc pas le droit de nous demander, à nous, d'être bons.

Comprenez bien, Messieurs, qu'il y a dans notre action sociale comme dans l'action individuelle une forme d'intérêt personnel qu'on ne réduira point, pour l'excellente raison qu'on ne doit point la réduire. L'homme ne peut se constituer son propre ennemi, et lui demander de faire le bien ne doit pas signifier à ses oreilles : Méconnais ta nature et travaille contre toi! Nous avons le sentiment invincible que le devoir et le bonheur doivent à la fin se rencontrer et s'épa-

nouir ensemble. Le bien, socialement parlant, consiste à se dépasser, non à se contredire. Or, il serait trop facile de le montrer, étant donné la constitution du monde et de la vie, il n'y a que dans la pensée religieuse que l'intérêt individuel — je ne dis pas dans ce qu'il a d'égoïste, je dis dans ce qu'il a d'inaliénable et de sacré, — puisse coïncider toujours avec l'intérêt public, par l'intermédiaire de l'idée du bien et des rétributions divines [1].

Or c'est l'Église, et elle seule, qui avec une autorité suffisante et avec toute l'extension nécessaire, peut nous prêcher, prêcher aux peuples et Dieu et le devoir qu'il sanctionne; et notre destinée éternelle et notre action du temps qui prend par elle un sens et un aboutissement.

Pour assumer cette tâche, elle a reçu une mission que personne ne lui peut contester. C'est elle qui a entendu cette parole : *Allez et prêchez-leur ce que je vous ai dit.*

Ce qu'Il a dit, *Lui,* c'est la règle. L'institution permanente à qui il a confié, lui parti, le dépôt de sa parole, ce doit être le régulateur.

Ayez confiance, s'écriait-il un jour, *j'ai*

1. On trouvera ce point de vue développé dans notre ouvrage *Les Sources de la croyance en Dieu,* ch. VIII[e]. Paris, Perrin.

vaincu le monde. Je vous ai dit ce qu'il entendait par là. Or la confiance qu'il insufflait à ses disciples, c'est en lui seul et dans son œuvre que nous pouvons toujours la reposer. Seul l'Évangile, seule la foi, seule la puissance socialisée de l'Évangile et de la foi, c'est-à-dire l'Église, peut vaincre encore et toujours le *Monde*, c'est-à-dire la nature dépravée et cruelle, c'est-à-dire l'égoïsme féroce qui, mis en société, crée l'inégalité oppressive et les résistances jouisseuses d'une part, de l'autre les revendications injustifiées, les envies basses et les coupables rébellions.

De sorte que la chose que vous répudiez avec colère, socialistes ; celle que vous repoussez avant toute autre, qui vous semble l'obstacle suprême, c'est celle sans laquelle vous ne ferez rien ; rien que vous enfoncer et nous enfoncer avec vous dans des difficultés inextricables et dans des cataclysmes.

La vraie question sociale est une question religieuse. Le reste serait affaire de peu de temps et de peu de travail ; là est le fond. Mais sans cela, on sèmera sur des rochers et sous le vent ; on ne fera que du provisoire ou de l'inutile.

Comprenez donc que la religion étant une nécessité morale est en même temps une nécessité matérielle. Car la matière ne se soutient pas

par elle-même ; elle est vite dévorée par les vices contre lesquels rien ne peut l'armer. Le prodigue aura toujours tôt fait de « dévorer sa substance ». Le socialisme économique, fût-il vrai, ne serait qu'un expédient. Le remède est ailleurs, il est dans la moralisation et dans la christianisation du monde. *Omnia instaurare in Christo :* tout restaurer dans le Christ : voilà ce qu'il faut faire, et ce que vous déclarez aboli, socialistes, c'est ce qui sauve ; ce que vous dites obstacle, c'est le principe de tout.

Qui nous donnera de comprendre, Messieurs, nous tous, Français, soit socialistes, soit catholiques, la synthèse admirable qui se pourrait former avec l'esprit chrétien éveillé au contact des mille questions nouvelles qui se posent et l'élan merveilleux, s'il était contenu, d'un socialisme jeune et pétillant de sève ?

L'idéal social chrétien n'a jamais été réalisé jusqu'ici sur la terre. L'union des catholiques et des socialistes de bonne foi le pourrait accomplir. Pourquoi résistons-nous de part et d'autre à cette effusion de grâce que représente pour nous l'aspiration sociale de ce siècle ?

Le socialisme, qui se dit une doctrine d'avenir,

presque d'éternité, tant ce qu'il rêve est difficile, pourquoi se montre-t-il contradictoire à son propre esprit au point de se laisser hypnotiser par les petites haines bourgeoises, les partis pris nés d'hier et les sophismes intéressés ? S'il se sondait et nous sondait, il verrait la fraternité du fond sous les malentendus de la surface, et la rencontre éternelle des doctrines sous les antagonismes du présent.

Et nous, les catholiques, qui sommes au sens complet, cette fois, hommes de l'Éternité, pourquoi renâclons-nous, comme la bête qui résiste au joug, quand on nous vient proposer des réformes?

Nous sommes tous les clients du bien, les clients du progrès, et nous le devons vouloir contre nous-mêmes. Si le socialisme se présente, en quelques-unes de ses démarches, sous les couleurs de ce christianisme éternel dont nous sommes les enfants, pourquoi résistons-nous quand même?

Si nous ne sommes pas socialistes en ce sens-là, nous ne savons pas de quel esprit nous sommes. Si les socialistes en ce sens-là ne sont pas catholiques, ils ne savent pas non plus de quel esprit ils sont.

Que les uns et les autres se recueillent et s'a-

mendent. L'œuvre de Dieu n'aura jamais assez de défenseurs. Écoutons, nous, ce que ne veulent entendre ni les socialistes aigris ni les conservateurs à outrance : *Voici, je vous le dis, levez les yeux et regardez les champs qui déjà blanchissent pour la moisson... La moisson est grande ; mais il y a peu d'ouvriers. Priez donc le maître du champ, afin qu'il envoie des ouvriers dans sa moisson.*

St. Albert's College Libr

CONCLUSION

CONCLUSION

Quiconque, en méditant le sujet de ces discours, aura su voir le fond des choses, se rendra compte que trois différences capitales séparent l'action chrétienne de l'action socialiste.

L'une est relative aux sentiments : la *haine* ici, et l'*amour* là.

Une seconde à ce qu'on prêche tout d'abord : ici, les *droits;* là, les *devoirs.*

Une troisième à ce qu'il s'agit avant tout de réformer : ici, les *lois sociales,* et là, l'*individu.*

Sur le premier point, nous nous sommes expliqués amplement.

Sur le second, j'ajouterai cette remarque : Le socialisme veut être une doctrine morale. Il se prétend fort souvent supérieur à nous en ce

que sa morale, dit-il, n'exige point de sanctions et se contente du bien pour le bien. Pourquoi, dès lors, le bien lui semble-t-il surtout bon à imposer aux autres sous forme de *droits,* au lieu de s'imposer, sous forme de *devoirs,* à ses adeptes mêmes?

La morale n'est-elle pas avant tout affaire personnelle? S'il y a lieu d'en parler pour autrui, n'est-ce pas encore en ce qu'autrui est pour nous la matière d'un devoir? Et s'il convient d'y rechercher un avantage, n'est-ce point parce que nous-mêmes nous sommes confiés à nous-mêmes, et que nous avons tous, en nous, un *bien* à sauvegarder?

Si le socialisme envisage autrement les choses, qu'il abandonne ses prétentions morales : il ne sait pas ce que c'est que *morale,* ne sachant pas ce que c'est que le *bien.* Quand il prétend se contenter de celui-ci, il se contente simplement de l'égoïsme, et s'il ne cherche point de sanctions ultérieures, c'est pour la bonne raison — bonne à ce qu'il croit! — qu'il a essayé de s'en procurer par avance.

Ce qu'on appelle nos *droits,* ce n'est, au vrai, que le large à laisser devant nos pas pour que l'être libre que nous sommes puisse sans entrave faire sa route, et arriver au bonheur par le

bien : telle est la théorie du christianisme. Si le socialisme y consent, son illogisme est manifeste. S'il la repousse, son erreur est profonde et indiciblement pernicieuse.

Ce qui doit en sortir, en effet, et ce qui en sort, hélas, très logiquement cette fois, c'est un déchaînement d'appétits que ne vient plus régler aucun regard sur soi-même, aucune vue de ce qu'on doit pratiquer, avant de le prêcher aux autres.

Ce qui en sort encore, c'est le mépris de tout ce qui n'est plus satisfaction personnelle ; mais *bien en soi,* beauté, lumière, valeur, trésor d'humanité, patrimoine national ou humain qui vaudraient bien pourtant qu'on s'en occupe !

La recherche des solutions économiques, en vue des jouissances personnelles et très particulièrement de celles du corps, ne devrait pas faire oublier que la vie humaine est chose grave ; qu'elle a du prix indépendamment de ce que nous mangeons et buvons ; que les traditions, l'honneur, la bonne entente réciproque, la conservation et le développement de ce qu'il y a de spirituel en notre vie sont aussi dignes de nous.

« *J'ai une nourriture que vous ne connaissez pas!* » disait un jour le Christ : ce pain des

hautes vies, si le socialisme le néglige pour l'autre, cela tient en grande partie à ce qu'hypnotisé par les *droits,* il en a oublié les *devoirs,* et la conséquence toute dernière en serait de faire piétiner par l'armée prolétaire ce dont elle-même, après son émancipation matérielle et morale, devrait vivre demain. Tels les barbares du nord allaient briser à Rome des chefs-d'œuvre que nous, leurs fils, ne pouvons aujourd'hui assez pleurer.

La masse ainsi jetée à l'assaut devient une puissance aveugle, comme les puissances cosmiques, et une fois lancé le rocher de la montagne, on ne sait plus où s'arrêtera l'élan destructeur.

Bien coupables sont ceux qui déchaînent ainsi la force brute!

Troisième constatation : Les socialistes croient que l'essentiel est de réformer la société. Le christianisme pense que l'essentiel est de réformer l'*homme,* c'est-à-dire l'*individu moral.*

Il y a sans nul doute des systèmes sociaux meilleurs que d'autres : on ne nous accusera pas de l'avoir méconnu. Mais en attendant qu'on découvre ce qui, en ces domaines,

a besoin d'être découvert, il serait urgent de savoir qu'on peut rendre passable, sinon excellent, un système quelconque, de même qu'on pourra plus tard, le meilleur étant trouvé, en abuser et le tourner à mal.

Le bonheur ou le malheur humain n'est pas dans des formules : il sort de nous, de nos vertus ou de nos vices.

Ce fut l'erreur de nos pères de 89, de croire à l'efficacité des systèmes. On en revient, parmi ceux qui réfléchissent. L'Église, elle, en est toujours revenue. « *Le royaume de Dieu est en vous,* » dira-t-elle toujours avec son Christ.

D'ailleurs, les deux choses mentionnées ne vont-elles pas ensemble? On ne cherche les bons systèmes que sous la poussée des bons instincts. Les mauvais portent le riche à la résistance égoïste, et le pauvre aux spoliations violentes qui procureraient la ruine commune.

Ce qui est à faire, c'est de développer partout les bons vouloirs; de fomenter *l'esprit social,* le *sens social,* qui gagnent très manifestement chez nous, et qui, liés à l'amour du bien commun, pourraient réaliser dès demain des merveilles.

A un autre point de vue, n'y a-t-il pas lieu de rappeler à ceux qu'inquiète le sort des prolétaires que les améliorations matérielles qu'ils poursuivent ne valent, ou en tout cas ne portent un peu loin, que par une amélioration parallèle de l'ordre intellectuel et moral?

Que sert à l'ouvrier d'être bien payé, s'il ne sait pas employer son argent, s'il le consume en vices? Que lui sert d'être bien logé, s'il ne sait pas tenir son logis? le plus charmant *chez soi* sera bientôt transformé en tanière. Que sert de réduire ses heures de travail, si le reste de son temps est employé à ruiner ses forces plus que ne faisait le travail, en même temps qu'à manger ou à boire ce que le travail avait produit? Que sert de l'associer avec ses pareils, s'ils ne mettent en commun que des ignorances et des vices!

J'ai rappelé combien peu les coopératives de production ont pu réussir : pourquoi? Parce qu'on a voulu écarter le patronat avant de pouvoir fournir, soi, ce qu'apportait le patronat à l'œuvre commune.

D'où vient que les salaires montant, le bien-être lui-même — sans parler du bonheur — est loin de montrer une progression égale? Les hommes compétents nous disent à ce sujet une

chose triste, mais bien instructive : c'est que dans un très grand nombre de cas, l'élévation des salaires ouvriers ne profite pas à la famille, quelquefois au contraire. Le père seul y trouve des satisfactions nouvelles, et de quel ordre, c'est ce qu'il ne faut pas trop approfondir.

Ne soyons pas sévères; mais concluons qu'il est urgent plus encore de moraliser que d'enrichir. Si la conquête de ses droits est pour le peuple chose légitime et pressante, la chose indispensable, c'est qu'il apprenne à s'en servir, et la sagesse demande que la conquête soit toujours précédée d'une étape par la valeur morale et par les facultés d'emploi.

C'est donc à l'instruction et à l'éducation chrétienne du peuple que doivent se consacrer tous ceux dont notre avenir démocratique hante les rêves.

Quand je dis éducation, je ne songe évidemment pas à la seule enfance : j'entends l'éducation de toute la vie, sous toutes les formes variées que les meilleurs trouveront à leur service.

Et je vois là, je l'ai dit, la raison la plus haute de requérir, au lieu de la lutte des classes que prêche le socialisme, la coopération des classes. Car le peuple, à lui seul, ne peut que bien lentement, s'il le peut, s'élever à ce niveau moral

et intellectuel qu'exige son ascension sociale. Ce qui caractérise le peuple, c'est de sentir vivement, mais de ne pas voir par où ses sentiments seraient réalisables. Il n'a su concevoir, jusqu'ici, en fait de rédemption, qu'un idéal de rédemption matérielle. Il ne sait pas se dire que la matière ne se soutient pas par elle-même : elle a besoin de l'intelligence pour la mettre en valeur, et plus encore elle a besoin de nos vertus, pour n'être pas consumée par nos vices.

C'est cette dernière conception que le socialisme a le plus méconnue jusqu'ici. Sa propagande n'en a cure. C'est aux « chrétiens sociaux » qu'il appartiendra donc d'y veiller. Ils s'y emploient. Que Dieu leur donne courage ! Le clergé catholique leur fournira des cadres, la jeunesse des soldats, et ce qu'ils auront à faire est immense.

Il ne s'agit, hélas ! tout au moins principalement, ni de « coup de collier » à donner, ni d'élections à assurer, ni d'alliances politiques à conclure. Toutes ces choses respectables, nécessaires, ne sont pourtant que le plus minime travail, et à elles seules, elles seraient inutiles. Le mal est trop profond. Nous sommes un arbre menacé non pas seulement par la tempête, bien qu'il y ait tempête ; mais par une maladie inté-

rieure qui boit la sève et la corrompt. Il nous servirait peu de faire des pactes avec les autres arbres, menacés comme nous, quelquefois décrépits : il faut faire un pacte avec le ciel, qui nous fournit chaleur et lumière, et avec la terre, en essayant de réveiller la vieille sève française et chrétienne.

Que l'exemple le plus haut et le plus sacré de l'histoire nous instruise. Quand le Christ se proposa de renouveler le monde, ce n'est point par l'action politique qu'il pensa tout d'abord aboutir : c'est par l'action morale. Il n'alla point trouver les Pharisiens; il reçut ceux d'entre eux qui voulurent se joindre à lui, sans s'inquiéter des autres. Il ne fit pas de complots avec les Sadducéens, n'appela même pas à lui les disciples de Jean, qui étaient presque ses disciples : ils vinrent seuls, quand ils eurent vu son œuvre. Il annonça la parole d'Évangile; il prêcha le royaume de Dieu intérieur; il traîna au bien les âmes; il déposa en terre le grain moral et religieux qui, lentement amolli, fécondé par sa mort, brisant obscurément sa gaîne, soulèverait peu à peu le sol et éclaterait un jour en arbre. Il y fallut du temps; mais le monde ancien en croula et la civilisation chrétienne tout entière en naquit.

Ainsi, aujourd'hui, devons-nous faire.

Si le grain de froment, tombant en terre, n'y meurt point, il demeure seul ; s'il meurt, il porte beaucoup de fruit. L'obscurité de l'action morale ne doit pas décourager les apôtres : elle prouve sa profondeur et garantit par là son succès.

« Vous allez devenir un pays de mission, nous disait récemment le pape : mais vous avez des missionnaires. » Dieu veuille que le nombre en augmente, et leur ardeur aussi. Par ce moyen, nous aurons enlevé au socialisme sa force unique, qui est la propagande populaire ; nous aurons, ce qui vaut mieux, assuré l'avenir qu'il essaie d'entrevoir, mais qu'il est incapable de réaliser.

Le socialisme est aujourd'hui puissant : il n'est pas *une puissance*. Il est trop divisé, trop anarchique et surtout trop matérialiste. Il ne va qu'à détruire ; il ne construira rien.

L'Église, elle, est une puissance, parce que les forces morales sont en elle et qu'elles travaillent par elle et pour elle.

Quand demain, après une *séparation* que certains veulent brutale, qui sera nécessairement douloureuse ; quand, dis-je, après les souffrances de début qu'occasionnera cette grande crise, l'Église se sera reprise à la vie, elle se révé-

lera plus que jamais puissance formidable. On aura voulu la jeter dehors : on n'aura fait que l'engager dans la voie du labeur qui deviendra un jour une voie triomphale. Instruite par les événements, elle ne liera son sort à rien de ce qui passe; elle marchera libre d'entraves, ne s'appuyant que sur la force des temps nouveaux : celle des peuples. Par des services multipliés, elle saura reconquérir une confiance qui ne lui a été enlevée que du fait de circonstances malheureuses et d'erreurs.

Et ce ne sera pas une domination, qu'elle retrouvera : ce sera une maternité nouvelle : celle que sent refleurir dans son cœur la femme qui a vu son fils grandir oublieux, plein d'orgueil, violent même; mais qui, heureuse et triste à la fois des longues douleurs qui ont su le vaincre, le rappelle aux tendresses du foyer.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Pages.

AVANT-PROPOS. v

LE SOCIALISME ET LE PARTI SOCIALISTE

Opportunité du sujet. — Nouvelle phase socialiste. — L'esprit de notre discussion.

I. — Impossibilité de définir aujourd'hui le socialisme. — Les *fins dernières* et le programme immédiat. — Politiques sociaux et simples *politiciens*.

Trois nuances de doctrines. — Le *socialisme humanitaire*. — Le *socialisme d'État* et le *Collectivisme*.

Les additamenta. — Doctrines politico-religieuses du socialisme. — Le socialisme est une *religion*. — Laquelle des religions lui sert de modèle. — Assimilations faciles. — Les bons côtés de la haine socialiste.

II. — Les causes du socialisme. — L'attention plus profonde apportée aux problèmes sociaux. — La préoccupation généralisée du sort des humbles. — La désaffection de la liberté. — Le suffrage universel. — Les causes morales : matérialisation de l'idéal ; impatience de jouir ; égoïsme exaspéré. — Utilisation en partie honorable, en

Pages.

partie utopique ou perverse du sentiment religieux sans emploi. — Le désarroi des autres doctrines sociales. — *Oportet haereses esse*. 1

LE SOCIALISME ET LA DESTINÉE

Première source d'antagonisme, la plus profonde. — Double aspect du problème.

I. — Comment le socialisme est amené à prendre parti. — La réponse du genre humain et celle des socialistes. — Attitude arbitraire. — Ce qui regarde et ce qui ne regarde pas le socialisme.

Comment les socialistes prétendent remplacer la vie future. — Psychologie à courte vue. — A quoi tient le *malheur du monde*. — Le péril du *roman socialiste*. Idéal *dénaturé*. — L'humanité *nouvelle*. — Essais de réaction timide.

II. — Comment le christianisme et ses doctrines d'avenir n'apportent nulle entrave au progrès. — Le bouddhisme et le christianisme à ce point de vue. — Protestations de l'histoire. — Aveux unanimes des historiens. Protestations de la doctrine elle-même. — Le christianisme est une doctrine de vie intégrale, non une spécialité d'au-delà. — Le double aspect du *royaume de Dieu*. — La *religion de l'homme*.

Le véritable sens du détachement chrétien et sa valeur sociale. — Grave erreur du socialisme à ce point de vue. — Les moyens sont les mêmes de conquérir le ciel et la terre. — « Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice... ». — Un bon exemple socialiste. — La synthèse nécessaire. — Le *christianisme social*... 35

LE SOCIALISME ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

I

L'appréciation des faits.

Pages.

Comment la question économique doit nous préoccuper ici avant tout.

I. — Deux tendances d'esprit en face des faits sociaux. — Les socialistes *hurleurs*. — Déformations visuelles. — « Les progrès accomplis de notre temps n'ont profité qu'aux riches ». — « Les inégalités vont croissant. » Les « égorgements patronaux ». — L'intermédiaire traité comme *parasite*. — Le salariat synonyme d'*esclavage*. — Conséquences sociales de ces injustices. Théoriciens de circonstance et théoriciens d'*occasion*.

II. — L'autre côté de la question. — « Économisez! » — « La situation s'est améliorée ». — « Le bien-être ne fait pas le bonheur ». — Ceux qui envoient les pauvres à Dieu « comme ils les enverraient *au diable* ». — Ce qu'il y a de naturel dans le mécontentement populaire. — La *civilisation* véritable. — Où doit s'arrêter la résignation.

Une face du problème social. — Répartition des *biens* et répartition du *pouvoir*. — Nécessité sociale d'un aveu.

III. — Deux échappatoires des conservateurs à outrance. — Le *progrès*. — La *charité privée*.

Le thème du progrès. Il méconnaît trois choses. — Comment s'obtiennent les réformes. Quelle en est la limite. Ce qu'elles requièrent de temps et laissent échapper de souffrances.

La *charité privée* est admirable et insuffisante. — Deux formes très différentes de charité. Efficacité de l'une ; limites étroites de l'autre. Comment s'explique la fierté du travailleur à son égard.

La véritable conception chrétienne de la charité. —

Pages.

L'école sociale chrétienne. — Sévérités injustifiées envers ses représentants. — Utilité patriotique d'une politique vraiment sociale. — L'effort démocratique et ce que doit être à son égard notre attitude. — Comment le socialisme est l'*organe provisoire* d'une politique sociale à naître. — Ce qui en pourrait sortir de bon par notre effort. 71

LE SOCIALISME ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

II

Les doctrines et les méthodes.

Nécessité de cette étude doctrinale et sécurité du christianisme à l'égard de ses conclusions.

I. — Une déclaration capitale à faire au sujet de l'attitude de l'Église en face du socialisme. — L'Église n'a pas de système économique. — Preuve *a priori*. — Preuve *de fait*. — Les deux *héritiers* de l'Évangile. — Exemples tirés d'autres domaines.

Conséquences de cette absence de partis pris catholiques. — Devoirs qui en résultent pour nous. — Comment l'Église a prouvé de tout temps, sur ce point, sa droiture et sa prudence. — De quelle façon socialistes et catholiques pourraient collaborer à l'œuvre sociale.

II. — D'où viennent les désaccords. — Le christianisme *école de bon sens ;* le socialisme actuel *école d'utopie*. — Triple aspect de ce caractère.

La méthode de travail socialiste. — Dangers de cette méthode. — Pourquoi le christianisme n'aime pas les *chimères*. — Un problème surhumain. — D'où peuvent venir les vraies réformes. — Le rôle des *hypothèses* en science sociale. Comment les *dogmes* socialistes en méconnaissent le caractère. — Socialistes et alchimistes.

Pages.

Le socialisme et les « éléments éternels de la société ». — La famille. — Les inégalités naturelles. — *C'est la vérité qui vous affranchira.*

Danger spécial des utopies sous le régime *parlementaire* 115

LE SOCIALISME ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

III

Le capital. — L'héritage. — La Propriété.

Sous quel rapport nous avons à envisager ici ces problèmes. *Majeures* de principe et *mineures* de fait.

I. — Deux exagérations de sens contraire à propos du *capital*. — Discussion de cette formule : *Le capital, c'est le travail d'hier, et le travail, c'est le capital de demain.* — Nécessité absolue du capital. — Serait-il bon de le *socialiser ?* — Urgence de reconnaître par ailleurs que c'est le travail *actuel* qui produit réellement la richesse. — Iniquités qui peuvent sortir de la méconnaissance de cette vérité. — La doctrine catholique relativement à l'*usure*. — Son attitude actuelle. Son attitude éventuelle.

De l'*héritage*. Ce que vaut humainement et socialement la doctrine qui voudrait l'abolir. — Les réformes possibles et à qui il appartient d'en rechercher les bases. — Le double écueil à éviter.

II. — Hardiesse des doctrines catholiques touchant le droit de propriété. — Le cas d'*extrême nécessité* et ses antécédents dogmatiques. — Le droit de propriété se résolvant en *service*. — Théorie de saint Thomas d'Aquin. — Contradictions apparentes. Solutions. — Le *jus abutendi* des Romains. — Les propositions socialistes en matière fiscale et ce qu'en pourrait pen-

Pages

ser le catholicisme. — Objection tirée de la tradition des *Docteurs*. Solution. — Envergure de l'action catholique à travers les siècles.

L'argument des *conservateurs*. — Ce que confère le travail au droit de propriété individuelle. — Ce qu'il lui refuse. — Comment l'oisiveté est un réel *parasitisme*, et comment la richesse acquise par le travail appartient en un sens à tout le monde.

Précautions nécessaires dans l'application de ces principes 153

LE SOCIALISME ET LA SOLIDARITÉ

Faveur dont jouit le mot *solidarité* chez les socialistes. Valeur du mot et valeur de la chose *prise en soi*. La solidarité *explique* et *renforce* la charité.

I. — Comment, *en fait*, les socialistes entendent la solidarité qu'ils nous prêchent. — *Unir* pour *diviser*. — L'esprit de *classe* remplaçant l'esprit de *caste*. — La lutte des classes est *premièrement* une injustice. — Les *sentiments*. — Le *but*. — *Tout pour le peuple et par le peuple*.

II. — La lutte des classes est *deuxièmement* un nonsens. — *Une affaire qui ne satisfait que l'un des deux partenaires est une mauvaise affaire*. — Application de cette loi d'expérience aux phénomènes sociaux. — Frédéric Bastiat et l'*harmonie des intérêts*.

Deux façons de lutte des classes. — La question *ouvrière et la question sociale*. — La lutte entre collaborateurs. — La *grève générale*. — La lutte entre concurrents solidaires. — Grands et petits chefs. — L'enseignement de l'histoire. — La santé sociale est une harmonie. — Renforcer les intérêts d'autrui en

Pages.

les limitant. — Ce que devrait faire le socialisme et ce qu'il ne fait pas. — Le christianisme.

III. — La lutte des classes est *troisièmement* une imprudence grave. — L'ascension des classes inférieures ne se peut réaliser sans le concours des autres. — Pourquoi. — Révolutions et évolutions. — Inconséquence du socialiste bourgeois. Folie du socialiste populaire. — Ce qu'appellerait une juste appréciation de notre situation en ce monde. — Comment le Christ s'y est pris pour réaliser son œuvre. — Les véritables procédés de la vie. — *Père, qu'ils soient un!* 191

LE SOCIALISME ET LA LIBERTÉ

Les harangues de jadis. Simple étude d'aujourd'hui.

I. — Fluctuations de l'esprit de liberté. — Le déterminisme scientifique. — Les déconvenues politiques et économiques. — L'*Empire* collectiviste et ce qu'il ferait de la liberté. — Comment se construit l'ordre social. — Le collectivisme procède à l'inverse. — « *Toute plante qui ne sera pas plantée par mon père...* » — L'école anarchiste.

Le socialisme d'État. — Ce qu'il fait de la liberté. — Dangers de l'interventionnisme. — De l'assistance sociale. — Le cas particulier de la France. — Le socialisme d'État et le collectivisme sont des doctrines rétrogrades.

II. — Les excès libéraux et ce qu'en pense l'Église. — Libéralisme religieux et libéralisme social. — Le principe de *neutralité*. — Il faut *aider le genre humain*. — L'exemple des premiers chrétiens et ce qu'il en faut garder.

La théorie sociale chrétienne. Ce que produirait son

Pages

règne. — Elle comporte une dose d'intervention gouvernementale. — Laquelle. — Le cas particulier des classes pauvres. — Insuffisance du libre patronage. — L'encyclique de Léon XIII relative à la *condition des ouvriers*. — Les huit rôles qu'elle assigne à l'État. — Le rôle des syndicats libres et celui de l'État à leur égard. — La conclusion du pape. Ce qu'elle doit suggérer... 231

LE SOCIALISME ET L'ANTICLÉRICALISME

Étrangeté apparente de l'anticléricalisme socialiste. — Nécessité d'en rechercher une explication.

I. — A bas l'armée! A bas la police! A bas l'Église!... Ce que révèle cette association d'anathèmes. — Qui est coupable des préjugés répandus contre nous. — Responsabilités bourgeoises. La religion-gendarme. — Responsabilités religieuses. Le clergé d'autrefois, le clergé d'hier et d'aujourd'hui. — Mauvaise excuse. — Ce que devait faire le socialisme.

II. — Une prophétie réalisée doublement. — Qu'est-ce qui peut empêcher le socialisme honnête de s'allier au catholicisme? — Défiances injustifiées. — Double procès de tendance compliqué d'une erreur. — *L'idée socialiste* et l'idée chrétienne. — Ce qui nous sépare vraiment, ce sont les superfétations socialistes.

L'idée socialiste et la science. — L'univers de Darwin et l'univers chrétien. — Le « royalisme ». — Ce que pourrait l'Église pour la rénovation sociale et pour la vraie démocratie. — Conditions de ce concours. — Double moyen de réalisation. — Ce qu'écrivait Guizot en 48. — La vraie question sociale est une question religieuse. — Torts réciproques à avouer et à réparer. 269

CONCLUSION..... 311

St. Albert's College Library

11971

335 S26

Sertillanges, A. D.

AUTHOR

Socialisme et Christianisme.

TITLE

DATE

MÊME LIBRAIRIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

FÉMINISME ET CHRISTIANISME

Quatrième édition

1 vol. in-12..... 7 fr. 50

Les Origines du mouvement féministe.
La Place du fait chrétien dans le mouvement d'émancipation féminine.
Les Principes féministes et les principes chrétiens.
Le Féminisme et le travail féminin.
Le Féminisme et la politique.
Mariage. Divorce. Organisation du Foyer.
L'Instruction et l'éducation féminines.

La Politique chrétienne

1 vol. in-12..... 4 fr. 50

Y a-t-il une politique chrétienne ?
Le Principe générateur de la politique chrétienne.
L'Autorité temporelle.
L'Autorité spirituelle.
La Synthèse des pouvoirs.
Concordat ou séparation ?

L'AMOUR CHRÉTIEN

1 vol. in-12. *Huitième mille*..... 7 fr.

INTRODUCTION. — I. L'Amour en Dieu. — II. L'Amour vivant. — III. L'Amour dans la nature. — IV. L'Amour de Dieu. — V. L'Amour mystique. — VI. L'Amour vertueux de soi-même. — VII. L'Amour du prochain. — VIII. Ordre et objets de l'amour du prochain. — IX. L'Amitié. — X. L'Amour et le mariage. — XI. L'Amour dans le mariage. — XII. L'Amour paternel. — XIII. L'Amour maternel. — XIV. L'Amour fraternel. — XV. L'Amour filial. — XVI. L'Amitié sociale. — XVII. L'Amour de communion dans l'Église. — XVIII. La société universelle dans l'amour.

LA VIE CATHOLIQUE

Première série. 1 vol. in-12. *Troisième édition*..... 8 fr. »
Deuxième série. 1 vol. in-12. *Deuxième édition*..... 8 fr. »

JÉSUS

Quatorzième mille

1 volume in-12..... 6 fr.

La Personne de Jésus.
Le Berceau de Jésus.
La Vie solitaire de Jésus.
La Prédication de Jésus.
La Prière de Jésus.
Jésus et l'autorité juive.
Jésus et ses disciples.
Jésus et la nature.

L'ÉGLISE

Quatrième édition

2 volumes in-12..... 15 fr.

Raison d'être et nature de l'Église.
Les Caractères généraux de l'Église.
La Vie sacramentelle de l'Église.
L'Attitude de l'Église à l'égard de ce monde.
L'Organisation de l'Église.

Typographie Firmin-Didot et C^ie^. — Paris.